

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉPARATION DU PRÉJUDICE MORAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le Mercredi 20 Février 1907, à 2 heures.

PAR

André MANTELET

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉPARATION DU PRÉJUDICE MORAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

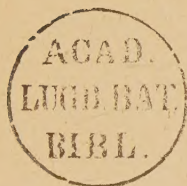
Le Mercredi 20 Février 1907, à 2 heures.

PAR

André MANTELET

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. LARNAUDE, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.*



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTES

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

A MON PÈRE

A MA MERE

Hommage de reconnaissance et d'affection.

INTRODUCTION

1. — Le Patrimoine moral. Ses éléments.

La notion du Patrimoine moral chez les auteurs.

Atteintes au Patrimoine moral.

Les hommes constitués en société, — cette société fût-elle famille, clan, ou état, — ont connu, dès l'aube de leurs rapports réciproques, les disputes, les luttes et les guerres. De ces conflits, privés ou publics, sortait un *modus vivendi* nouveau consistant pour le vaincu en un amoindrissement de sa force ou de sa richesse, un dommage quelconque qui atteignait ses biens ou sa puissance. La force seule était alors le mode de règlement de ces conflits.

La civilisation aidant, les rapports des hommes se sont adoucis, et la lutte, circonscrite dans le cercle des lois, est devenue un conflit d'intérêts dont la solution se trouve, non plus dans la force, mais dans le droit. La société s'est affinée ; le dommage, au début purement et essentiellement matériel, a atteint

à un caractère moral : il n'a plus affecté seulement la force, la puissance ou la richesse de l'individu.

En même temps que se développaient des sentiments nouveaux, tendance au luxe, au bien-être, sentiment d'affection, d'honneur, de dignité, il apparaissait certain, manifeste, que l'homme souffrant dans l'atteinte portée à l'un de ces sentiments, à l'une de ces tendances, devait pouvoir, de ces chefs, subir un dommage.

C'est que, si l'homme a un patrimoine économique : — sa fortune, tout ce qui peut lui permettre d'assurer son existence matérielle, et celle des siens dans la société, — il a aussi un patrimoine moral. Bien déterminé aussi, celui-là, car tous les hommes le possèdent à un degré plus ou moins accentué, il comprend l'ensemble des sentiments, des sensations, des idées qui, tout en constituant la nature essentielle de l'homme, échappe à toute appréciation économique.

L'homme vit en société : l'égoïsme, par hypothèse, doit être banni des rapports intérieurs de cette société ; en fait il n'en est pas ainsi. Mais dans un cercle plus restreint encore que la société, l'homme vit en famille. Cette famille, il l'a constituée ; les différents membres, issus d'une même souche, en doivent être unis et groupés ; il se produit entre eux une expansion de sentiments affectifs qui se maintiennent d'autant plus forts que le cercle est

plus étroit et que les membres en sont moins nombreux. L'affection des membres d'une même famille les uns pour les autres ne constitue-t-elle pas pour chacun d'eux un patrimoine, très appréciable, et qui leur permet, dans certaines circonstances, de supporter moins malaisément les adversités ?

L'homme a le sentiment de l'honneur ; ce sentiment, né dès qu'une société sort de la barbarie, constitue pour lui une des raisons d'être de sa vie. Les atteintes portées à son honneur, il ne les souffre pas et en exige réparation. N'est-ce pas encore un élément de son patrimoine moral, que cette honneur, dont il se montre, à juste titre, si jaloux ? N'est-ce pas un élément de ce patrimoine au même titre que la considération, (qui n'est, à vrai dire, qu'un dérivé de l'honneur), — le sentiment de la « respectability » disent les Anglais, — la dignité, chez les fonctionnaires, tous ces sentiments nés de l'esprit social de l'homme ?

Cette idée du patrimoine moral, plusieurs auteurs l'ont entrevue, mais ils ne sont pas allés jusqu'aux conséquences pratiques de leur théorie. L'exposé le plus topique nous est fourni par Savigny (1), qui donne aux biens compris dans cette catégorie du patrimoine le nom de *biens innés*. Savigny considère, nous allons le voir, ce patrimoine moral comme

1. Savigny, *Traité de droit romain*, tome I, p. 330.

extérieur au droit et incapable de rentrer dans la sphère d'application du droit privé. Mais il en admet parfaitement l'existence ; il y comprend « les facultés inhérentes à l'homme, c'est-à-dire les droits que la qualité d'homme donne à l'individu, le droit d'aller et de venir, de faire respecter sa personne, en un mot les diverses manifestations de la liberté. » Ce sont, lui semble-t-il, des droits originaires qui appartiennent à l'individu, des biens innés.

Quant aux auteurs de droit naturel (1), ils reconnaissent, eux aussi, l'existence de ces sentiments moraux. « Nous rattachons à la propriété, » dit Beaussire (2), « les avantages moraux désignés sous « le nom d'honneur ou de considération. Ils sont « aussi objet d'acquisition personnelle et d'héritage « et dans cette double origine, les droits qu'ils con- « fèrent se justifient par les mêmes arguments que « ceux de la propriété matérielle et de la propriété « industrielle. Ils ont quelques-uns des caractères de « la propriété, non dans leur valeur propre, mais « dans ce qui en fait le sujet de relations périodi-

1. Voyez notamment : Boistel, *Philosophie du droit*, tome I, p. 461, sq. — Belime, *Philosophie du droit*, tome II, p. 406 à 410 et 481 à 487. — Picard, *Le droit pur*, p. 132. — Ahrens, *Cours de droit naturel*, tome II, p. 212, sq. et sa théorie des obligations éthico-juridiques et des obligations d'intérêt matériel ou de patrimoine. — Vicat, *Traité de droit naturel*, 1^{re} partie, p. 178 sq.

2. Beaussire, *Les principes du droit*, p. 261.

« ques entre les hommes, dans ce qui, en un mot,
« pour ceux qui les possèdent, qui les défendent ou
« qui les revendiquent, en fait des droits. »

Et plus loin (1) : « Il y a une juste présomption
« d'honneur pour tous les membres d'une même
« famille, où, par l'effet de l'éducation et des exem-
« ples, par l'effet même de l'hérédité, se sont tou-
« jours maintenues des traditions honorables. Cette
« présomption forme très légitimement ce qu'on ap-
« pelle un héritage, un patrimoine d'honneur. »

Beaussire, on le voit, limite à l'honneur et à la considération, les avantages moraux et le patrimoine moral pouvant faire l'objet d'un droit. D'autres auteurs ont, comme lui, entendu restreindre dans ces limites la notion du patrimoine moral (2); quelques-uns même (3) ont dû avoir recours à des artifices de langage pour parvenir à la réparation du dommage causé à l'honneur et à la considération, ne voulant pas admettre l'existence juridique d'un patrimoine moral. Savigny, nous l'avons vu plus haut, reconnaît l'existence de ce patrimoine, mais il le considère comme extra-juridique, et n'admet pas pour l'individu le droit de demander la réparation d'un préju-

1. *Id.* p. 268.

2. V. Laborde, *Revue critique*, 1894, p. 26.

3. Trébutien, *Cours de droit criminel*, t. II, p. 25, p. 107. — Mangin, *De l'action publique et de l'action civile*, tome I, n° 123.

dice causé aux biens de cette nature. Il estime que l'homme a des droits, mais que ces droits sont dépourvus de sanction. Mais quelle est la valeur d'un droit s'il ne peut être sanctionné ? « Tout droit « isolé, dit Picard, (1) peut être l'objet d'une atteinte ; « c'est l'injustice, le fait contre le droit. Elle donne « lieu, en vertu d'une juste réaction, à l'appel, par « le titulaire, à la protection sociale et à l'efficacité « de la contrainte sociale au violateur. » C'est là un principe constant, et l'histoire et les faits ne laissent pas de démontrer le peu d'assise de la théorie de Savigny. L'examen de la période romaine, de la période franque et de l'ancien droit laisse voir que de tous temps, dès que les sociétés se sont formées, elles ont tenu compte des éléments moraux de la vie individuelle et sociale, et en ont tenu compte pour les réparer. Les premières lois sanctionnent les atteintes portées aux droits nés de ces éléments : les lois modernes, nous le verrons, en ont également tenu compte.

Nous ne pouvons pas ne pas faire ici une place à l'idée particulièrement topique émise sur cette question par M. Dorville, (2) qui met en valeur l'existence du patrimoine moral parallèlement au patrimoine matériel. On prétend, dit-il, que la valeur

1. Picard, *op. cit.*, p. 149.

2. Dorville, *De l'intérêt moral dans les obligations*. Thèse, Paris 1901.

morale d'une chose et son équivalent pécuniaire sont deux choses absolument incompatibles. Or, que voit-on en cas de succession et de partage de papiers de famille, des décorations et des bijoux du défunt, toutes choses qui ont certes souvent plus de valeur par le degré d'intérêt que ce dernier leur portait, que par leur valeur mercantile ? Un partage intervient ; les héritiers ne s'entendent pas sur l'attribution ; on procède à une licitation ; la majeure partie de la doctrine et une notable fraction de la jurisprudence décident que la licitation de ces biens aura lieu sans le concours d'étrangers, sans que ceux-ci puissent être admis aux enchères.

Deux points à retenir : exclusion des étrangers de la vente, donc valeur morale reconnue des objets à vendre, comme principal facteur ; mise aux enchères entre les héritiers, donc possibilité d'évaluer pécuniairement la valeur essentiellement morale de ces objets de famille. Les héritiers estimeront à un taux donné la valeur d'affection qu'ils peuvent attribuer à ces objets. Intervient-il un partage amiable : l'objet auquel le défunt tenait beaucoup, quoique de valeur minime, sera attribué en face d'un objet d'une valeur plus grande, mais auquel le défunt tenait moins. Dans cet exemple si bien approprié, on se rend bien compte du lien étroit qui relie le patrimoine moral au patrimoine matériel à un point tel que parfois les deux se confondent.

Peut-on nier que ce patrimoine moral soit exposé à subir des atteintes fréquentes de la part des autres membres de la société ? Évidemment non. Un accident, un crime, cause à l'affection des parents de la victime une atteinte indépendante du préjudice que la mort ou la blessure du chef de famille cause dans le domaine des intérêts. La situation pécuniaire des survivants est atteinte, leur situation morale aussi ; les conséquences, de ce chef, peuvent être graves, et le chagrin, la douleur sont des éléments qui affectent parfois davantage dans de telles circonstances les parents de la victime. Donc, dommage moral porté à l'affection.

Dommage moral aussi que celui qui, par suite de propos ou d'écrits diffamatoires, atteint l'homme dans sa fonction sociale, dans sa réputation et dans son honneur. De telles atteintes ont été de longtemps envisagées par la grande majorité des auteurs comme nécessitant une réparation. Pourquoi ? A ce point précis, les auteurs se divisent ; mais, sans vouloir pour la plupart admettre la notion du patrimoine moral, ils considèrent l'honneur de l'homme comme devant être énergiquement défendu par la société.

Dommage moral encore que celui causé par une détention préventive injustifiée ou une erreur judiciaire ; les malheureux sur lesquels sont tombés à la légère des soupçons mal établis, et qui voient, en dehors de toute ruine matérielle, la déconsidération

jetée sur leur famille; qui ont, durant leur détention, enduré les pires tortures de l'accusé innocent, n'ont-ils pas, eux aussi, subi un préjudice qui, à part tout élément économique, est cependant de nature à justifier une réparation ? Voltaire disait déjà : (1) « Si un jour les lois humaines adoucissent
« en France quelques usages trop rigoureux, sans
« pourtant donner des facilités au crime, il est à
« croire qu'on reformera aussi la procédure dans
« les articles où les rédacteurs ont paru se livrer à
« un zèle trop sévère. L'ordonnance criminelle ne
« devrait-elle pas être aussi favorable à l'innocent
« que terrible au coupable ? En Angleterre, un
« simple emprisonnement fait mal à propos est ré-
« paré par le Ministre qui l'a ordonné ; mais en
« France, l'innocent qui a été plongé dans les ca-
« chots, qui a été appliqué à la torture, n'a nulle
« consolation à espérer, nul dommage à répéter
« contre personne, quand c'est le Ministère public
« qui l'a poursuivi. Il reste flétri pour jamais dans la
« société. L'innocent flétri ! et pourquoi ? parce que
« ses os ont été brisés ! il ne devrait exciter que la
« pitié et le respect ! La recherche des crimes exige
« des rigueurs, c'est une guerre que la justice hu-
« maine fait à la méchanceté, mais il y a de la géné-
« rosité et de la compassion jusque dans la guerre.

1. *Siècle de Louis XIV*, chap. 41.

« Le brave est compatissant. Faudrait-il que
« l'homme de loi fût barbare ? »

Cette page de Voltaire, qui fut écrite à un moment où la philosophie sociale entraînait en lutte avec les erreurs et les abus de l'ancien régime, laissait espérer un prochain idéal de vertu et de solidarité humaines. Et cependant, un siècle entier depuis s'est écoulé et il a fallu arriver, nous le verrons, à la loi du 8 juin 1895, sur la révision, pour voir le législateur se décider à considérer qu'à côté des souffrances matérielles, le condamné innocent peut avoir subi des tortures morales dont la société doit lui tenir compte.

II. — Modes de réparation des atteintes au patrimoine moral. La réparation pécuniaire.

On est d'accord pour considérer chez l'homme l'existence de sentiments qui, considérés *in abstracto*, ne peuvent faire l'objet d'aucune appréciation économique. Ces sentiments sont susceptibles, nous l'avons vu, de subir, de la part des autres hommes ou de la société, des atteintes d'une portée plus ou moins grande. Ces atteintes, il faut les réparer.

Mais quels moyens employer ?

Il est un mode de réparation dont une société use moins à mesure qu'elle parvient à un degré de civi-

lisation plus avancé, c'est celui de la satisfaction donnée à la victime par l'équivalent, dans la mesure du possible, équivalent de douleur, équivalent de souffrance : c'est la réparation morale. Que trouver de mieux, semble-t-il, pour réparer un préjudice moral ? Et cependant cette sanction rencontre tant de difficultés pratiques, d'une évidence certaine, qu'on ne peut s'y arrêter, tout au moins quant au système absolu de l'équivalence, du talion. La réparation morale peut nous agréer ; mais dans quels cas l'employer ? Peut-on, d'autre part, trouver un genre de réparation qui se prête à tous les préjudices moraux ? Ici encore même difficulté.

Une réparation morale serait-elle donc si efficace, d'ailleurs, et saurions-nous la considérer autrement que comme accessoire ? En ce qui concerne les atteintes portées à l'honneur, celle portées à l'homme social, une réparation publique, donnant à la victime tout l'éclat d'une amende honorable, pourra évidemment panser bien des blessures ; mais ce cas est trop particulier pour en tirer quelque conséquence générale. A la suite d'un attentat, une famille est en deuil ; la punition de l'assassin constituera ici encore à la vérité une sorte de réparation morale, bien près toutefois, remarquons-le, de se confondre avec le châtiment dû à la société. Mais si cette victime trouve la mort dans un accident de chemin de fer, où sera la réparation morale ? L'innocent condamné à tort

aura-t-il toute satisfaction grâce à l'affichage et à la publicité de sa réhabilitation ?

En présence de ces difficultés, on doit envisager un mode de réparation plus général, celui qui, par sa nature, est le seul capable de se rapprocher le plus du système d'équivalence dans nombre de cas, et, qui, grâce aux sensations qu'il provoque, pourra, s'isolant de sa nature essentiellement économique, procurer des satisfactions morales à la victime : il nous faut en venir à la réparation pécuniaire.

L'argent est l'instrument d'échange par excellence. Permettant à l'homme de se procurer tous les éléments de la vie, et par suite le luxe et le bien-être, il représente donc les moyens d'acquérir les sources de ce bien-être. Le chagrin s'adoucit par un événement heureux ; la compensation se fait : l'enfant qui est tombé et pleure, sourit bientôt, oubliant sa souffrance, en voyant un beau jouet. L'argent peut donc ainsi, au moyen des satisfactions qu'il est appelé à procurer, atténuer souffrances et chagrins, adoucir douleurs physiques et douleurs morales. Une réparation d'une autre sorte, est-elle à même d'être d'une application aussi générale et aussi facile ? Autant vaudrait se demander si on peut trouver mieux que la monnaie pour assurer la vie économique du monde.

PREMIÈRE PARTIE

LA RÉPARATION DU PRÉJUDICE MORAL DANS LA DOCTRINE ET DANS L'HISTOIRE

CHAPITRE PREMIER

La Doctrine.

1. *Systèmes exclusifs de toute réparation :*

Savigny, M. Massin, M. Laborde, etc...

Cette notion a été l'objet de bien vives controverses. Aujourd'hui encore, des auteurs, et non des moindres, prétendent résoudre par la négative la plus formelle la question de la réparation pécuniaire du dommage moral. D'autres, sans être exclusifs, ne sont toutefois pas éloignés de repousser même le principe de cette réparation, dès que, sortis de la théorie, ils se placent sur le terrain des applications pratiques. Cependant la majorité des auteurs qui

ont envisagé cette question, l'estiment résoluble.

Parmi les premiers, nous avons déjà rencontré Savigny. Pour lui, nous l'avons vu, — et une partie de l'école allemande moderne adopte sa théorie, — le patrimoine moral est en dehors du droit. Il a une existence indéniable, mais qui dépend à un tel point du domaine de la philosophie qu'on ne saurait appliquer aux dommages qui l'atteignent une réparation du domaine économique. Il y a antinomie entre ces deux points de vue ; il ne peut y avoir entre eux de rapprochement. Une réparation quelle qu'elle soit, est impossible. Et cependant Savigny admet que, dans certains cas, qu'il considère comme des dérogations à la règle qu'il établit, il se produit un contact entre le domaine supra-juridique du patrimoine moral et le domaine juridique des obligations. Des dommages-intérêts sont dus au cas de diffamation, voilà une exception. Ce serait alors, dit-il, une intervention du droit positif en vue de protéger l'inviolabilité de la personne morale. Mais ne serait-ce pas plutôt la consécration du principe que la personne morale a besoin d'être protégée, et que seul le droit positif peut lui assurer cette protection d'une manière efficace ? Ce que Savigny considère comme une exception, n'est en réalité que la manifestation formelle de l'obligation pour la société de veiller sur le patrimoine moral de l'homme comme sur son patrimoine matériel.

M. Massin (1), lui, estime qu'aucun rapprochement n'est possible, qu'aucun lien ne peut exister entre l'instrument économique qu'est l'argent, et les manifestations morales de l'homme privé, qui ne sont pas, à son sens, pécuniairement estimables. M. Massin veut s'en tenir de trop près au système de l'équivalence, c'est ce qui l'empêche d'apercevoir le but final de l'argent quant aux modifications de l'être moral de l'individu.

A l'instar de M. Massin, d'autres auteurs, sans être toutefois aussi exclusifs que lui, arrivent à la même solution. Ils reconnaissent bien, eux, qu'un préjudice moral doit être réparé. Mais qu'entendent-ils par préjudice moral ? Les atteintes portées à l'honneur, à la réputation, à la considération d'une personne. (2). Et c'est tout. Pour celles-là, et celles-là seulement, ils admettent une réparation, réparation morale en partie, pécuniaire toujours. Mais pourquoi cette différence entre le préjudice causé à l'honneur et celui causé aux autres sentiments intimes de l'individu, à l'affection par exemple ? Trébutien et M. Laborde « vont nous le dire : L'affection n'a pas de valeur

1. Massin, *De l'exécution forcée, des obligations de faire ou de ne pas faire*. Thèse, Paris 1893.

2. Voyez Laborde. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, ann. 1894, p. 25. — Trébutien, *Cours de droit criminel*, tome II, p. 25. — Mangin, *De l'action publique et de l'action civile*, t. I, n° 123.

« et le bien moral en a une, écrit M. Laborde (1).
« L'affection est un sentiment personnel. Elle ré-
« pugne à toute évaluation pécuniaire. La preuve
« de son existence et de son degré ne peut se faire
« que par le témoignage même de la personne qui
« l'invoque (2), car elle est toute en elle ou dans les
« marques extérieures qu'elle donne elle-même de
« ses sentiments. Admettre cette preuve ce serait
« violer la règle qu'on ne peut se créer de titre à
« soi-même.

« Très différent est le bien moral. Il consiste
« dans l'opinion du public sur l'honneur, la consi-
« dération et la réputation d'une personne. Pour
« prouver son existence et son degré, on fait appel
« à l'appréciation des tiers. Une enquête sur les
« deux points est possible. *Il ne pourra y avoir de*
« *difficulté que lorsqu'il s'agira d'évaluer l'indem-*
« *nité.* »

Quant à Trébutien, il estime qu'en pareil cas, « nulle
« perte appréciable à prix d'argent n'a été faite, nul
« bien positif n'a été ravi »,... « que la douleur cau-
« sée par la perte d'un parent ne saurait se chiffrer

1. Laborde, *loc. cit.*

2. Schmalz, (Recht der Natur. § 151, cité par Bélimé, *Philosophie du droit*, t. II, p. 481) prétend que seul l'offensé peut fixer le chiffre de ses dommages-intérêts et qu'il ne fait pas d'injustice à son adversaire quel que soit le taux auquel il les estime.

« par une somme d'argent ; que les tribunaux tiendront compte des services pécuniaires rendus par le défunt au demandeur, de l'appui, même moral, qu'il pouvait lui prêter dans l'accès à une carrière quelconque. »

D'après ces deux auteurs, il est donc nécessaire de réparer les atteintes portées à la considération et à l'honneur de l'individu. Par là même cependant qu'ils repoussent la réparation du préjudice d'affection parce qu'il n'est pas réparable à prix d'argent, ils semblent bien admettre implicitement la vérité du principe que le préjudice moral doit être réparé. Ils se sont arrêtés seulement à la réparation pécuniaire et s'appuyant alors sur le système de l'équivalence la plus étroite, ils déclarent que l'affection n'ayant pas de valeur appréciable en argent, le dommage causé à ce sentiment échappe par là même à une réparation quelle qu'elle soit. Trébutien constate dans ce dommage l'existence d'éléments matériels ; il songe à leur réparation ; mais « aller au delà, » ajoute-t-il, « serait dépasser les bornes de la justice humaine. »

Elles sont vraiment bien restreintes, les bornes de la justice humaine, si nous devons repousser de propos délibéré toute réparation d'un dommage causé à l'individu, parce que ce dommage n'est pas appréciable en argent ! Et d'ailleurs, en quoi l'honneur, la considération, ont-ils une valeur économique plus

déterminée que l'affection ? La difficulté surgira, avoue M. Laborde, lorsqu'il s'agira d'évaluer l'indemnité. Si la difficulté existe, cela prouve clairement qu'il est tout aussi malaisé de chiffrer ce sentiment que d'analyser les éléments de la *causa doloris*. On ne peut donc admettre ce système. Refuser toute réparation à l'individu qui a souffert moralement dans un sentiment autre que la réputation ou l'honneur, semble être la négation même de la justice fondée sur la protection, selon l'expression même de Savigny, de l'inviolabilité de la personne morale. Ce qui explique en partie la théorie de ces auteurs, c'est l'idée que l'honneur est si intimement lié à la réputation, et que la réputation a une telle influence sur le crédit social de l'individu et sur sa situation matérielle, que bon nombre des éléments d'une atteinte quelconque à ces deux sentiments se manifestent d'une manière tangible. C'est en somme ramener une réparation de ce genre à la réparation d'un préjudice matériel résultant de cette atteinte. L'idée première est donc faussée.

Le système n'est pas suffisamment établi ; à l'étroit dans la sphère de la réparation pécuniaire, il ne consent pas à se rapprocher de la réalité des choses et se refuse à admettre l'argent comme organe de compensation.

2. *Systèmes favorables à la réparation du préjudice moral : Vicat, Austin, Aubry et Rau, Demolombe, Sourdat, etc...*

La majorité de la doctrine admet notre théorie et ses applications. Un vieil auteur Suisse de droit naturel, Vicat, qui a, devant l'article 1382 du Code civil, posé le grand principe de la responsabilité, estime la réparation nécessaire envers la victime, « au moyen de quelque chose qui puisse lui faire « un bien ou un plaisir qui le dédommage, en quel-
« que sorte, des conséquences du préjudice causé ;
« car rien ne doit demeurer à la charge de la partie
« lésée, et le mal, tant qu'il se peut, doit se rejeter
« sur le violateur du droit d'autrui. » Mais il va plus loin, et, interprétant en un langage plus concret le principe qu'il vient d'établir, il ajoute : « Quand
« même le degré de bonté qu'un objet aurait par
« rapport à moi, résulterait uniquement de l'effet
« agréable que la possession de cet objet faisait sur
« mon imagination, à raison des circonstances dans
« lesquelles tout autre homme communément serait
« affecté de la même manière, s'il se trouvait dans
« les mêmes circonstances extérieures, ce sera sur
« le pied de ce degré de bonté, sur le pied de cette
« valeur, qui est appelée « valeur d'affection » qu'il
« faudra que la réparation se fasse. »

Cette idée de satisfaction à fournir par la voie pécuniaire, nous la retrouvons chez la plupart des auteurs. Austin (1) considère que pour un délit passé, le remède topique et approprié est une satisfaction ou compensation à fournir à la partie lésée pour le dommage, l'incommodité que cette partie a subie par suite du délit. Beaussire soutient la même idée (2).

MM. Aubry et Rau (3) tendent à spécialiser la réparation du préjudice moral aux dommages causés seulement par un délit criminel. Il serait à désirer que leur théorie s'étendît et concernât, en tout état de cause, celui qui a souffert tant d'un délit de droit criminel que d'un délit civil ou d'un quasi-délit. Mais, quoi qu'il en soit, le principe est accepté, l'indemnité pécuniaire est admise. MM. Aubry et Rau constatent un fait qu'ils considèrent comme normalement acquis : réparation nécessaire lorsque la personne lésée a été troublée dans sa sûreté personnelle, ou dans la jouissance de son patrimoine, ou blessée dans ses affections légitimes.

Cette réparation se résout en une indemnité pécuniaire, dont la fixation est abandonnée à l'arbi-

1. Austin, *Philosophie du droit positif*, trad. G. Henry.
p. 55

2. Beaussire, *Les principes du droit*, p. 387.

3. Aubry et Rau, t. 4, p. 748.

trage des tribunaux. Ils ne tirent pas de conséquences.

Demolombe (1) est beaucoup plus circonspect, e-
-ntoure de grandes réserves la solution qu'il indi-
-que. Sans doute il admet que le dommage moral doit
être réparé, parce qu'il aurait atteint la partie lésée,
« dans son honneur, dans sa considération, dans
« ses affections légitimes. » Mais (2) il hésite devant
la grande difficulté d'établir le dommage et s'en re-
-met à l'initiative du juge, de « prendre en considé-
« ration cette espèce de préjudice dans l'estimation
« des dommages-intérêts, sous la condition, bien en-
« tendu, d'apprécier ces dommages-intérêts humai-
« nement, avec modération, avec intelligence. » Nous
ne demandons pas autre chose, d'ailleurs, et le
juge, en l'état actuel du droit français, s'il n'est peut-
être pas armé suffisamment pour reculer beaucoup
les limites de la jurisprudence sur ce terrain, peut
toutefois, étant donné l'élasticité des termes de l'ar-
-ticle 1382, s'attacher sérieusement à mettre ce prin-
-cipe en pratique.

Sourdat, dans son *Traité de la responsabilité*, ad-
-met qu'un intérêt moral suffit pour donner ouver-
-ture à l'action en réparations civiles. Pour lui, l'argent
n'est pas tant une réparation efficace qu'un complé-

1. Demolombe, *Contrats*, t. VIII, n° 672.

2. *Id.*, *Op. cit.* t. I, n° 30.

ment de satisfaction qu'on exige du coupable. La personne lésée dans ses affections, dans sa réputation, a le droit, dit-il, d'exiger une compensation particulière à sa souffrance ; on la lui donne en argent, « faute de pouvoir faire mieux ». Du reste, dit Rauter (1), « ce n'est qu'en argent que se résout « même le tort moral, et la réparation en nature « ne s'entend que des choses matérielles. Ainsi ce « qu'on appelle réparation d'honneur ne peut être « ordonné par le juge, même en cas de délit d'injure, « à moins que la loi ne l'y autorise formellement. »

« Faute de pouvoir faire mieux » ; cette expression revient habituellement sous la plume des partisans de ce système. Convaincus de la nécessité de réparer un tort subi par l'individu, quel que soit ce tort, ils se rendent bien compte aussi que la réparation pécuniaire n'est pas adéquate au dommage subi. Quel autre mode employer ? Nous avons vu qu'en dernière analyse, et après examen des divers modes possibles, il n'en est qu'un seul pratique, c'est le mode pécuniaire. Il nous semble toutefois que Rauter va un peu loin en refusant au juge l'initiative de la réparation morale *stricto sensu*. Le juge peut, sans doute, adjuger des dommages-intérêts à la victime ; pourquoi ne pourrait-il pas tout aussi bien ; condamner l'auteur du délit à une réparation morale ?

1. Rauter, *Traité de droit criminel*, tome I, § 133.

Il est vrai de dire que ce mode de réparation, en faveur dans l'ancien droit (1) se concilierait assez mal avec l'exactitude de la science juridique, mais on ne saurait cependant interdire au juge, à défaut d'un texte précis, toute initiative à ce point de vue.

3. *Le fondement de la réparation pécuniaire du préjudice moral.*

Mais, le principe de réparation pécuniaire admis, si nous voulons analyser la notion même de réparation du préjudice moral, qu'allons-nous trouver à la base, comme idée première et directrice de toute la théorie ? L'individu a souffert dans son honneur, dans ses affections. Il a droit à une réparation. A quel titre ? Dédommagement envers la victime ou punition du coupable ? Devons-nous envisager l'indemnité pécuniaire dans la personne de la victime, ou dans celle de l'auteur du délit ? Nous verrons plus loin, en effet, que les Tribunaux se sont parfois appuyés, pour fixer le chiffre des dommages-intérêts, sur la situation de fortune du débiteur de l'obligation. Nous nous trouvons ici en présence d'une théorie qui a été énergiquement soutenue, récemment encore (2)

1. Voir notamment un arrêt du Parlement de Paris du 10 février 1711, rapporté par Guyot, *Répertoire universel de jurisprudence*, v° *Sépulture*, t. XVI, p. 242.

2. Hugueney, *L'idée de peine privée en droit contemporain*, thèse, Dijon, 1904.

et qui tend à attribuer, à titre d'amende privée, les dommages-intérêts à la personne lésée. La question n'a d'ailleurs qu'un intérêt théorique. Mais cette idée nous entraîne toutefois vers une conception tout à fait différente de la justice moderne, en rétablissant légalement au profit du simple particulier le droit d'exiger de l'auteur du délit une amende proportionnée, et à l'importance du préjudice, et à la situation de fortune de l'auteur du dommage. Nous pouvons craindre d'aboutir ainsi à un système où la victime, selon la théorie de Schmalz (1) aurait de justes raisons d'établir elle-même le taux de la composition pénale, qui perdrait, alors, tout caractère de valeur représentative d'un préjudice causé.

Mais ce système, au point de vue des résultats, se tient-il si éloigné de celui de l'idée de satisfaction donnée à la victime? L'argent, nous l'avons vu, crée au profit de la victime une compensation, par un élément de satisfaction possible, et par suite, une atténuation à l'atteinte portée à l'être moral. Cette somme d'argent versée, qu'elle le soit à titre de peine ou à titre d'élément de compensation, produit sur l'esprit de celui qui a souffert les mêmes satisfactions et est en mesure de lui procurer la même sensation d'adoucissement à sa douleur. Nous parlions plus haut de l'atténuation possible à la douleur des parents

1. Schmalz, *op. cit.*

de la victime d'un assassinat, en apprenant l'arrestation et la condamnation du coupable. La composition pécuniaire aura les mêmes effets si elle est infligée, à titre de peine, à l'auteur du délit, ou si, sans cette idée de peine, on envisage seulement qu'elle constitue pour lui un amoindrissement de son patrimoine au profit de la victime. L'idée de peine n'est donc pas si éloignée ; elle a donc des points de contact avec l'idée de fonction purement satisfactoire de l'indemnité pécuniaire allouée à la victime. Tel est le cœur de l'homme, qu'il se sentira satisfait, ayant subi un dommage moral, de voir, au moyen de l'indemnité pécuniaire, des éléments d'atténuation aux conséquences de ce dommage, et de constater chez son débiteur les conséquences d'une atteinte portée au propre patrimoine de celui-ci.

Le patrimoine moral existe, l'individu lésé de ce chef a droit à une réparation. Nous allons voir successivement l'essor et le cheminement de cette notion à travers l'histoire, la mesure dans laquelle le législateur l'a accueillie, et les limites où la contient la jurisprudence.

CHAPITRE II

L'histoire.

A. Évolution de la notion de préjudice moral chez les premiers peuples.

A l'origine, seuls les intérêts pécuniaires, ou plutôt économiques, jouaient un rôle dans les conflits entre individus. Ces peuplades dispersées, vivant par groupes familiaux, ayant le sentiment de la propriété, seul le danger survenant d'une atteinte portée à cette propriété, pouvait les forcer à la défendre les armes à la main. Pas de sanction judiciaire: l'autorité absolue du chef de famille ne permettait pour ainsi dire pas les discussions au sein de cette famille; la seule responsabilité de ce chef, maître de tous les droits et investi de tous les devoirs, en face des clans voisins, justifiait l'absence de toute initiative de la part d'un autre membre de sa famille. Dépositaire de cette autorité, il se trouvait seul en face de l'adversaire, chef comme lui d'un autre groupe: d'où lutte entre eux, seuls ou soute-

nus par les gens de leur clan respectif. Le combat visait un droit de propriété, intérêt purement économique. Nous ne voyons pas encore intervenir une notion quelconque de l'obligation de réparer le préjudice moral : les esprits sont trop neufs pour concevoir l'idée de ce préjudice.

Quelle est donc la vie sociale à cette époque ? Les hommes partagent leur temps entre les travaux des champs et ceux de la guerre. La civilisation n'a pas pénétré encore dans cette société, et le rude labeur des individus ne permet pas en eux l'éclosion de sentiments qui ne pourront naître que plus tard, par le développement des rapports sociaux. Jusque-là, pas de préoccupations intellectuelles ou morales ; dans cette vie de travail, le droit à la propriété seul domine : on le sanctionne les armes à la main.

Mais il se produit des événements dont la survenance crée autour des individus une atmosphère nouvelle : le travail devient moins rude, le sentiment social augmente, et l'homme perd l'habitude de se trouver isolé avec les siens. Les individus se groupent, et par le développement des sociétés, l'homme s'aperçoit qu'il est atteint, dans bien des cas, non plus dans une force vive de son activité économique, mais dans un de ces sentiments qu'il a senti naître avec le commencement des relations communes. Il sent qu'à l'égard des autres hommes il a des droits, mais aussi des devoirs ; il se rend

compte des améliorations apportées à son existence ; un certain sentiment de bien-être l'envahit, et sa personnalité s'affirmant tant au regard de la famille qu'au regard de la société, il constate qu'en dehors des préjudices divers que l'hostilité ou la négligence de ses semblables peuvent lui causer, préjudices matériels, économiques, il souffre un autre préjudice, intangible, celui-là, et immatériel, mais dont il juge qu'il doit lui être tenu compte. Cette idée-là se développe avec l'évolution du milieu dans lequel vit l'individu, et il arrive un moment où les sentiments ainsi nés sont devenus si forts qu'une atteinte à l'un d'eux cause un véritable dommage dont l'auteur demeure tenu.

2. *Droit romain.*

Que voyons-nous dans l'histoire ?

Dans la Rome primitive la vie tout agricole que mènent les Romains se cantonne dans les intérêts matériels et dans la nécessité, pour l'individu, d'assurer son existence par la sauvegarde de ces intérêts. Mais viennent les conquêtes. Le peuple agricole est devenu guerrier et se lance dans de hardies expéditions. Il pénètre dans des contrées où il rencontre une civilisation plus affinée que celle dans laquelle il vit. Il emprunte aux vaincus cette civilisation, et

il revient rapportant leurs richesses. L'idée de luxe se fait jour ; la famille, toujours aussi fermement constituée, ne fait, en se civilisant, que développer un sentiment d'union fondée sur une communauté d'affection. Le luxe engendre l'envie, la rivalité, la haine, la calomnie ; la réputation se trouve atteinte. L'action judiciaire intervient : les Tribunaux ont pour mission de protéger à la fois les intérêts pécuniaires et les intérêts d'un ordre non économique, tels que l'*affectus*, la *verecundia*, la *pietas*, l'*amœnitas*.

Sur des dommages nouveaux, le juge est appelé à se prononcer. Le préjudice moral est cette fois si bien établi qu'avec Ihering, (1) nous constatons qu'à ce moment, « le demandeur doit recevoir réparation, « non seulement pour les pertes pécuniaires, mais « aussi pour les restrictions apportées à son bien-être « ou à ses convenances, pour les désagréments, les agi- « tations d'esprit, les vexations qui lui ont été causés. »

Le droit romain peut nous servir de base pour indiquer l'évolution du mode pratique de réparation du dommage. Nous y distinguons, en effet, quatre phases : dans la première, l'État n'intervient pas encore dans la répression des délits ; il laisse à la victime d'un tort quelconque le soin d'en tirer réparation en causant à l'auteur un autre tort ; c'est la vengeance privée.

1. Ihering, *Œuvres choisies* Traduction, Meulenaere, tome II, p. 155 sq.

La victime peut toutefois pardonner, moyennant une somme d'argent sur laquelle auteur du délit et victime seront tombés d'accord. Nous évoluons alors vers la seconde phase, celle des compositions volontaires, où les deux intéressés arrêtent d'un commun accord le taux de l'indemnité. Mais, durant cette évolution, l'État s'est constitué ; il a assumé la charge de la protection des individus, et, pour assurer d'une manière plus efficace cette protection, il intervient alors dans le marché en fixant d'avance le taux de ces indemnités. Nous sommes arrivés au système des compositions légales qui va bientôt faire place, dès que l'État se sentira suffisamment fort pour se substituer aux particuliers, au système de la répression légale, assurée, cette fois, complètement par l'État. L'amende, à l'origine, fixée par la victime, lui appartenait ; il en était de même encore dans le système des compositions volontaires et des compositions légales, mais l'amende devient une véritable peine, sans aucun avantage pour la victime, le jour où l'État, se considérant comme représentant chacun des individus, assure à son profit la répression du préjudice. A côté donc de cette réparation sociale pour ainsi dire, il va falloir prendre des mesures qui assurent à l'individu une indemnité pour le préjudice qui lui a été causé. C'est vers ce but que tend, nous l'avons vu, la jurisprudence romaine. Nous trouvons d'ailleurs ce principe dans bon nombre de textes qui

reconnaissent ce droit de la victime d'un délit à des dommages-intérêts, en réparation d'un dommage non économique (1). Le père, chef de la famille, a, lui, l'exercice de l'action pour l'injure ou l'atteinte quelconque portée à sa femme ou à l'un de ses enfants.

Partout nous constatons que l'idée de peine domine ces décisions. L'indemnité de la victime est acquise, mais la somme qui lui est allouée a nettement un caractère mixte : elle est destinée à assurer la répression du délit et la réparation du préjudice causé. La loi Aquilia, qui sert de base en la matière, indique, comme montant de l'indemnité, la plus grande valeur que la chose ait eue dans l'année, (*Institutes*. liv. 4, tit. 3). L'action *Injuriarum* (*id.* liv. 4, tit. 4) fixe le taux pour chaque injure. C'est un véritable tarif, qui ne laisse place à l'appréciation d'aucun élément constitutif du dommage. C'est une critique sérieuse que l'on peut apporter à ce mode de réparation. Les lois modernes, d'ailleurs, ne sont pas exemptes, maintenant encore, de cette imperfection. La loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, notamment, tarife aussi le montant des indemnités de manière qui ne laisse à aucune appréciation *ex æquo et bono*.

1. Voyez notamment : Dig. 11, 3. Loi 14, § 3. — Dig. 47, 10. Loi 1, §§ 3, 4, et 6; — Paul, *Sentences*, V.4, 3. — Dig. 48, 5, Loi 27, § 5. — Dig. 47, 12. Loi 3, § 8. — Dig. 43, 24. Loi 11, § 1. — Dig. 43, 24. L. 16, § 1.

Mais, quoi qu'il en soit, le droit romain reconnaît l'existence du préjudice moral et en sanctionne la réparation. En est-il de même dans l'ancien droit ?

3. *Ancien droit.*

Lorsqu'on examine les recueils de jurisprudence de l'ancien droit, on est surpris de n'y rencontrer presque exclusivement que des décisions intéressant le droit criminel, et pas, ou presque pas de décisions concernant le droit civil. Pourquoi cette particularité, — qui n'a, d'ailleurs, empressons-nous de le dire, aucune importance pour notre étude, car que nous importe que le dommage ait été causé par un crime, un délit criminel, ou un délit civil, et que les moyens d'action de la victime se soient employés plutôt par la voie de la partie civile, que par celle de l'instance principale en responsabilité ? Nous devons toutefois, en examinant très brièvement la condition de la société au moyen âge, essayer d'élucider ce point particulier.

La société du moyen âge se distingue nettement de la société romaine. La constitution de la famille a changé, les individus sont dans des conditions d'indépendance plus grande vis-à-vis du groupement familial et de l'autorité de son chef. Mais une autorité plus haute encore existe, celle que nul ne peut enfreindre, si ce n'est le roi ; c'est celle du seigneur.

Une hiérarchie rigoureusement déterminée maintient les distances qui ne tendent qu'à s'augmenter encore. Une transformation sociale s'est opérée. Les seigneurs se terrent dans leurs châteaux, tenant autour d'eux tous leurs vassaux et formant ainsi un grand nombre de groupements séparés les uns des autres. Les rapports sociaux ne sont plus suivis. Les journaux n'existent évidemment pas, et rien ne provoque une vie sociale bien intense. L'individu n'a de contact qu'avec quelques autres individus. D'ailleurs, au point de vue des relations communes, les modes de transports laissent tant à désirer qu'il est assez naturel de voir chacun vivre dans une sphère relativement restreinte.

La diffamation par la presse est impossible et les individus ne peuvent guère non plus avoir à redouter les atteintes à l'honneur, à la réputation, à la considération.

Au point de vue du préjudice d'affection, il ne peut en être question qu'au cas de crimes ou de délits, intentés par la veuve ou les enfants de la victime ; pas d'accidents de transport, pas d'accidents non plus causés dans l'exploitation d'une industrie. Les industries sont en général assez clairsemées et les procédés mécaniques bien imparfaits.

La marche économique du pays est bien lente, mais cependant, pour les cas qui se présentent, les Tribunaux n'hésitent pas à reconnaître le principe

de la réparation du préjudice moral. Cette réparation, nous la trouvons ici d'un caractère tout spécial. Les Tribunaux, à ce moment, encore imbus d'idées quelque peu simplistes, décident volontiers de prononcer une réparation morale, dont les détails sont par eux minutieusement indiqués (1). Mais à côté cependant de ces genres de réparation, il est encore bien

1. Voyez notamment un arrêt du Parlement de Paris, du 10 février 1711, rendu sur les poursuites du duc de Lesdiguières, contre les abbés et religieux de Saint-Waast de Moreuil, qui avaient exhumé les corps des seigneurs de Créqui pour voler les plombs de leurs cercueils :

« Condamne ledit Noël Crochet à être mené et conduit par l'exécuteur de la haute justice nu, en chemise, la corde au cou, tenant entre ses mains une torche de cire ardente du poids de deux livres, devant la porte principale et entrée de l'église Saint-Waast-de-Moreuil, et là, à genoux, dire et déclarer à haute et intelligible voix que méchamment et comme mal avisé, il a profané dans ladite église les sépultures et anciens tombeaux des anciens seigneurs de la maison des Créqui, mal pris et volé les plombs de six cercueils, dans lesquels étaient les cendres, corps et ossements desdits défunts de Créqui, a vendu lesdits plombs, dont il se repent, en demande pardon à Dieu, au Roi, à la Justice et auxdits de Créqui, parties civiles : Ce fait, sera chanté dans le chœur de l'église par le curé de la paroisse de Moreuil, à l'assistance de six ecclésiastiques des paroisses circonvoisines, un service complet et solennel pour le repos des âmes desdits défunts de Créqui, auquel service assistera ledit Crochet en habit ordinaire et à genoux, ayant en ses mains un cierge du poids d'une livre, après quoi sera ledit Crochet mené et conduit aux galères, etc.. (Guyot, *V^o Sépulture*, t. XVI, p. 242).

admis en matière judiciaire, — et nous trouvons en ce sens de nombreux exemples, — qu'une somme d'argent figure normalement dans un procès pour réparer le préjudice moral, sous le nom d'« intérêts des parties », « dommages-intérêts » (ordonnance de 1499) puis d'« intérêts civils » et « réparations pécuniaires », que l'on appelle aussi du terme général de réparation civile. Cette somme d'argent affecte toujours, au premier examen — et nous le voyions aussi en droit romain — un caractère mixte. Et d'après Guyot, (V^o *Réparation civile*, tome XV, p. 190 sq.), la réparation civile « participe de la dette, consti-
« tuée par une somme de deniers exigible, et de la
« peine, en tant qu'elle est une punition qui naît du
« crime, lequel ne peut être apprécié. »

Cette idée de peine paraît guider les Tribunaux dans la rédaction de leurs sentences, lorsqu'ils prononcent des réparations morales, à côté de la réparation pécuniaire. Jousse, cependant, dans son *Commentaire sur l'ordonnance de 1670*, considère la réparation civile, non comme une peine, mais seulement comme une dette du condamné. Il en est de même des notes du commentateur sur un arrêt du Parlement de Paris qui, le 3 avril 1685, accorde 3.000 livres de réparation civile à la veuve d'un individu assassiné. Le commentateur s'exprime ainsi :
« Les Romains étaient persuadés que la vie d'un
« homme, — la pudicité violée, — et l'honneur blessé

« ne reçoivent point d'estimation ; et l'on ne voit
« pas d'exemple qu'avec la punition publique de
« mort, de bannissement ou autres, on y ait ajouté
« dans ces cas aucune réparation civile envers les
« accusateurs.

« Dans notre pratique, on adjuge, au contraire, des
« dommages-intérêts. Ce n'est pas que nous ayions
« mis à prix la vies des hommes ni ces autres choses
« que les Romains tenaient inestimables. Mais nous
« estimons le dommage que l'on souffre par la perte
« de ces choses. »

Cette opinion, erronée, nous l'avons vu plus haut, en ce qui concerne le système romain, démontre bien combien, dans l'esprit des juristes de l'époque, la notion de réparation stricte entre pour une grande part dans les réparations civiles. Guyot, lui-même, est d'ailleurs le premier à le reconnaître, et indique fort justement le mécanisme de cette réparation :
« Le sang d'un père ou d'un époux, dit-il, ne peut
« être mis à prix, mais on peut estimer la perte que
« leur privation nous cause. » Il admet aussi le principe quand il dit que « cette réparation s'adjuge à la douleur » et quand il refuse la réparation civile à la veuve qui, pendant le temps de son deuil, se marie ou se livre à la prostitution, ce qui indique de sa part l'absence complète de toute douleur.

Sous un arrêt du 3 avril 1645, le commentateur écrit : « Tous les auteurs disent que la réparation

« civile, qui s'adjuge aux veuves pour la mort de
« leur mari, leur est donnée pour essuyer leurs lar-
« mes et apporter quelque consolation à leur dou-
« leur. (*Journal des audiences*, tome III, p. 985.)

Non seulement les Tribunaux, mais les textes eux-mêmes prévoient l'allocation de ces dommages-intérêts. L'ordonnance de 1539, article 88, exige toutefois « que lesdits dommages-intérêts, procédant de
« l'instance et de la calomnie ou témérité de celui
« qui succombera en icelle, aient été demandés par
« la partie qui les aura obtenus. » Ce point est toutefois discuté. Un arrêt du 3 avril 1685, dont nous avons déjà parlé, reconnaît que « le juge peut pro-
« noncer la réparation civile d'office, lorsqu'il voit
« qu'il peut le faire utilement comme dans le cas où
« il y aurait des mineurs dont il serait fait mention
« au procès.

La jurisprudence de l'ancien droit, contrairement aux assertions de certains auteurs qui, repoussant toute réparation pécuniaire du préjudice moral, voulaient trouver dans cette jurisprudence un appui pour leur système, (1) accueille la réparation du préjudice moral dans de nombreux cas.

Nous trouvons presque toujours à côté de la con-

1. Meynial, *Revue pratique*, 1884, P. 438 sq. — Tournier, *De la condamnation avec dommages-intérêts*, p. 29. Thèse, Montpellier, 1896.

damnation à des dommages-intérêts, l'indication d'une réparation morale à accomplir par l'auteur du dommage. Nous avons vu plus haut les termes de la réparation morale infligée par arrêt du 10 février 1711 aux religieux de Saint-Waast-de-Moreuil pour avoir volé les plombs des cercueils des seigneurs de Créqui (1). Mais si, dans certains cas, les Tribunaux ne croient pas devoir accorder de réparation morale, toujours une somme d'argent est allouée à titre de dommages-intérêts. Guyot dans son *Répertoire* nous en indique de nombreux exemples.

En matière d'atteintes à la réputation (2), nous trouvons, en 1757, la condamnation d'un avocat de Nevers, à 1000 livres de réparations civiles envers le receveur des tailles et son épouse, pour diffamation. — A la date du 16 décembre 1628, un maître d'école est condamné dans les mêmes conditions et pour la même cause. Par arrêt du 27 janvier 1606, un serrurier est poursuivi et condamné pour avoir tourné en ridicule des chefs de sa corporation; — deux arrêts du Parlement de Paris, des 22 février 1716 et 25 mars 1768 réparent les atteintes portées, l'un au respect dû à l'Archevêque de Tours, l'autre à la réputation d'un chirurgien, en condamnant leurs auteurs à 300 et 6.000 livres de dommages-intérêts.

1. Guyot, *Répertoire*, v^o *Sépulture*, t. XVI, p. 242.

2. Guyot, *Répertoire*, v^o *Diffamation*, t. V, p. 663.

L'adultère fait aussi l'objet d'une réparation pécuniaire au profit du mari. Quatre arrêts du Parlement de Paris, de 1637, du 22 août 1552, du 27 octobre 1605 et du 27 mars 1719, prononcent contre les épouses adultères, dans des circonstances un peu différentes, des condamnations envers le mari ; les complices d'ailleurs ne sont pas non plus épargnés. Les sommes ainsi allouées montaient parfois à un chiffre très élevé : un arrêt du Parlement de Paris du 5 janvier 1680, condamne l'épouse adultère à soixante mille livres de réparation civile envers son mari (1).

Guyot groupe sous une rubrique spéciale, celle des « droits honorifiques », un certain nombre de prérogatives dont jouissaient les seigneurs. Ces prérogatives avaient trait à la célébration du culte dans les églises ; les seigneurs en étaient très jaloux et n'hésitaient pas à poursuivre les curés qui auraient voulu les enfreindre. C'est ainsi que le curé de Boindron fut condamné, le 5 août 1704, à des dommages-intérêts envers le sieur de Laloge, écuyer, seigneur de Boindron, pour n'avoir pas voulu présenter à ce dernier l'eau bénite avec le goupillon.

Au demeurant, tout ce qui était devoir de piété envers les morts ou de respect des sépultures, était pour les tribunaux le motif d'une réparation envers

1. Guyot, *Répertoire*, v° *Adultère*, t. I, p. 195.

les enfants ou légitimes héritiers des défunts. Les sépultures des seigneurs de Créqui avaient été violées ; le duc de Lesdiguières obtient des dommages-intérêts. Un curé ayant refusé d'accorder la sépulture ecclésiastique à un chirurgien mort sans avoir reçu les sacrements, voit ordonner, par arrêt du 19 mars 1755, « l'inhumation, la célébration d'une « messe haute de *requiem* en l'église paroissiale », et est condamné à 100 livres de dommages-intérêts envers les enfants.

Il n'est pas jusqu'aux atteintes aux sentiments d'affection que les tribunaux de l'ancien droit n'aient réparé. Nous l'avons déjà vu d'ailleurs en ce qui concerne la veuve. Les enfants, même au cas où la mort de leur auteur leur profitait, obtenaient des dommages-intérêts. L'assassin d'une dame Mazel est condamné, en 1690, à 8.000 francs de réparations civiles envers les fils de la défunte. L'assassin était bénéficiaire de dispositions que son crime faisait tomber. Les enfants profitaient donc pécuniairement de cette situation ; des dommages-intérêts leur furent néanmoins alloués. Un autre arrêt du Parlement de Paris du 3 avril 1683 maintient le même principe à l'égard de la veuve et des enfants.

L'ancien droit a donc consacré dans la plus large mesure le principe de réparation pécuniaire du préjudice moral, dans les conditions qui dominent encore notre jurisprudence actuelle, mesurant à l'in-

tensité de la douleur, à la gravité du préjudice moral subi, la quotité des dommages-intérêts et la certitude de les obtenir. L'ancienne jurisprudence est allée plus loin, dépassant même de beaucoup les idées de notre jurisprudence. Voyons ce qu'écrit Dumoulin : « Celui « qui est condamné à des réparations civiles, dit-il, « ne peut opposer la compensation. Ce serait porter « atteinte au principe qui ne permet en aucun cas « que l'action qui naît de la réparation puisse jamais « être confondue parmi les autres biens de celui en « faveur de qui elle a été prononcée ; elle est telle- « ment attachée à sa personne, qu'aucun événement « ne peut empêcher ni en suspendre l'application. »

La jurisprudence de l'ancien droit considérait donc que la somme allouée à la victime d'un dommage moral, en réparation de ce dommage, constituait, par son origine même, un capital distrait complètement du patrimoine matériel de son propriétaire et soustrait aux actions qui pouvaient peser sur ce patrimoine du chef de ses créanciers. Pouvait-elle consacrer d'une façon plus nette et plus précise l'existence d'un véritable patrimoine moral ?

DEUXIÈME PARTIE

LE DROIT MODERNE

CHAPITRE PREMIER

Législation française.

En présence d'antécédents aussi décisifs au point de vue de la nécessité sociale de réparer le préjudice moral, il semble que les nouvelles lois, basées sur des principes juridiques autrement solides que ceux de l'ancien droit, devaient admettre dans la plus large mesure une notion aussi profondément établie et veiller aux moyens d'en assurer la meilleure application pratique. Le législateur aurait dû poser tout au moins les bases de ce qui pouvait devenir, à défaut de textes précis visant des espèces déterminées, une œuvre jurisprudentielle. Il n'en a rien été, et nous allons voir par l'examen des textes qu'il faut arriver aux temps les plus récents pour trouver

l'intervention du législateur en faveur du principe de réparation du dommage moral.

SECTION I. — LE DROIT INTERMÉDIAIRE ET LES CODES

1. *Décret des 29 septembre, 21 octobre 1791. Code civil, articles 1382, 52, 68, 179 et 301.*

L'ancien droit abandonné, le droit intermédiaire vint, par une suite de dispositions législatives hâtivement élaborées, tenter une refonte complète du droit français, ou plutôt l'établissement de monuments juridiques remplaçant les fragiles constructions élevées par les Parlements et les auteurs. Le droit criminel, en ces temps troublés de la révolution, fut l'objet principal de leur attention. Et ce qui montre bien que, à travers l'évolution rapide des idées, la notion du préjudice moral s'était conservée, c'est que nous trouvons dans un décret des 29 septembre-21 octobre 1791, la consécration de la nécessité de réparer le préjudice d'affection. Ce décret, en forme d'instruction pour la procédure criminelle, dispose : « L'action qui naît d'un délit com-
« mis envers nous ou envers les personnes dont la
« santé nous est aussi précieuse que celle de notre
« propre individu.... etc... » Donc : action en réparation du dommage atteignant l'individu dans ses sentiments d'affection, à l'instar de celle ouverte au

profit de la victime elle-même. C'est là un point de vue intéressant, qui dénote bien chez les jurisconsultes de l'époque la survivance d'un sentiment de justice qu'il est impossible de nier.

Mais arrive l'époque de la codification générale du droit français, et nous espérons alors trouver un texte général établissant tout au moins le cadre juridique de la réparation pécuniaire du préjudice moral, que la jurisprudence n'aura plus qu'à adapter aux espèces. Nous rencontrons, en effet, un texte général, mais dont la rédaction est tellement large que, tout en étant obligé d'y voir la base même du principe dans le droit moderne, on ne peut s'empêcher de déplorer que cette disposition soit aussi peu précise.

Ce texte, l'article 1382 du Code civil, est ainsi conçu : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause
« à autrui un dommage oblige celui par la faute du-
« quel il est arrivé à le réparer. »

L'article 1383 complète d'ailleurs le précédent :
« Chacun est responsable du dommage qu'il a causé
« non seulement par son fait, mais encore par sa
« négligence ou par son imprudence. »

Nous sommes donc en présence de deux textes établissant tous deux pour l'auteur d'un fait, d'une négligence, ou d'une imprudence dommageables, l'obligation de réparer le dommage causé. Il est d'autant plus regrettable que le législateur ne se soit pas

exprimé de façon plus explicite, que les travaux préparatoires nous indiquent l'interprétation que le législateur comptait voir adopter par la jurisprudence. Treilhard, dans son *Exposé des motifs*, Bertrand de Greuille, dans son rapport au Tribunat du 16 pluviôse an XII, considéraient comme d'application absolument générale le principe du tort causé à l'individu. « Ce n'est pas trop exiger de lui, (l'auteur
« du délit ou du quasi-délit), que de l'astreindre à
« quelques sacrifices pécuniaires pour l'entière indem-
« nité de ce qu'il a fait souffrir par son peu de pru-
« dence ou son inattention. » Tarrible (discours devant le Corps législatif du 10 pluviôse an XII) se montrait plus catégorique encore : « Cette disposi-
« tion (l'art. 1382), disait-il, « qui donne une garantie
« à la conservation des propriétés de tout genre, est
« pleine de sagesse. Lorsqu'un dommage est com-
« mis par la faute de quelqu'un, si l'on met en ba-
« lance l'intérêt de l'infortuné qui souffre avec celui
« de l'homme coupable ou imprudent qui l'a causé,
« un cri soudain de la justice s'élève, et répond que
« ce dommage doit être réparé par son auteur.
« Cette disposition embrasse dans sa vaste lati-
« tude tous les genres de dommages, et les assujet-
« tit à une réparation uniforme qui a pour mesure
« la valeur du préjudice souffert ; tout est déclaré
« susceptible d'une appréciation qui indemniserà la
« personne lésée des dommages quelconques qu'elle

« a éprouvés. » (Fenet, *Travaux préparatoires*, t. XIII, p. 467, 474, 487, 488.)

Il est manifestement certain que les auteurs du Code civil ont entendu donner à l'article 1382 l'interprétation la plus large possible ; cela est si vrai qu'en nous appuyant sur le texte du décret de 1791 que nous avons vu plus haut, nous trouvons dans la branche criminelle une disposition interprétative de l'article 1382, et parallèle à celle-ci. C'est l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle. Le paragraphe 2 de cet article dit : « L'action en réparation du
« dommage causé par un crime, par un délit ou par
« une contravention peut être exercée par tous ceux
« qui ont souffert de ce dommage. »

Dispositions générales, elles laissent toute latitude à la jurisprudence, trop de latitude, même, car celle-ci ne manifeste qu'un médiocre empressement à se prévaloir de cette insuffisance de la loi pour suppléer au défaut de termes explicites. Et il eût été d'un grand intérêt que le législateur s'exprimât de façon non équivoque, aussi bien dans le texte même de la loi, que dans les travaux préparatoires.

Il faut bien l'avouer, en effet, il n'est pas douteux, à s'en tenir rigoureusement aux termes mêmes des commentaires que nous venons de rapporter que ces commentaires laissent, eux aussi, un champ librement ouvert aux interprétations restrictives de la réparation du préjudice moral comme aux interpréta-

tions extensives: La jurisprudence, nous le verrons, est flottante, indécise ; les deux théories s'y sont fait place ; comment ne pas admettre un tel résultat, lorsque le principe général est aussi vaguement établi ? Jamais, sans doute, nous allons le voir, le législateur ne paraît avoir perdu de vue ce principe, et on doit dire que, depuis les lois de la Révolution jusqu'à notre époque, ils'est plu, en général, à maintenir une rédaction assez vague pour laisser au juge le soin de résoudre les questions d'espèce. Si cependant le préjudice moral existe, et nous croyons avoir montré qu'il existait, si le législateur considère qu'il doit être réparé, et qu'il doit en être tenu compte, les Tribunaux doivent se considérer comme tenus de cette obligation, et il n'est pas admissible que la victime puisse être exposée à voir le juge se retrancher derrière une formule équivoque de la loi pour lui refuser satisfaction. Pourquoi la loi française resterait-elle en arrière à ce point de vue des lois étrangères ? Le Code autrichien, par exemple, dans ses articles 1325 et 1326, impose aux tribunaux une réparation stricte du préjudice moral dans des termes formels qu'aucun texte français n'a jamais employés :

Art. 1325. — « Celui qui fait une blessure à autrui lui doit les frais de guérison, le gain perdu ou à perdre, et même une indemnité pour ses souffrances. »

Art. 1326. — « Si la personne blessée a été défigurée, on lui doit encore un dédommagement, « surtout lorsque c'est une femme. »

A propos de questions d'espèce, et en vue de régler des situations de fait qui pouvaient se présenter assez normalement, et où, d'ailleurs, l'idée de peine coudoie assez généralement l'idée de stricte réparation du préjudice moral, des dispositions législatives ont prévu des cas où des dommages-intérêts sont destinés à réparer un dommage moral. Il faut citer, dans le Code civil, les articles 52, 68, 179 et 301.

L'article 52 du Code civil accorde des dommages-intérêts à toute personne victime « d'altération, de faux dans les actes de l'état civil ou d'inscription de ces actes sur une feuille volante et autrement que sur les registres à ce destinés. » Il ne peut être question ici que d'un préjudice moral, d'une atteinte à la personnalité de l'individu. La loi a jugé que dans ce cas une réparation s'imposait.

Les articles 68 et 179 prévoient deux hypothèses très voisines.

Le premier expose l'officier de l'état civil qui aurait célébré un mariage au mépris d'une opposition à des dommages-intérêts de la part des auteurs, de cette opposition ; l'officier de l'état civil en portant ainsi atteinte à l'autorité des parents ou aux droits

de famille cause, en effet, un dommage moral que la loi le condamne à réparer.

La seconde hypothèse est celle où les opposants ayant agi légèrement voient leur opposition rejetée. S'ils ne sont pas des ascendants de l'époux, ils sont exposés de la part de celui-ci à une demande en dommages-intérêts. Ils ont, en effet, apporté une entrave à la liberté de l'époux, en s'opposant sans motif à la célébration de son mariage.

Cette dernière disposition de la loi ne s'applique qu'aux opposants autres que les ascendants. M. Dorville (1) voit la raison de cette exception dans la compensation entre le dommage causé à l'époux dont le mariage s'est trouvé ainsi retardé, et celui causé à l'ascendant dont le désir a été enfreint, malgré l'obéissance et le respect qui lui sont dus. L'auteur est-il bien fondé à parler d'une compensation possible entre les parents et leurs enfants ? Et ne devons-nous pas supposer plutôt que le législateur s'est refusé à admettre et à consacrer la possibilité d'une action en justice, tendant à une indemnité pécuniaire intentée par un fils à son père pour un refus dicté peut-être par la plus sincère affection ?

L'article 301 du Code civil consacre, mais d'une façon plus confuse, le droit à la réparation du préju-

1. Dorville. *De l'Intérêt moral dans les obligations*. Thèse, Paris, 1901.

dice moral. Il est ainsi conçu : « Si les époux ne s'é-
« taient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne
« paraissent pas suffisants pour assurer la subsis-
« tance de l'époux qui a obtenu le divorce, le Tribu-
« nal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre
« époux, une pension alimentaire qui ne pourra excé-
« der le tiers des revenus de cet autre époux. Cette
« pension sera révocable dans le cas où elle cesserait
« d'être nécessaire. »

Ce texte, au premier examen, a un caractère mixte manifeste. Il consacre à l'égard de l'époux contre qui a été prononcé le divorce, un devoir d'assistance envers son ex-conjoint, et aussi le principe d'une indemnité pour le préjudice causé par le divorce. Les dispositions sont manifestement basées sur l'article 1382, mais le préjudice qu'il est destiné à réparer paraît bien être exclusivement un préjudice matériel.

A la vérité, il faut avouer qu'au point de vue qui nous occupe, l'article 301 n'a qu'un caractère bien atténué : la pension est révocable quand elle n'est plus nécessaire. Cependant, par son caractère d'indemnité découlant du principe général de responsabilité et par les motifs mêmes qui en permettent l'allocation, cette pension est appelée à réparer dans une certaine mesure le préjudice de toute espèce causé à l'époux innocent. En dehors de la doctrine (1),

1. Voyez Planiol, tome III, p. 196 sq.

l'interprétation des dispositions de l'article 301 à l'occasion de plusieurs décisions de jurisprudence indique le souci de considérer le préjudice moral comme un des éléments destinés à entrer en ligne de compte pour l'établissement de la pension indemnitaire. A la suite d'un arrêt rendu par la Cour de cassation le 3 janvier 1893 (1), M. Labbé s'exprime ainsi : « Il
« ne faut pas nier que l'article 301 se réfère aussi et en
« grande partie à l'article 1382, à l'idée d'une répara-
« tion légitime, due à l'époux qui, sans avoir rien à
« se reprocher, uniquement à cause des écarts de
« conduite ou des fautes de caractère de son con-
« joint, sort, du mariage dissous, plus âgé, désillu-
« sionné de ses rêves de félicité conjugale, *privé des*
« *avantages moraux ou pécuniaires* que son mariage
« lui faisait espérer ou *insuffisamment indemnisé de*
« *cette privation par les clauses de son contrat...* Il
« est lésé par la faute d'autrui ; il a perdu ce que le
« mariage lui promettait : une indemnité lui est due. »

Dans leurs rapports, à l'occasion de deux pourvois soumis à la Cour suprême, MM. Manau et Denis ont soutenu la même théorie et ont reconnu eux aussi le caractère d'indemnité générale de l'article 301 (2).

1. S., 93. 1. 225.

2. Cass., 24 nov. 1886 (D., 87. 1. 335. S., 88. 1. 433) (Rapport de M. le conseiller Manau). — Cass., 27 janv. 1893. (S., 1893. 1. 225) (Rapp. de M. le cons. Denis). Contra, Laurent, t. III, n° 311.

On peut en conclure, avec M. Dorville, (1) que l'époux au profit de qui le divorce a été prononcé, et à qui est allouée la pension alimentaire de l'article 301, reçoit une double réparation : morale par le prononcé du divorce ; pécuniaire par l'allocation de la pension indemnitaire.

2. *Code de procédure civile*: articles 246, 314, 360, 361, 390, 494, 500, 503, 513-516.

Nous trouvons dans différentes dispositions du Code de procédure civile, la marque de la tendance du législateur à faire une place au préjudice moral dans des cas où il est hors de doute qu'il doit exister : la loi y indique la possibilité de le réparer. C'est ainsi que l'article 246, qui sanctionne l'inscription de faux non fondée, prévoit pour le demandeur en faux, en dehors d'une amende, une condamnation « à tels dommages-intérêts qu'il appartiendra ».

Nous rencontrons ensuite toutes les dispositions relatives aux atteintes portées à la dignité des juges, à celle des experts et des avoués, et aussi à celle des parties. Il y a là encore un dommage moral possible. Dans toutes ces hypothèses, qu'il s'agisse de l'accusation injustifiée d'un expert (art. 314), — de la résis-

1. Dorville, *op. cit.*, p. 138.

lance injustifiée à une demande en désaveu, (art. 360), — d'une demande en désaveu intentée sans raison (art. 361), — d'une demande en récusation de juge non fondée (art. 390), — d'une requête civile (art. 494, 500 503), ou d'une prise à partie injustifiées (art. 513-516) la loi a prévu la condamnation à des dommages-intérêts ; il y a là, bien moins qu'un délit, une simple atteinte portée à la personnalité sociale et morale de l'individu ; là encore le législateur veut réparer le tort causé, et la réparation se fait au moyen d'une somme d'argent.

3. *Code pénal, articles 430, 433, 444, 447.*

Dans le Code pénal, trois articles prévoient des cas où des dommages-intérêts peuvent indemniser la victime du dommage qui lui a été causé. Deux de ces articles, les articles 430 et 433, accordent à l'État des dommages-intérêts contre les entrepreneurs de fournitures militaires qui ont fait manquer le service dont ils étaient chargés, sans y avoir été contraints par la force majeure. L'État est ici, c'est entendu, une personne morale : les retards ou l'échec d'une campagne, la mort ou les souffrances de milliers d'hommes sont autant de raisons pour motiver une condamnation à des dommages-intérêts. Sur ce point, la loi française a été plus avisée que le Code allemand qui, — et c'est d'ailleurs l'objet d'une cri-

tique d'Ihering, (1) — ne prévoit pas de satisfaction pécuniaire à accorder à l'État.

L'article 114 du Code pénal punit les actes arbitraires ou attentatoires, soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens.

L'article 117 du Code pénal prévoit l'arrestation arbitraire. « Le droit à la réparation qui appartient
« à la victime d'une infraction, dit M. Boistel (2), a
« pour corrélatif une obligation chez le délinquant,
« obligation fondée, suivant la nomenclature nouvelle, sur le délit ou le quasi-délit de celui-ci. Cette
« obligation naît, comme celle qui résulte de ce
« qu'on appelle quasi-contrat, et est motivée au
« fond par la même raison juridique : l'inaction du
« délinquant violerait le droit de sa victime, ou plus
« exactement continuerait la violation commencée. »
« Le devoir juridique du délinquant consiste donc
« à faire cesser l'état de choses établi indûment,
« à faire cesser la lésion de droit qui se continue,
« en d'autres termes, à rétablir l'état antérieur à
« cette lésion. Le droit à la réparation est pour la
« victime une fonction du droit antérieur violé. Ce
« droit qui a perdu par le délit sa forme première,
« se manifeste dorénavant sous cette forme nouvelle. »

1. Ihering, *op. cit.*, t. II, p. 198.

2. Boistel, *Philosophie du droit*, t. I, p. 461 sq.

L'État qui, au regard de chacun des individus, est considéré comme une entité responsable de la collectivité, et responsable aussi de ses actes en tant que personne morale, se doit à lui-même d'assurer à l'être atteint par son fait dans son patrimoine moral, une réparation suffisante. Un individu a été l'objet d'une détention préventive, d'une arrestation arbitraire, il a été même condamné injustement, on reconnaît ensuite son innocence; les souffrances qu'il a endurées lui et les siens, exigent qu'une satisfaction lui soit donnée, tant dans ses intérêts matériels que dans ses intérêts moraux.

4. Code d'instruction criminelle :

Article 446 et Loi du 8 juin 1895.

Nous pouvons rapprocher de l'article 117 du Code pénal la loi du 8 juin 1895, sur la révision des procès criminels et correctionnels, et les indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

Cette loi qui indique les cas de révision, les conditions pour introduire la demande en révision, envisage ensuite l'hypothèse de la révision admise au profit du condamné, et, modifiant l'ancien article 446 du Code d'instruction criminelle, s'exprime ainsi :
« L'arrêt ou le jugement de révision d'où résultera
« l'innocence d'un condamné, pourra, sur sa demande,
« lui allouer des dommages-intérêts, à raison du pré-

« judice que lui aura causé la condamnation. Si la
« victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit
« de demander des dommages-intérêts appartiendra,
« dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses
« ascendants et descendants. Il n'appartiendra aux
« parents d'un degré plus éloigné, qu'autant qu'ils
« justifieront d'un préjudice matériel, résultant pour
« eux de la condamnation. »

Nous touchons ici au faite des constructions élevées par le législateur français sur le terrain de la réparation du préjudice moral. Cette théorie que nous avons discernée clairement dans les travaux préparatoires, que nous avons suivie depuis à travers les travaux législatifs, se fait jour cette fois de la façon la plus manifeste, et revêt pour la première fois le caractère d'un système désormais consacré.

Le préjudice moral, au cas d'erreur judiciaire, existait, cela, nul ne songeait à le contester ; mais il s'agissait de créer pour l'État une obligation, de réparer un préjudice qu'il avait causé, un dommage dont, sans doute, il était responsable. L'État, nous l'avons vu, ne peut dans toutes ces questions, échapper à la responsabilité ; la personnalité civile dont il est investi le soumet aux obligations auxquels sont assujettis les individus.

Lors de la discussion du nouvel article 446 devant le Sénat, les deux théories furent exposées et furent

l'objet de discussions des plus ardentes de la part de leurs partisans respectifs.

La théorie du Conseil d'État, nettement opposée au principe de l'obligation de l'État à la réparation, et soutenue par M. le conseiller Jacquin dans son rapport au Conseil d'État, jugeait seulement justifiée l'intervention de l'État en présence des situations pénibles le plus souvent causées par une erreur judiciaire. Il la jugeait toutefois nécessaire et estimait équitable de la prévoir ; mais il se refusait à voir là l'exécution d'une obligation de droit. « Aussi appartient-il à l'État, disait-il, de mesurer comme il « l'entend, l'étendue et la limite de ses sacrifices.... « L'indemnité, ajoutait-il plus loin, ne pourrait « être accordée qu'après une condamnation ; elle ne « pourra l'être qu'à l'innocence démontrée. »

Contre cette théorie, la commission du Sénat s'éleva par l'organe de son rapporteur, M. Bérenger, et admit « que la réparation est un droit, mais un « droit dont l'exercice comporte une appréciation... « La source de l'action, ajoutait le rapporteur, est « dans l'obligation juridique de réparer la faute « sociale dont sa prudence a dû le préserver. » Ici, l'idée de *réparation*, de dédommagement, se présentait dans toute sa plénitude ; seule cette idée pouvait se faire place dans une discussion où la question de responsabilité de l'État était en jeu ; il ne pouvait en effet s'agir, pour l'État, de faire intervenir

la notion de peine. M. Bérenger et la commission, se rangeant d'ailleurs à l'opinion de la Chambre des députés, montraient le plus grand souci de tenir compte du préjudice moral dans la manifestation de ses éléments, afin d'en prévoir une réparation aussi équitable que possible. L'obligation pour les parents plus éloignés de fournir la justification d'un préjudice matériel certain (art. 446, § 3) indique bien l'intention du législateur de réparer avant tout les souffrances morales des proches : « On peut, disait
« M. Bérenger, demander les justifications d'un pré-
« judice matériel à des parents quelconques éloi-
« gnés, mais à ceux, particulièrement du même
« nom, que la honte et le déshonneur ont dû attein-
« dre comme la victime elle-même, ne suffit-il pas du
« préjudice général qui les a atteints dans leur con-
« sidération, leur repos, leurs relations, leur vie tout
« entière, pour légitimer leur demande ? » — N'est-ce pas là la consécration la plus évidente de ce patrimoine moral, que tant d'auteurs n'ont pas voulu connaître, et dont les dommages sont parfois plus cruels que ceux portés au patrimoine matériel ?

A la suite de la longue discussion du Sénat, le texte fut adopté selon l'esprit de la commission, et, à dessein, dans le premier alinéa, le mot « matériel » fut retranché du texte du Conseil d'État, alors qu'il s'agissait de la victime ou de ses proches parents, tandis qu'il était maintenu dans le troisième alinéa

pour la réparation à accorder aux parents plus éloignés. Il restait encore un mot dont l'interprétation paraissait, au premier abord, ne pas consacrer le droit à la réparation. « L'arrêt ou le jugement... *pourra*.... » — Simple faculté pour le Tribunal, disait-on ; devoir d'assistance pour l'État, acte de bienfaisance de sa part, ne laissant aucune place à l'existence d'une obligation. M. Bérenger crut bon de s'en expliquer avant le vote de la loi, et déclara que le droit à la réparation était absolument certain ; mais qu'il était bon de laisser aux Tribunaux un pouvoir d'appréciation ; le mot « *pourra* » ne pouvait que souligner ce pouvoir d'appréciation, mais sans signifier autre chose. Le Sénat, à son invite, nota la suppression du mot « matériel », voulant ainsi indiquer, d'après les observations mêmes du rapporteur, « qu'il ne faisait aucune différence dans la nature « du préjudice à réparer et qu'il se prononçait par « le fait même pour la doctrine du droit à l'indemnité. »

Des contre-projets et de nombreux amendements, au cours de cette discussion, furent déposés sur les bureaux de la Chambre et du Sénat ; certains tendaient résolument vers la réparation du préjudice moral dans tous les cas où le dommage provient d'une erreur ou d'une faute de la part de l'autorité judiciaire. A la Chambre, M. Albert Chiché déposait un contre-projet dont l'article 1^{er} était ainsi conçu :

« Toute personne victime d'une arrestation, d'une
« poursuite ou d'une condamnation, reconnue erronée
« a droit à une indemnité égale au préjudice qu'elle
« a subi (1). Au Sénat, M. Bernard, soutenant un
amendement pour substituer le mot « devra » au mot
« pourra » demandait le second terme pour les non-
lieu et les acquittements, seulement, et l'adoption du
premier pour le cas de révision. Les propositions
furent repoussées (2) : le pas fait était déjà énorme, et
le principe était admis ; mais la réforme n'est pas suffi-
sante, et, dans le domaine criminel, le préjudice moral
peut être aussi grave qu'au cas de révision et mérite
d'être réparé dans la même mesure, qu'il s'agisse de
détention préventive ou de peine indument subie,
d'arrestation arbitraire, de non-lieu, d'acquiescement
ou de l'innocence reconnue à la suite d'un procès en
révision. Les erreurs judiciaires ont été de tous les
temps, toujours elles ont provoqué les souffrances
morales les plus cruelles, et, certes, c'est, à défaut de
toute obligation, un devoir pour la société de secou-
rir dans la mesure du possible, les malheureuses famil-
les dont un membre est victime d'une de ces erreurs.

1. Ch. des dép. Séance du 30 déc. 1891. *J. off.* du 31. *Déb. parl.* p. 2928.

2. Sénat. Séance du 13 février 1894. *J. off.* du 14 *Déb. parl.*, p. 103 et 109. — Voir aussi séance du 2 mars 1894, discours de MM. Trarieux et Antonin Dubost, ministre de la Justice. *J. off.* du 3 mars 1894. *Déb. parl.* p. 200.

« Quelle situation, écrit le commentateur du recueil
« de Sirey (1), quelle situation plus intéressante peut
« se rencontrer que celle de l'homme innocent qu'une
« condamnation injuste a atteint? A des souffrances
« morales atroces que rien ne peut dépeindre, ne
« s'ajoute-t-il pas trop souvent des souffrances physi-
« ques terribles, des conséquences matérielles qui
« entraînent, à la suite de la perte imméritée de l'hon-
« neur, la ruine et la misère pour lui, souvent aussi
« pour les siens. Que l'on se souvienne de la famille
« de Lesurques en qui l'opinion a toujours voulu voir,
« non sans motifs graves, une victime de ces erreurs
« judiciaires. Jules Favre traçait en 1864, un tableau
« saisissant des conséquences déplorables pour cette
« famille de la condamnation de son chef. La mal-
« heureuse veuve, devenue folle de désespoir; le fils,
« prenant l'épée et allant mourir dans les glaces de
« la Russie; une fille succombant à la même fatalité
« que sa mère; une autre, en apprenant l'ajournement
« de la réhabilitation de son père, saisie par un accès
« de désespoir, mettant fin à ses jours en se précipi-
« tant dans la Seine. Tout cela joint à la perte d'une
« fortune importante confisquée par l'État. L'inter-
« vention de l'État en présence de telles situations
« est justifiée; elle peut souvent même être nécessaire.
« Il est équitable de le prévoir. »

1. S., 95. 4^e p. 1091.

La réparation du préjudice moral causé dans de telles conditions s'effectue par l'allocation d'une indemnité, nous l'avons vu ; mais la loi prévoit parfois aussi, à côté de cette allocation pécuniaire, une réparation morale. Les artisans de la loi de 1895, convaincus de la nécessité d'assurer aux victimes d'erreurs et à leurs proches la réparation la plus large, ont complété leur système par une publicité de la décision intervenue en faveur du ci-devant condamné ; cette publicité, qui consiste dans l'affichage du jugement ou de l'arrêt dans les différents lieux où l'innocent est connu, dans l'insertion d'office au *Journal officiel* et dans la publication dans cinq journaux au choix du demandeur, le tout aux frais du trésor, constitue une véritable réparation morale, une réparation d'honneur. Le législateur a donc cherché à réaliser dans la plus grande mesure la satisfaction des victimes en compensation de ce qu'elles avaient souffert. La réparation morale s'offre à lui ; il aurait pu, reprenant les systèmes de nombreux auteurs, estimer que le dommage moral n'était pas appréciable en argent et s'en tenir à la réparation d'honneur. Il est allé plus loin, et a accordé en outre une réparation pécuniaire, établissant ainsi une construction juridique stable et solide. Les deux modes de réparation se complètent, bien loin de faire double emploi. Comment en présence de ce résultat, nier que le préjudice moral soit pécu-

niairement réparable, et ne pas l'admettre dans la mesure la plus large, lorsqu'il est impossible de trouver au préjudice moral causé une réparation adéquate.

5. *Autres textes.*

En terminant l'examen des textes français relatifs à notre question, mentionnons quelques dispositions qui, si elles admettent le principe de la réparation du préjudice moral, implicitement du moins, limitent les dommages-intérêts dans une mesure qui les fait assimiler à une véritable peine, ou à un complément de peine, si une amende a déjà été prononcée. Le chiffre des dommages-intérêts est ainsi restreint : à 25 francs par jour pour détention illégale et arbitraire (art. 114, 117 et 119 du Code pénal) ; — au double de l'amende encourue (art. 29 du Code forestier). — Dans d'autres dispositions, en revanche, le législateur s'est montré plus large, soit en ne limitant que le minimum des dommages-intérêts à allouer (art. 40 et 202 du Code forestier), — soit en laissant au juge toute latitude pour lui permettre d'appliquer les principes de l'article 1382 du Code civil. Il en est ainsi dans les articles 33, 34, 36, 37, 39 du Code forestier, et dans l'article 51 du Code pénal, mais ici depuis 1832 seulement (1).

1. L'art. 51 fixait avant 1832, le quart des restitutions comme minimum des dommages-intérêts.

CHAPITRE II

Législations étrangères.

1. *Allemagne.*

La législation allemande est le berceau de la véritable notion de réparation en argent du préjudice moral, par les moyens de la législation. Cette notion se rencontre pour la première fois dans la constitution criminelle de Charles-Quint, prescrivant dans son article 20 que celui qui avait été mis à la torture sans motif, devait recevoir une réparation (*Ergetzung*) pour l'injure, les douleurs, les frais et le dommage à lui causés (*Seine Schmach, Schmerzen, Kosten et Schaden*).

Cette opinion était courante au xvii^e et xviii^e siècles, et le droit coutumier allemand admettait la condamnation de l'auteur de lésions corporelles, à une indemnité à raison des douleurs souffertes.

Mais depuis, les idées ont changé, et aujourd'hui c'est à grand'peine que se dessine un mouvement en

faveur de la réparation du préjudice non économique. Ce changement est dû à l'influence des idées juridiques romaines qui ont poussé même le législateur du Landrecht prussien à décider que seuls la petite bourgeoisie et les paysans pourraient réclamer, au cas de lésions corporelles, l'indemnité due à raison de la douleur (*Schmerzensgeld*), semblant ainsi assimiler la classe supérieure à celle des *homines liberi* romains, dont les corps n'étaient pas susceptibles d'estimation (*Dig. Ad. Leg. Aquil.* 9. 2. loi 7. pr) (1). Et le nouveau Code allemand décide que « si le dommage n'entraîne pas de perte de fortune, une indemnité en argent n'est due que dans les cas déterminés par la loi. » C'est, manifestement déclarée, l'adoption du principe contraire à celui que nous proposons. Les motifs de cette règle donnés par le législateur (2) sont relatifs à la crainte de voir les juges user trop largement d'un pouvoir discrétionnaire et de l'arbitraire le plus absolu dans l'examen des causes où serait en jeu un préjudice moral. Les auteurs sont d'accord avec le législateur. L'un d'eux Endemann (3) écrit : « On a résisté à la volonté populaire domi-

1. Dernburg, *Lehrbuch des Preussen Privatsrecht*, t. II, p. 855, III^e édition.

2. *Motive*, tome II, § 221, p. 21. — *Protokolle*, tome II, p. 298.

3. Endemann, *Einführung in das Studium des Bürgerlichen Gesetzbuchs*, tome I, p. 561, note 17.

« nante qui aurait voulu mettre sur la même ligne
« les biens matériels et immatériels, et accorder des
« réparations pécuniaires pour les atteintes portées
« aux unes comme aux autres. D'un tel principe, les
« mauvais instincts seuls eussent tiré profit : l'égoïsme,
« l'âpreté au gain en eussent été augmentés, et de
« mauvais procès, de mauvaises chicanes eussent
« été faits dans un but intéressé. » Il considère comme
un exemple salubre pour les autres pays le danger
de l'article 1382 de notre Code civil. Il n'est d'ail-
leurs pas le seul à critiquer notre article français.
Planck (1) explique pourquoi le Code civil allemand
n'a pas voulu suivre le Code civil français : « On
« n'a pas considéré, dit-il, qu'il fût bon de donner
« au juge des pouvoirs si étendus et de confier à la
« jurisprudence la solution de questions fondamen-
« tales qui rentrent à la vérité dans le domaine du
« législateur. Les prescriptions relatives à la répa-
« ration des dommages sont, au contraire, très exac-
« tement limitées dans la loi, de manière à offrir une
« base ferme pour la décision de chaque cas parti-
« culier. »

Mais de ce que la réparation en argent du préju-
dice moral n'est pas admise, il ne s'ensuit pas que
la réparation en nature ne soit pas possible ; l'arti-
cle 249, alinéa 1^{er}, décide que « celui qui est obligé

1. Planck, *Bürgerliches Gesetzbuch*, commentaire, p. 599.

« de réparer un dommage est tenu de rétablir l'état
« de choses qui existerait si la circonstance obligeant
« à ladite réparation n'était pas survenue. » Mais que
sera cette réparation au point de vue du préjudice
moral? Dans quel cas cette nouvelle *restitutio in*
integrum pourra-t-elle fonctionner au point de vue
qui nous occupe? Cette action en rétablissement de
l'état de choses antérieur ne crée en somme qu'un
moyen de réparation illusoire, qu'un « droit impar-
fait ».

A ce principe si absolu, il y a toutefois des excep-
tions, bien peu nombreuses, à la vérité, mais qui doi-
vent être relevées pour faire ressortir les points sur
lesquels toutes les législations, même les plus exclu-
sives du principe de réparation pécuniaire du pré-
judice moral, doivent s'incliner et admettre le prin-
cipe.

1° Art. 847. — « Dans les cas de lésion corpo-
« relle ou d'atteinte à la santé, ainsi que dans celui
« de privation de liberté, la personne lésée a droit
« aussi à une indemnité convenable en argent pour
« les dommages qui ne portent pas atteinte à ses
« biens. Ce droit n'est pas transmissible et ne passe
« pas aux héritiers, à moins qu'il n'ait été reconnu
« par contrat ou qu'il y ait litispendance.

« Ce même droit appartient à une personne du
« sexe féminin contre laquelle a été commis un délit
« ou un crime d'immoralité, ou qui, au moyen de

« tromperie, de menaces ou d'abus d'un rapport de
« subordination a été déterminée à une cohabitation
« hors mariage. »

« Les dommages qui ne portent pas atteinte à ses
biens » (*Schaden der nicht Vermögensschaden ist*). »
Qu'est-ce que le législateur a entendu désigner
par cette expression ? Quelles sont les limites d'ap-
plication de l'article ? Tous les commentateurs sont
d'accord pour reconnaître que l'article 847 ne vise
pas le préjudice d'affection. Liszt (1) écarte la dou-
leur éprouvée par les parents pour la mort, la bles-
sure, la séduction, c'est-à-dire « la partie la plus
« importante de ces préjudices moraux que répare la
« jurisprudence française ;... la pratique française,
« ajoute-t-il, élargit improprement le cercle des droits
« de la personne en lui accordant une compensation
« en argent pour des lésions qui ne sont pas immé-
diates. Planck partage cette opinion. Mais les
auteurs se divisent sur les autres points. Les uns,
avec Planck, interprètent cet article de la manière
la plus large, et décident que, dans les cas qui ren-
trent dans le domaine de l'article 847, tous les dom-
mages moraux subis pourront donner lieu à une
indemnité pécuniaire ; les autres, avec Liszt et Oert-
mann restreignent l'indemnité aux dommages moraux

1. Liszt, *Die Delikts obligationen in System des Bürger-
lichen Gesetzbuchs*, p. 64.

causés dans les conditions prévues par la loi. Quoi qu'il en soit, l'article 847 est le seul article qui puisse être mis en rapport d'analogie avec notre article 1382. On voit toutefois que la distance qui les sépare est énorme et qu'une disposition entourée de tant de restrictions n'est qu'un misérable embryon.

2°. Art. 1300. — « Lorsqu'une fiancée sans reproche a permis à son fiancé de cohabiter avec elle, « si les conditions de l'article 1299 sont réunies » (si le fiancé a commis une faute qui constitue pour la fiancée un grave motif de rupture) « elle peut exiger un dédommagement équitable en argent même « pour un dommage autre que celui portant préjudice à sa fortune. Ce droit n'est pas transmissible « et ne passe pas aux héritiers à moins qu'il n'ait « été reconnu par contrat ou fasse l'objet d'une instance pendante. »

Le préjudice matériel est prévu par l'article 1298 ; c'est donc ici uniquement le préjudice moral que le législateur a eu en vue, le dommage causé à la bonne réputation, l'ennui résultant de la diminution des chances de contracter un autre mariage.

Le législateur allemand et les commentateurs sont imbus, dans une mesure à peu près égale, des deux idées premières de la notion de réparation, idée de peine et idée de satisfaction. Les commentateurs, à propos des articles que nous venons d'examiner, recommandent au juge d'évaluer l'indemnité eu égard

au degré de faute de l'auteur du dommage, à sa situation de fortune, à celle de la partie lésée. Il est vrai aussi qu'ils ne perdent pas de vue le rôle que l'indemnité allouée est appelée à jouer, et reconnaissent que par « la prestation de l'équitable dédommagement en argent, le lésé doit être mis en posture, « à raison des souffrances qu'il a subies, de se procurer des avantages matériels qui viendront compenser et contrebalancer le dommage (1). » La notion qui a servi de base aux dispositions que nous venons d'enregistrer est donc mixte ; elle a laissé la place à l'idée de peine et à celle de réparation par voie de compensation. Mais cette constatation faite, que reste-t-il d'une disposition aussi malingre, aussi insuffisante ! Pourquoi, par une crainte peu justifiée, selon nous, de l'arbitraire des Tribunaux, avoir laissé en léthargie une tendance qui, avec les progrès de la civilisation, devrait se faire une large place au milieu de toutes les législations ?

2. Suisse.

Si l'Allemagne a été le berceau de la notion de réparation du préjudice moral, la Suisse semble être un des pays où, à l'heure actuelle, cette notion domine le plus la législation.

Déjà plusieurs cantons suisses avaient adopté

1. Planck, *op. cit.*, p. 648. commentaire de l'art. 847.

dans leurs codes civils respectifs le principe du dommage moral et de sa réparation au cas de lésions corporelles (C. c. de Berne, § 966. — C. c. de Lucerne, § 718. — C. c. de Zurich, § 1845), lorsque la loi fédérale du 1^{er} juillet 1875, sur la responsabilité, en cas d'accidents, des entreprises de chemins de fer et de bateaux à vapeur, décida que les entrepreneurs devaient au blessé, ou à la famille du défunt au cas de décès, en cas de dol ou de faute grave de leur part, réparation du dommage matériel et moral. Cette disposition fut reproduite dans le Code fédéral des obligations où nous trouvons trois articles qui consacrent notre principe :

Art. 50. — « Quiconque cause sans droit un dommage à autrui, soit à dessein, soit par imprudence ou négligence, est tenu de le réparer. »

C'est, avec une détermination plus complète des conditions d'application du chef de l'auteur du délit, la reproduction de notre article 1382 ; la nature du dommage n'y est pas non plus spécifiée, ce qui a fait dire au Tribunal fédéral (4 juillet 1884) qu'il consistait en une diminution dans la fortune ou une atteinte à la situation personnelle du lésé, diminution ou atteinte amenée par un acte illicite.

Art. 54. — « En cas de lésion corporelle ou de mort d'homme, le juge peut, en tenant compte des circonstances particulières, notamment s'il y a eu dol ou faute grave, allouer une somme équita-

« ble à la victime ou à sa famille, indépendamment
« du dommage constaté. »

(L'art. 53, al. 2, décide que « si la victime a été
« mutilée ou défigurée d'une manière qui compro-
« mette son avenir, le juge peut aussi lui allouer
« une indemnité pour le préjudice. »)

L'article 54, remarquons-le, a dépassé les termes de la loi de 1875. Celle-ci, exigeait comme condition de la réparation l'élément de dol ou celui de faute grave dans l'acte commis par l'entrepreneur de transport responsable. L'article 54 les élimine et laisse au juge la faculté, — car ce n'est toutefois qu'une simple faculté, — de prononcer en faveur de la victime une condamnation à des dommages-intérêts en représentation du préjudice moral causé. L'appréciation de la question de fait est laissée au juge, et c'est ainsi que « dans un cas de faute légère seule-
« ment, les autres circonstances particulières peu-
« vent être suffisantes au regard de l'article 54 C. O.
« pour justifier une allocation équitable (1).

La législation suisse parle de la victime ou de ses parents ; qui sont ceux-ci ? L'accord n'a pas pu encore se faire sur cette question. La majorité des auteurs croit devoir toujours comprendre dans cette limite les parents et alliés en ligne ascendante et

1. C. d'app. de Zurich, 23 février 1886. *Rec. judiciaire*, 1886, p. 120.

descendante, — les parents et les enfants adoptifs, — les époux, — les frères et sœurs et leurs époux ou épouses et les fiancés. (1).

Voilà pour la *causa doloris* et le préjudice d'affection. La réputation, l'honneur, éléments du patrimoine moral qui ont trouvé grâce dans les législations les plus exclusives de la réparation du tort moral (2), sont aussi, en Suisse, l'objet d'une disposition spéciale. C'est l'article 53 ainsi conçu : « Si
« quelqu'un a été lésé par d'autres actes illicites qui
« portent une grave atteinte à sa situation person-
« nelle, le juge peut allouer une indemnité équitable
« alors même qu'aucun dommage matériel ne serait
« établi. »

Ce dernier article comporte une sphère d'application des plus larges. « Une atteinte à la situation
« personnelle », dit M. Rossel, « s'entend non seule-
« ment d'une atteinte à l'honneur, mais à toute la
« personne morale, à la vie sociale d'un individu.
« Qu'il souffre dans sa fierté blessée, dans ses affec-
« tions de famille troublées, dans sa considération
« publique vilipendée ; qu'il éprouve l'un de ces dom-
« mages qui, pour n'être pas susceptibles d'un apport

1. Prélaz. *De la réparation du tort moral*. Lausanne, 1893. — Voyez également Dorville, *op. cit.*, p. 262 sq.

2. Code prussien, art. 1 à 6. — Code autrichien, art. 1293.
— Code russe, art. 662 et 670.

« de preuves régulier, n'en existent pas moins dans
« l'ordre des choses morales ou matérielles, la loi
« admet la possibilité d'une réparation (1). »

Cette situation personnelle est toutefois la constatation d'un état de fait dont les Tribunaux sont seuls juges. Leur appréciation est souveraine (2), mais en raison de la faveur avec laquelle le principe de la réparation du préjudice moral est envisagé dans la législation suisse, on ne peut douter que cette appréciation soit éminemment conforme à l'esprit du législateur.

La question de la réparation du préjudice résultant de l'inexécution d'une promesse de mariage n'a pas non plus été laissée de côté par les lois suisses, mais nous retrouvons de préférence dans les législations cantonales des dispositions relatives à ce point spécial.

Le Code civil du canton des Grisons (1^{re} partie, sect. I, chap. I, § 24 sq.), après avoir reconnu que les fiançailles n'ouvrent pas une action pour contraindre l'autre fiancé à exécuter sa promesse, mais seulement un droit à indemnité, décide que le mon-

1. Rossel, *Manuel des obligations fédérales*, p. 103. — Sic. Prélaz, *op. cit.* p. 2, — Arr. Trib. fédéral, XI, 202, X, 569. — Contra, Stooss, *Bulletin de la Soc. suisse des Juristes*, 1886, 2^e fascicule, p. 73 sq.

2. Voy. notamm. Trib. supér. Lucerne, 26 mai 1888. — Trib. fédéral Genève, arrêt du 11 mai 1886.

tant de cette indemnité se fixe tant d'après le dommage souffert ou l'apport résultant de la rupture, que d'après la fortune et la position sociale des fiancés (1).

Et plus loin, paragraphe 53, au sujet des conséquences d'une « séparation matrimoniale » prononcée aux torts de l'un des époux, le Code des Grisons reconnaît à l'époux non coupable le droit de demander à l'autre époux une « récompense à fixer en proportion de l'injure reçue et de la fortune de cet époux (2).

Dans cet examen rapide des diverses dispositions législatives de la Suisse concernant le point de vue auquel nous nous sommes placé dans cette étude, on a pu constater dans la rédaction des textes, la place importante faite à l'élément de faute et de gravité de la faute dans la fixation de l'indemnité due. L'introduction de cet élément dans les instructions données par le législateur aux Tribunaux laisse supposer que l'idée de peine domine l'esprit de la loi suisse, plutôt que l'idée de réparation d'un dommage subi. Il

1. Le Code civil du canton de Zurich (art. 581) demande de plus au juge de tenir compte de la gravité des torts pour la fixation de l'indemnité. Au contraire, en cas d'accident, (§ 1844 et § 1845) il ne distingue pas entre la faute légère, la faute grave ou le dol. — *Sic.* Code civil de Berne, § 966. — Code civil de Lucerne, § 718.

2. Voyez même principe, Code civil de Zurich art. 629. — Art. 301 du Code civil français.

n'en est rien cependant, et c'est l'influence de la jurisprudence française, qui a fait trop longtemps une large place au degré d'intensité de la faute dans le calcul de l'indemnité allouée pour le préjudice moral, qui a déterminé le sens dans lequel s'est affirmée la rédaction des textes suisses.

Le plus ancien texte qui consacre la réparation du préjudice moral, en Suisse, est le Code civil du canton de Zurich, qui a servi de point d'appui pour la rédaction des textes législatifs ultérieurs. Le Code civil de Zurich, rédigé par Bluntschli en 1853, ne considérait que les circonstances de fait pour accorder une indemnité à la victime, sans se préoccuper, ni de la succession laissée par le défunt (§ 1844) ni du degré de faute de l'auteur du dommage (§ 1845). Et d'ailleurs Bluntschli, lui-même, écrivait : « Sans
« doute une satisfaction pécuniaire est toujours im-
« parfaite, car la blessure faite aux sentiments et à
« la considération d'une personne ne peut se chiffrer
« en écus ; mais mieux vaut encore une satisfaction
« pécuniaire que pas de satisfaction du tout. » Et le Tribunal fédéral décidait, dans un arrêt du 1^{er} décembre 1882 (1) que « la somme équitable qui peut,
« selon l'appréciation du juge, être allouée confor-
« mément à l'article 7 de la loi de 1875 au blessé où
« à la famille de la personne tuée, même indépen-

1. R. O. VIII, 806. Chif. 8.

« damment de tout dommage pécuniaire démontré,
« se caractérise d'après sa nature juridique, non
« comme une peine privée, mais comme une indem.
« nité au sens large..... Cette indemnité n'a sans
« doute pas le caractère d'un équivalent direct du
« préjudice de nature non économique pour lequel
« elle est accordée, et qui ne peut de sa nature être
« évalué directement en argent ; mais elle constitue
« cependant une réparation pour le lésé en ce sens
« qu'elle lui permet de se procurer d'autres avanta-
« ges, et que, par ce moyen, le tort éprouvé se
« trouve indirectement compensé dans la mesure du
« possible. »

Mais le message du Conseil fédéral du 27 novembre 1879, rappelant l'adoption du principe français de l'article 1382, et la grande liberté que cette adoption allait laisser au juge dans l'appréciation de la nature et du montant des dommages-intérêts, disait que le juge devait tenir compte des circonstances, et en particulier de la gravité de la faute (intention coupable ou simple négligence, et degré de la faute). Le principe de la réparation par système compensatoire du préjudice moral était donc faussé par suite de l'introduction, parmi les circonstances de fait sur lesquelles devait se baser le juge, pour calculer l'indemnité, d'un élément dont l'effet se faisait gravement sentir. En effet, le juge, exposé à considérer à côté de la victime et du préjudice qu'elle avait

subi, la situation matérielle de l'auteur du dommage et le degré de faute qui lui était imputable peut en arriver parfois à transformer en sanction pénale ce qui est et doit rester avant tout une réparation purement civile.

3. Angleterre.

Ce qui, dans la législation suisse, apparaît comme une exception et un accident, la prédominance possible de l'idée de peine dans la réparation du préjudice moral, devient dans la législation d'Outre-Manche une règle absolue. Et, même dans les cas où la victime recevra une indemnité un peu appréciable, ce ne sera pas tant pour réparer le préjudice à elle causé, que pour punir l'auteur du dommage. Aussi, ne nous étonnons pas de voir l'obligation, imposée aux parents d'un individu mort dans un accident, de fournir les preuves d'un préjudice pécuniaire quelconque. Faute d'avoir fourni cette preuve, les malheureux ne toucheront rien.

Il existe, dans la législation anglaise, trois catégories de dommages-intérêts :

Les uns, dommages-intérêts ordinaires (*ordinary damages*) sont accordés en représentation d'un préjudice certain, dont l'équivalent pécuniaire peut être exactement déterminé.

Les seconds, dommages-intérêts nominaux (*nominal damages*) constituent, la réparation la plus courante, applicable toutes les fois que le juge estime qu'il s'agit d'une réparation de principe, réparation qui peut être honorable pour celui qui a demandé seulement la reconnaissance de son droit, honteuse pour celui qui a demandé une grosse somme d'argent. Car le montant des *nominal damages* est toujours absolument nul au point de vue économique. Il ne peut s'agir pour eux d'une fonction satisfaisante : ils se rapprocheraient davantage de la réparation en nature, que nous avons vu possible dans certains cas : Ces *nominal damages* sont pour nous le franc de dommages-intérêts accordé à la partie civile.

Labbé, dans sa théorie sur la réparation du préjudice moral (1), considère que la violation d'un droit engendre un préjudice moral susceptible de réparation pécuniaire. Il semble qu'on puisse établir un certain rapprochement entre cette théorie et le principe sur lequel s'appuieraient volontiers les Tribunaux anglais pour accorder les *nominal damages*. Holt, dans son jugement *Ashby et White*, disait en effet : « Les dommages-intérêts ne sont pas seulement
« destinés à réparer un préjudice pécuniaire ; mais
« toute injustice entraîne une condamnation à des
« dommages-intérêts quand un homme est par cette

1. S., 79. 2. 193.

« injustice entravé dans l'exercice de son droit (1). »

Restent les dommages-intérêts exemplaires, qu'on nomme aussi les dommages-intérêts vindicatifs. (*Exemplary or vindictive damages*). « Ce sont, dit « M. Dumas (2), ceux qui sont accordés lorsqu'il « s'agit d'une offense telle, que le ressentiment de la « victime ne peut être apaisé que par un dédomma- « gement bien supérieur au tort matériel subi. » Cette catégorie de dommages-intérêts représente bien plutôt une peine, une sanction pénale à proprement parler ; ils expriment plutôt, d'après Pollock « l'indignation ressentie par le jury contre les torts du « défendeur, bien plus que l'évaluation du préjudice « du demandeur (3). » Les jurys anglais tiennent alors compte de tous les éléments de nature à les éclairer sur le caractère, la mentalité et la responsabilité de l'individu, sur sa situation pécuniaire aussi, non pas au point de vue du préjudice qu'il a subi, mais à celui de la réprobation qu'il doit encourir. Cette somme d'argent qu'ils allouent ensuite au demandeur constitue vraiment l'amende privée telle que nous l'avons vu fonctionner dans la troisième étape du développement de la Société romaine. Ce

1. Pollock, *Law of Torts*, p. 178.

2. Dumas, *Appendice aux éléments de droit civil anglais de Lehr*, p. 66.

3. Pollock, *op. cit.*, p. 181.

n'est pas une réparation quelconque, nous avons dit que, seul, le préjudice matériel pouvait être apprécié par les tribunaux anglais : c'est une sanction. Et cela est si vrai que si nous envisageons, par exemple, le cas de rupture de mariage, nous constaterons que la somme allouée à la jeune fille s'augmentera d'autant que l'individu se sera conduit de façon plus brutale et plus grossière.

Ces *exemplary damages* sont appliqués dans des cas où nous chercherions volontiers la réparation d'un dommage moral causé, mais en vain ; nous ne trouverions que la peine infligée à l'auteur du préjudice aux cas de diffamation, abus de citation directe, adultère, arrestation arbitraire, atteintes aux relations de famille, séduction, coups et blessures, etc...

Au résumé, si un préjudice moral a été causé par un individu à qui on puisse reprocher une faute quelconque, on accordera à la victime des *exemplary damages* en proportion de la faute commise. Si aucune faute n'est imputable à l'auteur du dommage, la victime ne pourra prétendre à aucune indemnité. Cette théorie est certainement une des plus topiques du droit anglais, essentiellement positif, basé presque uniquement sur l'importance pécuniaire des actions et sur les faits qui leur donnent naissance.

4. *Espagne.*

Le texte fondamental qui reproduit d'ailleurs l'esprit de notre article 1382, est l'article 1902 du Code civil espagnol, ainsi conçu : « Celui qui, par action « ou omission, cause à autrui un dommage, est obligé « à le réparer, s'il y a de sa part négligence ou faute. » Cette réparation comprend, d'après l'interprétation qu'en ont donnée les Tribunaux espagnols, toute la valeur du dommage réellement éprouvé, en tenant compte aussi bien du prix matériel de la chose que de la valeur d'affection qu'elle avait pour la partie lésée.

5. *Autriche.*

L'article 1325 du Code civil autrichien, nous l'avons vu déjà, décide que « celui qui fait une blessure à « autrui lui doit les frais de guérison, le gain perdu « ou à perdre, et même une indemnité pour ses souffrances. Si la personne blessée a été défigurée », ajoute l'article 1326, « on doit encore un dédommement, surtout lorsque c'est une femme. »

Ces deux textes sont l'application du principe général posé dans l'article 1293, qui domine toute la législation à ce point de vue, et qui définit le dom-

mage « tout préjudice causé à quelqu'un dans sa
« fortune, ses droits ou sa personne. »

6. *Suède. Norvège. Danemark.*

Les législations de ces trois pays, groupés dans une même communauté d'origine et de tendances, admettent la réparation du préjudice moral. Qu'il s'agisse d'attentats à la pudeur, d'atteintes contre l'honneur et contre la liberté individuelle, d'insultes, de coups et blessures, le préjudice moral entre en compte pour le calcul des dommages-intérêts à allouer à l'individu lésé. (C. p. danois, § 301, 303). Les souffrances endurées par lui, les difformités dont il peut rester atteint, sont des éléments du préjudice qui ne sont pas rejetés par les tribunaux. Mais eux aussi envisagent l'intensité de la faute, la situation de fortune de l'auteur du dommage, et par là laissent une trop grande place à l'idée de peine qui fausse, nous l'avons dit, le véritable caractère de la réparation du dommage moral (1).

7. *Amérique du Sud*

Dans les différents États qui composent l'Amérique du Sud, les lois ont toutes la même origine et se res-

1. Voyez Code pénal suédois de 1864, chap. VI, §§ 2, 3, 8, -- et la Loi du 12 mars 1886 sur la responsabilité des chemins de fer.

sentent de l'influence de la législation espagnole. Certes, il serait téméraire d'y chercher une théorie construite de l'obligation à la réparation du préjudice moral, mais on peut cependant en dégager l'intention de réparer le préjudice moral par une allocation pécuniaire. Les exemples ne sont pas nombreux, mais ils se rencontrent dans presque toutes les législations sud-américaines à propos de la séduction et des promesses de mariage rompues. La fiancée a droit dans ce cas à une indemnité. Et là, nous rencontrons même le parallélisme absolu de la réparation pécuniaire et de la réparation purement morale : L'individu qui a séduit une femme doit, ou bien lui payer une indemnité ou l'épouser dans un délai imparti. C'est une solution à laquelle nos législations européennes n'ont pas songé, mais elle montre à quel point les législations sud-américaines ont souci de réparer autant que possible le préjudice moral causé. (Législations du Venezuela, Brésil, Pérou, Chili, etc...) Le Mexique, lui, se ressent déjà, semble-t-il, du voisinage des États-Unis, dont les tendances se rapprochent de celles de l'Angleterre : il repousse tout préjudice moral. Pour le législateur mexicain, les dommages-intérêts doivent être la conséquence directe et immédiate du préjudice ; pas de valeur d'affection, valeur vénale seulement.

8. *Monténégro.*

Il n'y a pas que le Mexique où ce principe soit admis. Si nous revenons en Europe, nous allons le retrouver dans les législations de divers pays. Le Code général des biens du Monténégro, promulgué en 1888, n'envisage que le préjudice qui peut être pécuniairement appréciable. A l'instar du Code mexicain, il repousse le principe de la « valeur d'affection (art. 926), la considérant comme une valeur « souvent exagérée, « que la victime donne à une chose pour des motifs « personnels qui la lui rendent particulièrement précieuse. »

Il est d'autant plus remarquable de constater dans la législation monténégrine une exclusion si absolue d'un principe de haute équité que ce petit Etat indique dans son nouveau Code civil, (article 782), les bases les plus parfaites de l'interprétation des lois par une jurisprudence prétorienne qui tend à se développer en l'absence de textes formels :

« Quand la loi, ni la coutume, a dit cet article », ne « fournissent aucune règle applicable à un cas donné, « et qu'il est impossible d'en trouver par analogie, « l'équité est alors pour le juge la source directe où « il doit puiser. En pareil cas, le juge doit, examinant « l'affaire sous toutes ses faces, rechercher ce que les « honnêtes gens regardent comme bon et juste, et

« ce qui répond à cet idéal de loyauté et de bonne foi
« sans lesquels il n'y a pas de relations possibles entre
« les hommes. » Cette disposition lapidaire, que l'on
ne s'attendrait presque pas à trouver dans un texte
législatif, ne peut-elle s'appliquer plus efficacement
qu'au cas de réparation d'un préjudice moral, et ne
peut-on s'étonner de voir justement ce pays poser
avec une rigueur aussi absolue le principe de non-
réparation du dommage moral ?

9. *Russie.*

Malgré son refus d'admettre le principe de la
réparation du dommage non-économique, la législa-
tion russe fait, à l'instar d'autres législations, une
part au dommage moral résultant d'une atteinte à
l'honneur, et à sa réparation. L'article 670 du Code
civil russe prévoit, au cas d'injure, d'outrage, de
diffamation, une indemnité bien déterminée pour la
lésion faite à l'honneur du plaignant. Le Code civil
russe vise même dans son article 662, un cas parti-
culier qui semblerait, examiné seul, faire prévoir des
dispositions favorables à notre thèse ; il n'en est rien.
« La femme non mariée, fille ou veuve, qui reçoit
« sur le visage une marque indélébile qui la défi-
« gure, a droit non seulement au remboursement
« par l'auteur du mal de tous les frais de traitement
« médical, mais encore, si elle n'a pas de moyens

« d'existence, au paiement d'une pension convenable
« pour son entretien jusqu'au jour de son mariage ;
« dans la fixation de cette pension, il est aussi tenu
« compte de la position de fortune de celui qui doit
« la servir. »

Cette disposition est, on le voit, inspirée par une idée mixte, peine et réparation compensatoire. Il en est à peu près de même des articles 4555 à 4559 du Code baltique qui décide qu'« au cas d'accident, de « lésion, de cicatrice, de mutilation, de séquestra-
« tion, une indemnité accordée selon l'appréciation
« du juge viendra s'ajouter à la réparation intégrale
« du préjudice matériel. » Toutefois, en matière d'atteinte à l'honneur, d'injures de diffamation, la loi baltique est moins large et ne veut pas admettre une indemnité pécuniaire si la victime n'a pas réellement subi une perte ou perdu un gain ; la seule réparation admise est une réparation en nature : retrait de l'injure ou excuses.

10. *Italie.*

La législation italienne n'admet pas le principe de réparation du préjudice moral. Le seul texte qui pourrait à première vue laisser supposer une indemnité allouée à l'individu offensé dans son honneur ou celui de sa famille, ne vise en réalité qu'une peine, la composition légale que nous avons vu fonctionner dans l'ancienne Rome (art. 38).

Et cependant il se forme aujourd'hui un courant parmi la jurisprudence italienne, qui tendrait à faire admettre, dans diverses hypothèses, la réparation du dommage non économique. M. Minozzi (1) signale cette tendance, et dans une étude des plus approfondies sur le dommage moral, — que nous nous bornons à indiquer, — il conclut que le Code italien fournit des règles pour réparer le dommage non économique dans sa juste étendue.

11. Portugal.

Après avoir établi dans des formules sonores les éléments du droit à l'existence, le législateur portugais laisse ce droit sans sanction, décide que la veuve et les ascendants ou descendants du défunt, au cas d'homicide volontaire, n'auront droit à une indemnité calculée d'après le préjudice matériel que s'ils sont dans le besoin. Les parents ou héritiers du défunt ne pourront jamais réclamer d'indemnité pour le meurtre de celui-ci. Donc pas de préjudice d'affection, pas d'atteintes à l'honneur donnant droit à une indemnité quelle qu'elle soit. La législation portugaise est certainement la plus exclusive du principe de réparation du préjudice moral.

1. A. Minozzi, *Studio del danno non patrimoniale* (danno morale). VIII, 236.

TROISIÈME PARTIE

JURISPRUDENCE

Introduction. Le rôle du Juge.

Nous avons vu jusqu'ici la notion du préjudice moral tel qu'il apparaît dans la vie ordinaire de l'individu ; nous avons envisagé l'étendue de ce préjudice, la nécessité de le réparer, et la conception de cette réparation dans les législations anciennes et modernes, dans la législation française et dans les législations étrangères. Cette conception, telle que nous l'avons dégagée, comment la jurisprudence l'a-t-elle comprise ? Quelles sont ses théories, quelles sont ses tendances ? C'est ce que nous allons maintenant examiner.

Le préjudice moral, avons-nous dit, est causé par une atteinte portée à l'un de ces éléments de l'existence humaine qui, en dehors des phénomènes tangibles, des modifications économiques de la situation de l'individu, constituent dans leur ensemble le patrimoine moral. Ces éléments sont nombreux, les

aspects sous lesquels ils apparaissent sont multiples ; nous croyons toutefois pouvoir les sérier en deux grandes catégories ; dans chacune d'elles nous établirons deux divisions, de manière à étudier ainsi le préjudice moral causé à l'homme dans les quatre manifestations de son individualité : 1° sa Personne même ; 2° la Famille ; 3° la Société ; 4° la Nation.

Envisagé sous ces aspects, le préjudice moral nous apparaîtra mieux dans sa nature, dans son importance, et les tendances de la jurisprudence ne s'en dégageront que mieux. Il nous sera facile aussi de constater l'existence réelle de ce patrimoine moral, bien distinct du patrimoine économique, et seulement parallèle à ce dernier par suite de la possibilité, au moyen de l'argent, d'assurer l'équilibre des sensations et de compenser les mauvaises impressions avec les impressions agréables causées par l'allocation d'une somme suffisante.

En raison du peu de précision de nos textes législatifs, le juge a toute liberté et toute initiative pour trancher dans le sens le plus large de l'équité les questions intéressant le préjudice moral. Certains arrêts ont, dans des cas différents, mis en relief le rôle du magistrat, rôle fait de bonté et de justice, qui doit au delà du préjudice certain, appréciable, rechercher les souffrances morales endurées par la victime, et dont l'idéal serait qu'il introduisît, même d'office, et en l'absence de toute réclamation des

parties, le principe d'une réparation pour le préjudice moral causé, dans tous les cas où il le juge opportun.

Déjà nous avons vu le Code monténégrin, recommandant au juge d'examiner l'affaire sous toutes ses faces, et de rechercher ce que les honnêtes gens regardent comme bon et juste. Que voilà bien le devoir du magistrat ! Toutes les fois où l'être moral est en jeu, où la question ne se cantonne plus dans les limites strictes d'un texte précis, dans le domaine uniquement économique, dans une question de chiffre, il faut que le juge recherche si, au delà des tristesses patentes de l'affaire qui lui est exposée, la victime d'une atteinte quelconque n'a pas souffert un mal parfois plus difficile à guérir que celui dont la réparation lui est soumise.

Le mal moral n'est pas appréciable, dit-on. Il est peut-être tout aussi appréciable que le mal économique, et sinon la réparation complète, du moins l'atténuation dans bien des cas est absolument possible ; il y a tant de facteurs moraux qui, pour la victime d'un préjudice moral, peuvent atténuer le mal causé ; et l'argent, à défaut d'autres, peut jouer un rôle si important par sa fonction satisfactoire.

Et toutes les décisions, celles du législateur ou celles de la jurisprudence, qui ont considéré comme possible, sinon nécessaire, la réparation du préjudice moral,

conseillent au « bon juge » de se faire le juge d'équité.

Il importe, dit la Cour de Nancy, dans un arrêt du 9 décembre 1876, de protester contre un système qui ne voit, pour la famille, dans la perte de l'un de siens, que la privation d'une assistance éventuelle et lointaine, sans souci de sa très légitime et profonde douleur, sans souci non plus des inquiétudes, des angoisses, des souffrances, que la victime a presque toujours subies avant de mourir. Par ce dangereux oubli des sentiments les plus respectables et les plus naturels, on amène fatalement l'auteur du crime à désirer plutôt la mort que la guérison de la victime, parce qu'en cas de mort la victime n'a plus besoin de rien, tandis qu'en cas de guérison, elle peut demander des secours qui l'aident à vivre. La justice s'honore quand, en présence d'un malheur, afin de combattre de semblables théories et d'en prévenir les tristes conséquences, elle consulte moins les règles trop absolues du droit strict, que la voix ordinairement plus équitable et aussi autorisée de l'humanité (1).

1. P., 1879, D., 1879. 2. 47. Cet arrêt, qui trace de manière si large les devoirs du juge, paraît vouloir aussi poursuivre, un but d'exemple pour les criminels, et tomberait facilement dans le reproche de n'avoir en vue que l'idée de peine pour justifier la réparation du préjudice moral. Nous

Déjà en 1844, la Cour de Rouen, admettant d'ailleurs la difficulté de déterminer exactement l'étendue du préjudice souffert et l'absence de base matérielle pour en fixer le chiffre, estimait que ce n'étaient pas là des motifs pour ne pas allouer des dommages-intérêts à celui dont le droit à ces dommages-intérêts était reconnu incontestable, et que le juge devait, dans ce cas, en faire l'appréciation d'après les règles de l'équité (1).

Dès avant 1844, en 1833, au sujet d'une action en concurrence illicite intentée par les membres de la Société Pharmaceutique de Paris, contre les débitants de remèdes secrets non autorisés, la Cour de cassation, sur le rapport du Conseiller Dupin, refusait d'admettre le principe de non-recevabilité de l'action en réparation du préjudice moral en raison de sa difficulté d'appréciation, « attendu que cette
« difficulté, qui peut exister relativement à d'autres
« dommages que ceux résultant des concurrences
« illicites, n'a pas empêché la loi de confier, dans
« tous les cas, l'appréciation du dommage et de sa
« réparation à la sagesse des tribunaux qui, en effet,
« ont souvent fait usage de ce pouvoir au cas de

le mentionnons surtout pour indiquer la tendance de la jurisprudence à abandonner le droit strict pour statuer dans le sens le plus conforme à l'équité et aux nécessités sociales.

1. Cour de Rouen, 27 mai 1844, S. 1844. 2. 550.

« concurrences illicites ; et que, lorsque les tribunaux ne croient pas avoir les éléments nécessaires pour arbitrer d'office, ils peuvent ordonner toutes les voies d'instruction qui leur sont ouvertes par la loi (1). »

Toutes les décisions de jurisprudence, qu'il serait trop long d'énumérer, et de nombreux auteurs ont reconnu le rôle nécessaire du juge dans l'appréciation du dommage moral (2). Il n'est pas jusqu'à la jurisprudence belge qui, consacrant le droit à la réparation pour la victime d'un préjudice moral, ne conseille au juge de songer que la loi (art. 1382) veut sauvegarder tous les droits de l'homme, tous ses biens, au nombre desquels il faut compter, comme les

1. Cass., 15 juin 1833 (S., 1833, I. 458). Dans le même sens, Saint-Étienne, 26 avril 1901 (S., 1904. 2. 116). Il est vrai qu'ici le Tribunal déboute ensuite le demandeur de sa demande, la faute de l'auteur du dommage ne lui paraissant pas démontrée. C'est évidemment l'influence de l'idée de peine qui a dicté la décision des juges.

2. Marcadé, sur l'art. 1382, n° 363. — Thiry, t. III, p. 225. — Boileux, t. IV, p. 762. — Legraverend, t. I., p. 170. — Rauter, n° 133. — Chassau, t. II, p. 72. Villey, p. 180. — Chausse, *Rev. crit.* 1894, p. 440. — Voir toutefois Haus, t. I, p. 1057. — Jurisprudence. Trib. Rouen, 4 août 1896. *Gaz. Pal.* 1896. 2. 632. — Auxerre, 22 nov. 1899. *Gaz. Trib.* 1900, 1^{er} sem. 2. 344. — Alger, 22 juin 1900. S., 1902. 2. 128. D., 1901. 2. 401. — Lyon, 23 fév. 1901. *Mon. Jud. Lyon* du 26 juill. 1901. — Cass., 18 mars 1853. D., 1853. 5. 167. — Cass., 10 nov. 1884. D., 85. 1. 433.

plus précieux, l'honneur et la considération (1).

Voilà les principes généraux posés. Nous retrouvons partout la trace de l'intervention du juge dans les questions de réparation du préjudice moral. Ce qui n'a pas été une œuvre de législation peut être une œuvre de jurisprudence. Nous allons voir comment dans les diverses espèces qui se sont présentées, les Tribunaux ont envisagé le principe qui nous occupe.

1. *Pandectes belges*, v^{os} *Domm. int.* n^o 285 sq.

CHAPITRE PREMIER

L'individu privé.

Le patrimoine moral de l'homme se compose de sensations diverses, de sentiments variés. Ces sentiments se manifestent chez l'homme lui-même, en son égoïsme, pour la satisfaction de son esprit, de ses tendances, de ses idées ; ils se manifestent en son altruisme, à l'occasion d'êtres qui lui sont chers, et aussi chez ces êtres entre eux au point de vue de leurs rapports réciproques et de la bonne harmonie de leurs relations. Nous examinerons donc dans une première section l'homme privé, considéré en lui-même, dans sa personne, et dans une seconde section, l'homme considéré hors de lui-même, mais dans une sphère qui n'est pas encore la société, dans la famille.

SECTION I. — *La personne.*

Quel est l'individu qui, dans la vie, ne cherchera pas, hors toute idée extérieure et tout but déterminé

(assistance à autrui, par exemple) la satisfaction de ses tendances au bien-être, à la tranquillité et au repos? Quel est celui qui souffrira une douleur quelconque sans chercher à en atténuer l'effet? Qui souffrira dans ses idées les plus chères, (et parmi celles-là, hors toute relation de famille, le respect envers les parents morts est bien une idée toute personnelle à l'individu) sans chercher à imposer, à celui qui lui causerait ces souffrances et ces peines, la cessation et la réparation de l'atteinte causée? La jurisprudence a tenu compte de ces différents éléments.

§ 1. — Tranquillité

Nombreuses sont les atteintes au droit qu'à chaque individu de jouir d'un repos légitime. Il n'est permis à personne, dit M. l'avocat général Chassau dans ses conclusions devant la Cour de Rouen, en 1842 (1), il n'est permis à personne, par l'exercice de son industrie ou de sa liberté naturelle, d'attenter au repos d'autrui. Les manifestations de ces atteintes sont nombreuses. Combien de locataires, de propriétaires sont gênés par l'installation, contiguë à leur maison, d'une usine dont la trépidation des machines, leur odeur ou leur fumée, sont une cause constante de gêne pour le malheureux voisin.

1. D., 43, 2. 140.

Tout propriétaire a certes un droit de jouissance de sa chose, mais ce droit ne dépasse pas les limites hors desquelles il nuirait à autrui (1).

Ce principe était admis déjà dans l'ancien droit, où, dès 1577 (2) un cardeur de laine était condamné à des dommages-intérêts envers un avocat, son voisin, qu'il dérangeait de ses chants continuels. Un siècle plus tard, en 1654 (3) un ouvrier à marteau était condamné à des dommages-intérêts envers ses voisins.

L'installation d'une maison de tolérance cause également aux voisins une gêne et un dommage moral dont ils sont fondés à demander la réparation. Citons, sur ce point, deux arrêts, l'un de la Cour de Besançon, du 3 août 1859 (S., 60. 2. 255), l'autre de la Cour de Dijon du 1^{er} juin 1892 (*Gazette du Palais*, 1892, 2. 165) (4).

Il serait trop long de passer en revue toutes les questions d'espèce résolues par la jurisprudence conformément à notre système. Des décisions ont jugé

1. Tr. C. Seine, 10 janvier 1895. Muteau, *Responsabilité civile*, p. 610.

2. Parlement d'Aix 1^{er} février 1577.

3. *Id.* 6 février 1654.

4. V. sur ce point : Poitiers, 28 fév. 1887 (*Pand franç.*, 87. 2. 195). — Bourges, 14 déc. 1889 (*La Loi*, 15 mars 1890. — Chambéry, 22 juin 1887 (*Mon. Lyon.*, 20 août 1887. — Châteauroux, 2 avril 1889 (*Le Droit*, n° du 4 juin 1889). — Narbonne, 25 oct. 1888 (*La Loi*, 14 nov. 1888).

nécessaire de réparer : les angoisses et les périls endurés par la victime d'une dénonciation calomnieuse (Cass., 7 juillet 1847. S., 47. 1. 877. — P., 48. I. 92. — D., 47. 4. 8) ; — le préjudice moral porté par la réception d'une lettre anonyme (Trib. de la Seine, 16 nov. 1897, *Gaz. des trib.*, 17 nov. 1897), — par l'ouverture d'une souscription publique dans un journal malgré le refus de l'intéressé (Cour de Paris, 21 octobre 1902. D. 03. 2. 121).

Les atteintes au sentiment du bien-être chez l'homme sont aussi, dans certaines espèces, réparées par les tribunaux. Voici, par exemple, le cas d'un voyageur qui retient sa place dans une voiture publique ; le voiturier dispose de cette place au profit d'un autre voyageur. La Cour d'appel de Bordeaux, par arrêt du 18 mai 1855 (D., 56. 2. 105), a condamné le voiturier à 150 francs de dommages-intérêts envers le voyageur, tant pour le préjudice souffert par suite du retard de son départ que pour les voies de fait exercées contre lui et pour la perte de son manteau. Voici encore celui de voyageurs qui, ne trouvant pas, dans un train, de places de la classe pour laquelle ils ont leurs billets, doivent monter dans une voiture d'une classe inférieure. Le tribunal de commerce de Toulouse, par jugement du 1^{er} juillet 1889 (D., 91. 3. 39) leur a octroyé des dommages-intérêts (1).

1. Voyez *Répertoire*, Fuzier-Herman, v^o *Chemins de fer*, n^o 4, 286.

Le retard dans l'arrivée des trains est aussi pour les voyageurs une cause de dommages-intérêts (1). Mais deux jugements du Tribunal de Commerce de Saint-Étienne, rendus à quelques mois de distance (22 février 1899 et 10 mai 1899) ont, dans leurs « attendus », indiqué bien explicitement la cause des dommages-intérêts qu'ils accordaient : «... surcroît de « fatigue, privation d'un repos qui devait être dou-
« blé par la douce satisfaction de prendre le repas
« du soir en famille, ennui de rester en chemin de
« fer au-delà du temps prévu, préoccupations causées
« par l'inquiétude supposée à la famille relativement
« aux causes à attribuer au retard survenu dans le
« transport (2). » Dès que le dommage existe, dit le jugement du 10 mai 1899 (3), il y a lieu à réparation de quelque espèce que ce dommage puisse être, « soit
« matériel parce qu'il aurait atteint la partie lésée
« dans ses biens ou dans sa personne, soit moral
« parce qu'il l'aurait atteinte en jetant le trouble
« momentané dans son existence, dans la régularité
« de sa vie, dans ses habitudes, son repos et même
« ses plaisirs. »

Indiquons pour terminer cette rédaction originale de la jurisprudence belge qui a décidé que lorsque les

1. Sur ce point, Trib. Lyon, 30 juillet 1898 (*La Loi*, 10 novembre 1898).

2. *La Loi*, 2, 3, 4, avril 1899.

3. *Gaz. du pal.*, 4 juillet 1899. *Gaz des Trib.*, 24 sept. 1899.

blessures ont amené une difficulté dans la marche, il faut tenir compte à la victime de ce qu'elle perd les jouissances de la vie qui puisent leur source dans la locomotion. (Civ. Bruxelles, 24 déc. 1884. — *Journal des Tribunaux*, 1885, p. 122.)

§ 2. — Douleur physique.

La douleur physique est, en général, peu envisagée dans les décisions jurisprudentielles relatives à la réparation du préjudice moral. Nous rencontrons une décision de principe, rendue par le Tribunal de Lyon le 28 juillet 1903 (*Moniteur judiciaire de Lyon*, 19 décembre 1903) : la réparation qui est due à la victime d'un accident ordinaire résultant d'une faute comprend non seulement le dommage matériel, mais le préjudice souffert dans les intérêts moraux, susceptibles d'évaluation pécuniaire (1).

Il est vrai de dire que la douleur physique a le plus souvent pour conséquence une dépression morale; cette souffrance morale est plutôt envisagée par les Tribunaux, et la jurisprudence belge établit fort justement ce principe (2) : La position sociale, dit-elle, et surtout la culture intellectuelle de la victime d'un accident doivent être pris en considération dans le

1. Voy. *Gaz. du palais*, 1904, *Rép. V^o Responsabilité civile*.

2. Bruxelles, 29 janvier 1904. La Loi, du 23 février 1904.

calcul de l'indemnité pour souffrances physiques et morales, lorsqu'elles lui font ressentir plus cruellement et plus amèrement l'amoindrissement considérable qu'elle a subi dans toute sa personnalité (1).

Nous devons toutefois signaler une décision belge absolument exclusive de la réparation du préjudice moral fondé sur la douleur physique, qui prétend que les souffrances endurées par suite d'une blessure ne sont pas appréciables à prix d'argent et ne peuvent être prises en considération pour la fixation des dommages-intérêts. (*Pandectes belges*, V^o *Accident*, n^o 208.)

§ 3. — Piété envers les morts.

Il n'y a pas de sentiment plus personnel, qui, affecte davantage l'homme dans son intimité morale que la piété envers les morts. Ce sentiment, contemporain des formations sociales les plus reculées, mérite d'être protégé d'une manière efficace, et, de

1. La jurisprudence hollandaise est sur ce point très divisée. Le Tribunal de Rotterdam (28 mars 1901, *Weekblad*, n^o 7. 654) nie que la douleur physique soit un élément de l'indemnité due par l'auteur d'un fait illicite. Le Tribunal d'Amsterdam décide le contraire (4 octobre 1894, *Weekblad*, p. 6. 577). (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1903, p. 423). — Voy. dans un sens analogue, Cour de Rouen, 7 décembre 1904. *Gaz. pal.*, 1905. p. 460.

fait, la jurisprudence, nous allons le voir, n'a pas hésité, dans les décisions que nous rencontrons dans cet ordre d'idées, à accorder des dommages-intérêts en réparation des atteintes portées à ce sentiment.

Des parents déjà éloignés, eux-mêmes, ont obtenu 3.000 francs de dommages-intérêts pour violation de sépulture (Cour de Poitiers du 11 août 1873. S., 75. 2. 22. — D., 74. 2. 206).

Muteau (1) rapporte le cas d'une femme, décédée à l'Hôtel-Dieu de Lyon, que l'on avait autopsiée à raison de sa conformité bizarre. Le mari attaqua l'administration des hospices en dommages-intérêts, comme responsable d'une autopsie pratiquée sans son autorisation sur le corps de sa femme. En première instance, le mari fut débouté, mais la Cour d'appel lui donna raison, « considérant que quels que
« puissent être les privilèges qui sont accordés à la
« science, à raison du but élevé et utile auquel elle
« tend, on ne saurait autoriser personne à violer en
« son nom les droits les plus sacrés des citoyens,
« notamment celui de faire respecter les dernières
« volontés de leurs proches ; qu'il suffit même que
« l'autopsie, pratiquée sans droit, ait froissé les sen-
« timents personnels du mari pour que celui-ci ait
« subi un préjudice moral dont il lui est dû répara-
« tion. »

1. *Responsabilité civile*, p. 601.

Une municipalité, dans le ressort du Tribunal de Lisioux, avait disposé, au cours de la concession, d'un terrain qu'elle avait autrefois concédé pour une sépulture. La municipalité fut condamnée à des dommages-intérêts, « attendu, dit le jugement, que la « demanderesse se trouve dans l'impossibilité d'en- « tretenir les tombes de ceux, dans la famille des- « quels elle était entrée par son premier mariage ; « qu'elle est privée du soin pieux de continuer à « donner à leurs dépouilles les marques de souvenir, « d'affection et de respect auxquelles elle pouvait se « trouver conduite par les impulsions de sa cons- « cience intime ; qu'elle a donc droit de ce chef à « une réparation (1). »

§ 4. — Droits spéciaux.

Nous grouperons sous cette rubrique quelques décisions de jurisprudence qui, à raison de la nature mal définie des sentiments auxquels le préjudice a porté atteinte, ne pourraient rentrer dans aucune des catégories que nous nous sommes établies.

Dans l'asile d'aliénés du département du Rhône, des relations intimes suivies de grossesse s'étaient établies entre des aliénés des deux sexes. Le mari

1. Voyez également Tribunal Lyon, 26 oct. 1887 (*Gaz. Pal.* table quinquennale 87-92. v° *Sépulture*, n° 66). Note dans le *Moniteur de Lyon*, du 24 novembre 1887.

réclama des dommages-intérêts en son nom et au nom de ses enfants, à raison du préjudice que lui avait causé cette grossesse, encore qu'il eût obtenu le désaveu de l'enfant né de ces relations. Le préjudice moral existait néanmoins au regard de l'administration qui, dans l'asile départemental n'avait pas séparé les aliénés des deux sexes. Aucun préjudice matériel n'était là invoqué. Le Tribunal et la Cour de Lyon estimèrent cependant qu'il y avait lieu à réparation du préjudice moral, « attendu qu'il est vrai de « dire que lui et ses enfants ont dû éprouver une « très vive et très légitime douleur en apprenant la « souillure dont avait été victime la femme qu'ils « chérissaient comme épouse et comme mère (1). »

Un autre cas est plus intéressant encore. Il s'agit d'une demoiselle Marie Sauvadet qui, ayant eu un enfant, le déposa en 1827 à l'hospice des Enfants-Trouvés de Clermont-Ferrand où il fut inscrit sous le nom de sa mère et le n° 1150. Lorsque, en 1835, Marie Sauvadet voulut reprendre son enfant, l'employé se trompa de numéro et lui remit une autre enfant. Celle-ci fut élevée par les soins de celle qui la croyait sa fille, se maria et devint, à la mort de Marie Sauvadet, en 1851, sa légataire universelle. La véritable fille de Marie Sauvadet, domestique jusqu'en

1. Trib. de Lyon 2 août 1893, confirmé par arrêt de la Cour de Lyon du 10 juillet 1894. *Journal des Arrêts de Lyon*, 1894, p. 249).

1861, découvrit l'erreur commise. Elle obtint la restitution des biens composant la succession de sa mère, et actionna en dommages-intérêts les administrateurs de l'hospice de Clermont-Ferrand. Par jugement du 27 mai 1863, le Tribunal de Clermont-Ferrand lui alloua 1.000 francs de dommages-intérêts : « Attendu que par sa négligence et son inobserva-
« tion des règlements, l'administration de l'hospice
« a causé à la demanderesse un préjudice dont elle
« lui doit réparation ; que Marie Sauvadet ne justifie
« quant à présent, que du préjudice résultant de ce
« qu'elle aurait été privée des soins maternels, de la
« vie de famille, d'une éducation professionnelle ou
« d'un établissement, et aurait été contrainte de pas-
« ser la plus grande partie de sa jeunesse dans la
« domesticité et à l'hospice. » L'administration fit appel et fut déboutée par un arrêt de la Cour de Riom du 25 avril 1866, qui estima que les premiers juges avaient « équitablement apprécié la nature et
« l'importance » du préjudice causé à Marie Sauvadet (1).

SECTION II.— *La famille.*

Ce qui domine les rapports des membres d'une famille, c'est la dignité de cette famille, la dignité

1. *Journal du Palais*, 1867, p. 329.

du foyer autour duquel ils sont groupés. Et c'est certes un grave dommage causé aux sentiments du chef de la famille ou de l'un de ses membres que de porter atteinte à cette dignité, qui est assurément la base la plus solide des rapports familiaux. Tous sont unis par des liens affectifs d'autant plus puissants entre eux qu'ils sont plus étroits, et l'atteinte à cette affection de famille constitue encore un préjudice pour ceux qui en souffrent. Enfin, des rapports juridiques des membres entre eux, de la filiation, de la puissance paternelle, de la tutelle, du mariage, du divorce, résultent pour chacun d'eux des droits et des obligations qu'il importe au plus haut point de sanctionner.

D'où trois points à étudier dans cette section :
— § 1. Dignité familiale ; — § 2. Affections légitimes ;
— § 3. Droits de famille.

§ 1.— Dignité familiale.

Les sentiments moraux qu'inspire le respect de la famille sont trop souvent l'objet d'atteintes graves, au sujet desquelles la jurisprudence a été appelée à statuer, principalement au cas d'envoi de prospectus obscènes et aussi de démoralisation de la famille par l'établissement proche de maisons de tolérance.

L'envoi de prospectus obscènes constitue, certes, une injure au destinataire, par l'offre des œuvres

malsaines qu'on le suppose capable d'accepter. Un jugement du Tribunal de la Seine, du 1^{er} juillet 1896 (1) accorda à la victime d'un envoi de cette nature une somme de 1.000 francs à titre de dommages-intérêts. Les motifs de ce jugement sont à retenir : « Attendu que tout citoyen a le droit d'exi-
« ger que l'inviolabilité de son foyer domestique
« soit protégée contre l'envahissement de publica-
« tions qui y pénètrent malgré sa volonté, l'offen-
« sant dans sa propre dignité et exposant aux pires
« souillures la moralité de ses enfants et des divers
« membres de sa famille ; qu'en dehors de tout
« autre préjudice matériel, ce préjudice moral suffi-
« amplement à justifier la demande dont le Tribu-
« nal est saisi. »

Mais la protection que la jurisprudence donne à la dignité de la famille s'étend plus large, et nous allons voir que toutes les fois que l'établissement d'une maison de tolérance voisine ou contiguë est de nature à porter atteinte à la dignité des familles voisines, les Tribunaux interviennent encore pour accorder des dommages-intérêts en représentation du préjudice moral causé.

Nous avons vu déjà des décisions concernant ces

1. D., 99. 2. 52. — Voir, dans le même sens, deux jugements du Trib. de la Seine des 1^{er} juillet 1895 et 23 février 1897, rapportés par Muteau, *Responsabilité civile*, p. 607.

espèces particulières, mais elles atteignaient plutôt l'homme pris isolé, en dehors de tout rapport de famille. Les circonstances qui ont entouré les décisions que nous rapportons expliquent un préjudice plus important encore.

« Attendu, dit un jugement du Tribunal civil de
« Châteauroux du 2 avril 1889 (1), que les deman-
« deurs invoquent l'honorabilité de leur famille dont
« plusieurs membres occupent des fonctions élevées
« dans l'administration et l'université ; que les époux
« G... ont été profondément troublés dans leur
« délicatesse par la pensée qu'ils allaient se trouver
« dans le voisinage d'une maison de prostitution
« adossée au pignon de l'ancienne habitation de leur
« famille, par la résolution qu'ils ont dû prendre
« d'abandonner leur maison et les souvenirs qui s'y
« attachaient pour eux si le projet de S... n'était pas
« entravé (2) . »

Un arrêt de la Cour de Montpellier du 18 février 1898 (3) considérant que l'établissement d'une maison de tolérance a produit pour le demandeur un dommage moral résultant du bruit nocturne sur la voie publique qui rend l'auberge moins habitable pour lui-même, « et des propos et des spectacles indécents

1. Voir plus haut Section I, § I.

2. *Le Droit*, 4 juin 1889.

3. S., 98. 2. 160.

« qui sont pénibles pour sa famille et peuvent nuire
« à l'éducation de sa fille, » estime que ces inconvénients sont le fondement légitime d'une demande en dommages-intérêts (1).

Récemment enfin, et dans un autre ordre d'idées, la huitième chambre du Tribunal correctionnel de la Seine a eu à statuer sur un point qu'il est intéressant de rapporter ici. Il s'agissait du point de savoir si la constitution comme parties civiles de la fille et du gendre d'une victime d'escroqueries qui s'était elle-même portée partie civile, pouvait être recevable. Le Tribunal a décidé que cette action, ayant pour base un intérêt d'honneur familial, dont ils ont la garde et qu'il leur appartient de sauvegarder, était recevable. La dignité de la famille était en jeu par suite, probablement, d'imputations calomnieuses ; les enfants de la victime de ces calomnies étaient admis à venir se ranger aux côtés de leur mère ; « attendu, dit le jugement, que l'estime et la considération qui s'attachent à la conduite irréprochable « d'une mère sont un *patrimoine de famille* dont la « garde est surtout confiée à la sollicitude et à la surveillance de l'enfant qui y est le plus intéressé ; « et que par suite, si l'honneur de la mère de fa-

1. Voir dans le même sens, Narbonne, 25 octobre 1888, rapporté par *La Loi* du 14 novembre 1888.

« mille est attaqué, la fille peut porter plainte et se
« porter partie civile » (2).

Remarquons cette expression: « patrimoine de famille ». Nous l'avons déjà rencontrée, et malgré que les auteurs se décident peu à adopter ce principe d'un patrimoine moral, constatons que la jurisprudence, aux prises avec les situations vraies de la pratique, n'hésite pas à en reconnaître l'existence.

§ 2. — Affection.

Avec les atteintes à l'honneur et à la considération, ce sont les atteintes aux sentiments d'affection qui ont le plus préoccupé auteurs et commentateurs ; ce sont aussi celles pour lesquelles ils ont redouté le plus la difficulté, sinon l'impossibilité d'une réparation pécuniaire.

En quoi consiste le préjudice d'affection ?

L'homme s'attache inévitablement à tout ce qui l'entoure : les membres de sa famille, au milieu desquels il s'est accoutumé à vivre, les choses mêmes, qui constituent le cadre dans lequel il passe son existence. Vienne une de ces personnes, une de ces choses, à disparaître, et l'homme se sent profondé-

2. Trib. correct. Seine 8^e chambre, 21 mars 1904. (*Le Droit* n° du 19 juin 1904). — V. dans ce sens, C. de Montpellier 12 nov. 1855 (D., 56. 2. 141).

ment atteint par cette perte dans ses sentiments les plus vifs et les plus intimes ; il lui semble qu'on lui retire un élément de son existence propre, surtout lorsqu'il s'agit de parents ou d'enfants, et si cette perte a été causée par le fait d'un tiers, il est vraisemblable que le sujet d'une telle atteinte demande une indemnité, compensation à sa juste douleur. Ce fait, générateur de responsabilité, n'est d'ailleurs pas de nature déterminée ; ce peut être la suite d'un duel (1), d'un assassinat ou d'un suicide causé par des mesures vexatoires et pénibles, comme une arrestation arbitraire, par exemple (2). Mais c'est en matière d'accidents, le plus généralement, que l'atteinte au sentiment d'affection exige une réparation. C'est ce que nous allons nous attacher à étudier spécialement ; nous verrons ensuite les décisions qui visent à la réparation du préjudice causé par la perte ou la destruction de choses qui n'ont pour l'individu qu'une pure valeur morale.

I.—Préjudice moral causé à l'individu par la perte d'un être qui lui est cher.

Les accidents se divisent aujourd'hui en deux catégories bien distinctes : accident causés aux ouvriers durant le travail ; accidents causés par la faute, la négligence ou plus simplement le fait d'au-

1. Voy. Cass., 20 février 1863 (S., 63. 1. 323).

2. Aff. Gaillardon, D., 76. 1. 289.

trui, en dehors de ceux de la première catégorie. En ce qui concerne le premier point, nous nous bornons à constater le défaut d'une loi (loi du 9 avril 1898) dont les dispositions ont fait complète abstraction de la notion du préjudice moral, mais offrent à la vérité le tableau le plus parfait des réparations à allouer aux ouvriers victimes d'accidents, sans faire intervenir en aucun cas, un facteur étranger aux conséquences strictement économiques du préjudice causé.

Pourquoi cette conception nouvelle, si exclusive, si différente, et de l'esprit de la jurisprudence manifestement portée vers la réparation du préjudice moral, et des tendances du législateur, au lendemain de la loi de 1895 que nous avons examinée ? Il ne faut, à notre sens, ne voir dans la loi de 1898 que le désir du législateur de donner satisfaction, la plus large possible, à deux intérêts opposés par hypothèse, celui de l'ouvrier et celui du patron. L'ouvrier, victime d'un accident du travail, devait être indemnisé ; les indemnités pouvaient être variables, déterminées de façon arbitraire par le juge, et même refusées si le Tribunal estimait, à juste raison ou non, que la responsabilité du patron n'était pas engagée. Quelles étaient les conséquences de procès aussi aléatoires : insécurité pour l'ouvrier et pour le patron, exposés tous deux à l'arbitraire des juges ; expertises nombreuses, lenteurs de procédure ; difficulté de

faire la preuve de la faute ; de son côté, le patron devait s'efforcer de chercher une garantie pour le préserver des risques qu'il courait ; sur quelles bases s'entendre avec une compagnie d'assurances pour établir les conditions d'indemnisation du patron, sans savoir quelles seraient les sommes allouées aux ouvriers en cas d'accident ? L'application de ces contrats d'assurances aurait été déterminée le plus souvent par les tribunaux.

C'est pour obvier à ces inconvénients que le législateur s'est décidé à abandonner les principes de l'article 1382, et, ne tenant pas compte des facteurs qui peuvent intervenir et modifier le préjudice causé, à établir une série fixe d'indemnités à allouer aux ouvriers, en prenant comme base, soit le salaire annuel, soit la différence qu'aurait subie le salaire entre le moment de l'accident et celui de la consolidation de la blessure. On arrive *ainsi* à une loi transactionnelle, qui, faisant le départ entre les intérêts des deux parties en présence, détermine un forfait qui leur permettra d'établir une entente sur des bases fixes et non contestables. Des difficultés naîtront nécessairement de l'application de la loi, mais on évitera à l'ouvrier les lenteurs d'une instance par une procédure plus rapide.

Cette loi crée par son exclusivisme des situations vraiment fâcheuses. Ainsi que nous l'avons dit, le préjudice moral n'est, en aucun cas, pris en consi-

dération par le législateur. Les Tribunaux, liés par les dispositions d'une loi aussi précise que prévoyante, se trouvent, eux aussi, dans l'impossibilité de tenir compte de l'élément moral. Nous constatons alors que les ascendants ne seront admis à être indemnisés de la mort de leur enfant que s'ils étaient à sa charge ; nous voyons encore que dès que l'accident n'aura pas diminué la solidité professionnelle de l'ouvrier, celui-ci, quelles qu'aient été ses souffrances, quelles que soient les traces, cicatrices, mutilations qui subsistent à jamais, ne sera pas recevable à invoquer les dispositions de la loi de 1898. C'est ainsi que le coltineur qui, dans un accident causé par son travail, avait perdu quatre dents, s'est vu refuser toute indemnité sous prétexte que son salaire devait rester et était resté le même et que sa capacité professionnelle n'était pas diminuée (1).

Ils pourront, du moins, pense-t-on, recourir aux dispositions de l'article 1382. Hélas non, car la loi de 1898 est formelle : « Les ouvriers et employés « désignés à l'article 1^{er} ne peuvent se prévaloir, à « raison des accidents dont ils sont victimes dans « leur travail, d'aucunes dispositions autres que celles de la présente loi » (art. 2, § 1). La jurispru-

1. T. Seine, 4 août 1900. *Gaz Pal.*, 11 février 1901. — Dans le même sens, C. Montpellier, 6 mars 1900. S., 1900. 2 265). — J. de paix, Courbevoie, 8 mai 1900. *Gaz. Pal.*, 1900. 2. 60.

dence a bien essayé de maintenir l'application du droit commun en invoquant que la loi de 1898 ayant pour objet d'élargir le cercle de la responsabilité civile du patron, aucun des cas dans lesquels cette responsabilité se trouvait engagée ne pouvait rester en dehors du domaine plus étendu de la législation nouvelle (1).

Il lui a fallu cependant revenir à des idées conformes à l'esprit du législateur. Et un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 7 novembre 1900 (2) nous explique ainsi le but de la loi de 1898 : « Le législateur de 1898 s'est, avant tout, attaché à cette idée
« nouvelle que, pour être équitable et bienfaisante,
« l'indemnité qu'il avait à fixer devait être le résultat
« d'une transaction admise par lui dans l'intérêt,
« tout à la fois, de l'ouvrier et du patron : le premier
« devant être toujours indemnisé de tout accident de
« travail, abstraction faite de la faute qui a pu être
« commise, mais dont il n'aurait pu, le plus souvent,
« fournir la preuve ; le second n'ayant à faire face
« qu'à une indemnité forfaitaire peut-être inférieure
« à la réparation totale du préjudice causé et dont
« il pourra toujours à l'avance calculer le chiffre
« éventuel afin de s'en couvrir par l'assurance. »

Nous devons nous incliner devant ces raisons, tout

1. Seine, 31 décembre 1900.

2. *Le Droit*, 24 novembre 1900.

en souhaitant que, dans certains cas, dans des espèces comme celles que nous rapportons plus haut, notamment, la loi soit modifiée en un sens plus favorable à l'ouvrier, favorable, aussi, au principe que nous soutenons et vers lequel doit tendre la société en l'état actuel de sa civilisation.

Mais si la jurisprudence a tenté de se dégager, sans pouvoir y parvenir, des limites étroites dans lesquelles la loi de 1898 a enfermé son initiative, elle doit donner libre carrière à cet esprit d'initiative dans les cas où elle se trouve en présence seulement des dispositions de l'article 1382 pour réparer le préjudice causé aux proches parents de la victime d'un accident ordinaire.

C'est alors, en effet, la grande majorité des jugements et arrêts qui se prononcent en notre faveur, et M. Lacoste, dans une note sur un arrêt de Rouen du 24 février 1894 (1) dégage de manière fort complète la théorie de la jurisprudence sur ce point. Reprenant une objection de M. Laborde qui reproche aux partisans de la théorie du préjudice d'affection de s'en rapporter au témoignage de la personne qui l'invoque, ce qui lui crée un titre à elle-même, il réfute cette objection en montrant que le juge peut saisir les manifestations de ce sentiment d'affection dont le demandeur pourra être tenu de fournir la preuve. Cette preuve ne sera souvent pas utile, car,

1. S., 97. 2. 25.

entre parents rapprochés, l'affection est le fait ordinaire. Quant au véritable caractère de l'indemnité allouée pour le préjudice d'affection, M. Lacoste refuse de la considérer comme une peine, ainsi que certains auteurs voudraient le faire. Tout en reconnaissant le caractère forcément arbitraire que revêt la décision du juge et le danger que pourraient présenter des dommages-intérêts excessifs alloués au demandeur qui spéculerait ainsi sur sa douleur, M. Lacoste se refuse à adopter la thèse selon laquelle, après avoir considéré que l'indemnité accordée par le juge constitue une punition pour l'auteur du fait dommageable, on estime que le châtiment du coupable constitue toujours une satisfaction suffisante. Ce n'est, répond M. Lacoste, qu'une satisfaction donnée à la société, qui n'est pas établie dans un intérêt privé et qui ne frappe pas les personnes civilement responsables. Avec ce système, dit-il, celui qui n'a éprouvé de préjudice que du chef de l'affection ne pourra se porter partie civile, ni mettre en mouvement l'action publique, ni intervenir dans le procès pénal pour seconder le ministère public poursuivant la répression ; il sera privé ainsi de deux puissants moyens de faire prononcer le châtiment et de parvenir à la satisfaction à laquelle on veut le réduire. « Le juge, considère M. Lacoste, est, à vrai dire, impuissant à indemniser pleinement la personne que l'homicide a plongée dans l'affliction. » Toutefois,

il peut accorder des réparations qui sont un adjuvant et une compensation à la légitime douleur causée par la perte d'une personne chère.

Voyons maintenant dans quelles conditions et dans quelle mesure le principe de la réparation du préjudice d'affection est adopté par la jurisprudence.

Parmi les décisions de jurisprudence que nous allons rencontrer, certaines d'entre elles se distingueront par le souci le plus absolu de réparer et de ne réparer que le préjudice moral pur et simple ; d'autres verront dans le préjudice moral la conséquence, médiate ou immédiate, du préjudice matériel causé aux proches parents de la victime. Tantôt, en effet, il s'agit d'accorder une indemnité à des enfants pour la mort d'un père âgé, infirme, et à leur charge, ou à un père pour l'accident mortel survenu à un jeune enfant. Tantôt, au contraire, et c'est le cas le plus général, c'est un enfant jeune encore qui perd son père, ou un père âgé qui perd en son fils un soutien ferme et un appui solide pour ses vieux ans, ou une femme qui perd son mari. Le dommage moral se confond alors avec le dommage économique, et cette confusion se produit d'ailleurs dans d'autres cas, comme celui du banquier qui, ne payant pas un effet, de commerce alors qu'il est nanti des fonds, cause à la considération commerciale du commerçant à la signature duquel on ne fait pas honneur, un préjudice qui atteint en même temps son crédit com-

mercial et par suite le chiffre de ses affaires (1).

Certaines décisions sont restées absolument orientées dans le sens même de notre théorie, et n'ont pas hésité à accorder des dommages-intérêts en dehors de tout préjudice matériel. Ainsi, M. Muteau cite le cas du décès d'une femme, alcoolique invétérée qui, internée à l'asile de Brou, près de Lyon, y succombe à la suite de brûlures causées dans son bain, en l'absence de l'infirmière, par l'ouverture du robinet d'eau chaude. Par jugement du Tribunal civil de Lyon du 26 mai 1897 (2) l'administration départementale fut condamnée à 5.000 francs de dommages-intérêts, en raison de « l'incontestable « douleur morale et les légitimes souffrances qu'avait « fait éprouver aux siens la mort de la mère de famille « mille surtout dans d'aussi pénibles circonstances.»

Déjà, en 1892, le même tribunal avait décidé que les enfants majeurs exerçant un état, ne peuvent se prévaloir du préjudice matériel que leur cause la mort de leur père tué dans un accident, mais seulement du préjudice moral (3). La question a été toutefois résolue en sens contraire par un jugement du Tribunal civil de la Seine, du 23 novembre 1904. (*Le*

1. Fuzier-Herman, *Répert. génér. du droit français*, v^o *Dom. int.*, n^{os} 113-114. — Sic. Labori, *Répert. encycl. du droit franç.*, v^o *Dom. int.*, n^{os} 43-44

2. Muteau. *Responsabilité*, p. 280.

3. Lyon, 3 août 1892. *Jurisp. C. Lyon*, 1892, p. 251.

droit, 12 mars 1905) — (*Revue trimestrielle du droit civil*, 1903, p. 651. — 1904, p. 418. — 1905, p. 335).

Plus anciennement encore, un jugement du Tribunal civil de Marseille, du 10 janvier 1871, confirmé par arrêt de la Cour d'appel d'Aix en date du 6 mai 1872, (1) estime que le Tribunal doit tenir compte, non seulement de la perte matérielle.... mais encore du préjudice moral qui en est résulté, soit sous le rapport de la direction et de l'influence salubre du père de famille dont les demandeurs sont privés, soit sous celui des liens d'affection à jamais brisés et de la douleur de perdre un père ou un époux dans des conditions aussi déchirantes.

Tout irréparable que soit, pour l'affection des parents, le préjudice causé par la perte d'un enfant, disait, en 1881, la Cour de Bordeaux (2), ce préjudice n'en doit pas moins être atténué par une allocation pécuniaire. Mais, trouvons-nous dans une décision du Tribunal civil de la Seine (3), à propos de la perte d'une mère et d'un frère, cette réparation ne doit toujours être que la juste compensation de la douleur, et non pour le demandeur la source

1. D., 73. 2. 57. — Dans le même sens, Angers, 12 juillet 1872. D., 72. 5. 386. — Alger, 22 fév. 1904 (*Le Droit* du 29 juillet 1904). — Rouen, 7 déc. 1904 (*Gaz. pal.*, du 24 mars 1905).

2. Cour de Bordeaux, 30 nov. 1881. (S., 82. 2. 183).

3. T. C. de la Seine, 13 avril 1893 (*Gaz. pal.*, 2. 272).

d'un bénéfice inespéré. Ces deux décisions résument bien la physionomie générale de la jurisprudence dans l'appréciation du préjudice moral. Ces décisions et celles qui précèdent, et d'autres encore (1) sont d'autant plus remarquables qu'elles ont été rendues à l'occasion d'espèces dans lesquelles aucun préjudice matériel ne pouvait être invoqué, rentrant ainsi dans le cas le plus favorable à l'établissement de notre théorie, ainsi que nous le disions plus haut.

Certains auteurs ont systématiquement refusé d'admettre le préjudice moral partout où il ne s'alliait pas au préjudice matériel (2). Reprenons pour un instant cette théorie, et si ces auteurs tiennent tant à trouver l'élément matériel dans le dommage causé

1. Voy. Cour d'Alger, 23 mai 1892 (S., 94. 2. 62. — D., 94. 2. 47). — Cour de Nancy, 11 mars 1896 (S., 96. 2. 235). — Cour de Besançon, 6 juillet 1892 (S., 94. 2. 61). — Cour de Nîmes, 11 nov. 1897 (S., 98. 2. 176). — Cour de Paris, 8 fév. 1896 (S., 99. 2. 215. — D., 96. 2. 457). — Caen, 5 nov. 1895 (S., 98. 2. 95). — Dijon, 12 mai 1897 (S., 97. 2. 243. — D., 97. 2. 414). Alger, 22 juin 1900 (S., 1902. 2. 128). — D., 1901. 2. 401). — Lyon, 14 et 23 fév. 1901 (*Monit. jud. de Lyon*, 29 juin et 26 juill. 1901). — Bordeaux, 1^{er} déc. 1880 (S., 81. 2. 20. — Douai, 23 janv. 1899 (S., 1899. 2. 296). — Pour la Doctrine : Faustin Hélie, t. I. n° 557. — Sourdat, *Responsabilité*, t. I. n° 33. — Le Sellyer, t. I. n° 263. — Larombière, t. V, p. 714.

2. Giboulot, D., 72. 2. 98. Conf. Mangin, *Act publique*, t. I, 123.

au fils par l'homicide de son père, qui lui était pécuniairement parlant, à charge, au père par la mort de son fils encore en bas âge, ne pouvons-nous pas dire avec eux que, en dehors de toutes circonstances particulières, le fils perd une direction, des conseils qui lui étaient utiles, et éprouve un trouble dans son existence, dans sa « relation sociale » ? Le père n'aura plus l'espoir légitime des services que l'enfant pourrait rendre à sa famille dans l'avenir, et de l'assistance qu'il en retirerait lui-même un jour. Mais la vérité est que le tort moral résultant de la douleur, du regret, des affections froissées, ont droit à la réparation. Quoiqu'il ne puisse recevoir une exacte évaluation par lui-même, l'intérêt de la partie lésée à obtenir une réparation n'en existe pas moins, dit Larombière. « Seulement les juges évaluent en pareil cas, le préjudice, en vue des autres « circonstances matérielles qui donnent une base « plus certaine et plus fixe à leur appréciation, telles « que la privation, pour la famille, de l'assistance « et de l'appui d'un père, d'un fils, d'une mère, d'une « épouse. » (Larombière, *Obligations*, t. V, p. 716.)

Dans ces dernières années, les déplacements se sont faits de plus en plus nombreux, et les accidents dus aux moyens de transport, aux automobiles, en particulier, se sont multipliés. Il serait fort à désirer que la jurisprudence se fixât de manière stable dans le sens de la réparation du préjudice moral, en at-

tendant que le législateur lui-même se prononçât sur la question, — car les espèces deviennent fréquentes, et, en ce qui concerne plus particulièrement le sport automobile, les demandes de dommages-intérêts, tant principales qu'émanant de la partie civile, affluent devant les tribunaux. Nous pouvons redire ici ce que nous disions à propos de la loi de 1898, en exprimant le vœu de voir les torts moraux atteignant l'individu faire l'objet d'une intervention législative en vue de leur réparation.

Il nous reste à examiner quelques décisions de jurisprudence intervenues dans ces dernières années.

Il a été jugé par le Tribunal correctionnel de la Seine, le 26 octobre 1905, que lorsqu'un conducteur d'automobile a, par imprudence, négligence ou inobservation des règlements, causé la mort d'une jeune fille de douze ans, le père de la victime, se portant partie civile et réclamant des dommages-intérêts, a droit à la réparation, non-seulement du préjudice matériel que la perte de son enfant a pu lui causer, mais encore du préjudice moral, l'article 1382 n'ayant établi aucune distinction entre ces deux sortes de dommages qu'il est même parfois difficile de différencier (1).

Dans une espèce concernant également un accident d'automobile, il s'agissait d'une dame Leroux

1. *Gaz. trib.*, 27 oct. 1905.

qui avait été tuée ; le défaut de prudence était imputable à la victime et au chauffeur ; sur appel interjeté par le propriétaire de l'automobile, qui objectait au mari le défaut d'intérêt tiré de la situation précaire des époux Leroux, la Cour de Bordeaux a répondu « qu'on ne saurait sérieusement objecter à « Leroux le défaut d'intérêt résultant de ce que la « victime de l'accident était dans la misère et ne « pouvait être par son travail d'aucune utilité à son « mari ; que les magistrats ont à apprécier le préjudice moral comme le dommage pécuniaire et qu'on « ne saurait prétendre à bon droit devant eux que la « perte d'une ménagère bonne et dévouée, mais incapable de travailler, ne porte à son mari aucun préjudice ; que la circonstance que ce malheureux « ménage était dans la misère est, au contraire, de « nature à rendre plus sensible et plus cruelle pour « le mari la perte de sa femme » (1).

A propos d'un accident causé par un automobiliste imprudent, un arrêt de la Cour de Grenoble du 18 novembre 1905 (2) constate « que les auteurs du « dommage ont tort de se croire libérés en payant « les frais que la mort de la victime a causés, sans « qu'il y ait à tenir compte du préjudice moral ; qu'il « serait d'ailleurs aussi injuste que contraire aux ter-

1. Cour de Bordeaux, 26 juin 1905, *Gaz. Pal.*, 13 nov. 1905.

2. D., 1905, 2. 479.

« mes très généraux de l'article 1382 de tenir aucun
« compte du préjudice moral éprouvé, à raison de son
« étendue et de la difficulté à lui accorder une réparation
« ration suffisante ; que cet obstacle à une réparation
« en rapport avec le préjudice enlève seulement
« cette réparation le caractère d'un supplément de
« peine qualifié d'amende civile, mais qu'il n'empêche
« néanmoins en aucune façon qu'une douleur
« réelle et très légitime ne concoure dans une limite
« fatalement réduite à l'évaluation de l'indemnité ;
« que le préjudice doit donc être envisagé, mais avec
« une modération qui rende inaccessible toute pensée
« sée de lucre ou de spéculation. »

Il est impossible, croyons-nous, de tracer d'une façon plus nette le rôle de la jurisprudence et son devoir d'appréciation en ce qui concerne le préjudice moral, et il est à désirer que les Tribunaux s'inspirent de cette décision dans l'examen des demandes qui leur sont soumises en vue de la réparation d'un dommage moral.

Le 26 mars dernier, la Cour d'appel de Douai a été appelée à se prononcer dans une demande en dommages-intérêts intentée par les parents d'une enfant de seize mois, écrasée par une voiture. En première instance les juges, tout en admettant le principe de la réparation du préjudice d'affection causé, s'étaient prononcés de manière contradictoire : ils prétendaient que pour déterminer avec précision

le chiffre de l'indemnité à allouer, en compensation du chagrin ressenti, il faudrait pouvoir rechercher quel degré d'affection le demandeur éprouvait pour la victime et que cette recherche n'était susceptible d'aucune exactitude, même approximative. Ils en concluaient cependant qu'afin de ne pas faire supporter dans tous les cas semblables les dépens aux demandeurs, il convenait d'accueillir théoriquement leur demande, mais de ne leur allouer qu'un chiffre de dommages-intérêts purement symbolique, assurant en outre la condamnation aux dépens du défendeur, « lequel, ayant commis un délit ou un quasi-délit, ne doit pas sortir du procès complètement « indemne. » Ils avaient donc accordé aux parents de la victime une somme de un franc. C'était l'application de la théorie anglaise des dommages-intérêts nominaux (*nominal damages*)(1) .

Appel fut interjeté de cette décision par le père de l'enfant, et la Cour de Douai a donné raison à l'appelant, en élevant à 100 francs, avec intérêts de droit, les dommages-intérêts alloués en première instance, non compris le montant des dépenses faites. La Cour a prétendu « qu'il est manifeste que l'appelant a été frappé dans ses affections les plus chères ; que de pareils malheurs et de semblables douleurs sont la source d'un préjudice moral dont

1. Tribunal civil de Valenciennes, 4 janvier 1906. *Gaz. Pal.* 5 avril 1906.

l'appréciation en argent n'est pas facile ; mais que cette réparation ne doit être toutefois que la juste compensation de la douleur. »

Plus récemment encore, un jugement du Tribunal de Nantes admettait le principe de réparation du préjudice moral causé à un fils par la mort tragique de sa mère qu'il n'avait jamais quittée. Il reconnaissait toutefois que l'estimation de ce préjudice était difficile et s'appuyait, pour calculer le quantum de l'indemnité, sur le préjudice matériel occasionné par les frais funéraires, les dépenses de deuil, le paiement anticipé des droits de mutation,

On peut constater qu'en somme, en raison de l'initiative très large qui est laissée aux Tribunaux par l'insuffisance des textes, le préjudice d'affection est réparé de manière assez efficace dans les différents cas que nous avons rencontrés. Certaines décisions, nous le verrons à la fin de cette étude de la jurisprudence, repoussent ce principe, mais la grande majorité l'admet et l'applique volontiers. Toutefois il y a encore un pas à faire dans cette voie, et il n'est pas impossible d'arriver à une compréhension plus large encore des sentiments moraux de l'individu et des atteintes à ces sentiments.

Jurisprudence belge.

Nous avons vu déjà quelques décisions des Tribunaux belges ; nous devons y revenir ici encore pour

faire ressortir le système dont ils se sont servis, en présence des mêmes textes que nous, pour arriver à réparer dans la plus large mesure, les atteintes au préjudice moral.

Les juges français, nous l'avons constaté, appréciaient en un bloc le préjudice matériel et le préjudice moral, puis accordent à la victime une somme forfaitaire quelconque. Les juges belges, eux, examinent séparément chacun des deux préjudices, puis accordent une indemnité pour l'un et l'autre de ces chefs. Par ce moyen, ils obtiennent, disent-ils, une réparation particulièrement adéquate au dommage subi. C'est ainsi qu'ils accorderont une rente viagère pour le préjudice matériel causé, et une somme fixe déterminée pour le préjudice moral (1).

Les Tribunaux belges ont statué dans des termes qui ne laissent aucun doute sur leur tendance à élargir le plus possible la sphère de la réparation du préjudice moral ; un arrêt de la Cour de cassation belge, du 3 mai 1861 (*Pasicrisie belge*, 1861, p. 397) s'exprimait déjà en ces termes : « Attendu que la
« formule générale des articles 1382 et 1383 embras-
« sant à la foi le dommage direct et le dommage
« indirect des fautes ou négligences, comprend en

1. Voir : arrêt Cour de Bruxelles, 28 nov. 1894. *Pasic. belge*, 1895. C. d'app., p. 285 ; — *id.*, 14 déc. 1893. *Pasic.*, 1894. C. d'app., p. 116.

« même temps l'action *Aquilia* et l'action *in factum*
« du droit romain (loi 7, § 6, et loi 9 princ. *Digeste*
« *ad legem Aquilianam*, liv. 9, tit. 2), prenant l'une
« et l'autre leur terme dans les hautes considérations
« d'équité qui ont ainsi inspiré les dispositions du
« Code en matière de délit; Attendu d'ailleurs que le
« Code civil n'ayant ni défini ni limité ce qu'il faut
« entendre par faute, négligence et imprudence, en
« matière de quasi-délit, s'en est référé à cet égard
« à l'appréciation des magistrats. » Depuis, nombreux
sont les arrêts rendus dans ce sens (1). C'est donc
l'initiative la plus large pour les juges et ainsi ils se
trouvent avoir entre les mains les pouvoirs néces-
saires pour appliquer cette théorie dans la plus grande
mesure; le juge, dit le commentateur des *Pandectes*
belges (2), agira en bon père de famille: La loi le lui
permet.

1. Arrêts belges consacrant notre théorie: Cass. belge, 17 mars 1881. (*Pasic. belge*, p. 163). — Anvers, 14 fév. 1852 (*Belgique judiciaire*, X (1852, p. 375). — Cass., 11 juill. 1895, (*Pas. belge*, 95. Cass., 247). — C. Bruxelles, 8 avr. 1896 (*Pas. belge*, 1896. Arr. C. d'Ap., p. 254). — C. Bruxelles, 10 mars 1896 (*Pas. Belge*, 1896. C. d'App. p. 260). — C. Liège, 20 juin 1894 (*Pas. belge*, 1895, C. app., p. 28). — C. Bruxelles, 26 nov. 94 (*Pas.*, 95. C. app., p. 285). — Bruxelles, 21 nov., 1900 (*Pand. pér.*, 1901, p. 1384). — Bruxelles, 13 janv. 1890 (S., 90 4. 23). — En sens contraire: C. Bruxelles, 14 déc. 1893 (*Pas. belge*, 1894. C. App., p. 126. — C. sup. de justice du Luxembourg (S., 97. 4. 24).

2. *Pand. belges*, v^o *Accident*, n^{os} 200 sq.

Les Tribunaux français se sont-ils montrés, malgré leur évidente bonne volonté, aussi respectueux du principe ? Nous ne pouvons malheureusement le reconnaître.

§ 3. Droits de Famille.

Nous rangerons sous cette rubrique, nous l'avons exposé déjà, les droits et les obligations dont le faisceau forme la synthèse légale des rapports familiaux. La famille au point de vue moral, nous l'avons examinée dans nos deux précédents paragraphes : c'est la famille au point de vue social qu'il nous faut maintenant étudier.

Les rapports réciproques des membres d'une même famille créent entre eux des devoirs et des droits corrélatifs. Si, comme nous l'avons dit plus haut, ces devoirs et ces droits s'exercent à l'occasion des diverses fonctions juridiques des individus dans la famille, minorité, tutelle, etc., la réparation du préjudice moral se rencontre surtout dans les rapports personnels, pour ainsi dire, entre les époux, plutôt que dans les autres fonctions qui mettent en présence des mineurs et des tuteurs, des enfants et des parents. Dans le premier cas, la question est tout entière, en général, placée sur le terrain des intérêts ; dans le second, c'est dans le droit de correction du père, dans l'exercice de sa puissance paternelle que se trouvent

les solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Citons cependant un arrêt de la Cour de cassation du 23 avril 1817, qui accorde des dommages-intérêts à un mineur contre son tuteur qui ne lui avait pas donné une éducation qui fût en rapport avec ses revenus. L'arrêt stipule que c'est bien le préjudice éprouvé par le défaut d'éducation que les dommages-intérêts ont pour but de réparer.

Quant aux rapports des époux entre eux, que ce soit au cours de la vie conjugale ou à la dissolution du mariage, nous y trouvons la source de nombreux préjudices réparés par la jurisprudence.

Les époux sont récemment mariés, et l'un des époux s'aperçoit qu'il a été trompé sur le véritable caractère de son conjoint, sa moralité, ses croyances religieuses, ses manifestations mentales et morales en un mot. La jurisprudence a admis dans ce cas, et en toute circonstance, l'époux abusé à fonder contre les beaux-parents une demande en dommages-intérêts sur le préjudice moral que lui cause une telle dissimulation. Nous trouverons sur ce point une jurisprudence nombreuse qui ne s'est pas démentie un seul instant ; cette unanimité est d'autant plus remarquable qu'elle s'appuie uniquement sur l'existence d'un préjudice moral, indépendant de tout préjudice matériel (1).

1. Voyez sur ce point : Boulogne, 26 août 1853 (D., 53. 3. 56. — S., 54. 2. 144). — Cass. 12 déc. 1854 (D., 55. 1. 54. — S., 55

Ouvrons maintenant le Code civil et lisons les articles qu'il consacre aux droits et aux devoirs respectifs des époux.

Art. 212. — « Les époux se doivent mutuellement
« fidélité, secours, assistance. »

La violation des deux dernières obligations déterminera un préjudice matériel ; ne nous en occupons donc pas. Le premier devoir de deux époux l'un envers l'autre est la fidélité ; de ce point de vue, tout subjectif, nous découvrons sur-le-champ toute l'étendue du préjudice moral causé par la violation de ce devoir.

L'adultère a fait l'objet de nombreuses décisions de jurisprudence que nous allons tenter d'analyser. D'une façon presque absolue, les Tribunaux ont, pendant longtemps, considéré que le mari, s'il pouvait, à l'extrême rigueur, obtenir des dommages-intérêts du complice de l'adultère, ne devait pas poursuivre, à peine de déchéance morale, la condamnation en dommages-intérêts contre sa femme. Un arrêt de la Cour de Caen du 16 mars 1843 (1) explique cette théorie en disant qu'au cas d'adultère, « il ne paraît
« pas être entré dans les intentions du législateur
« de muléter la femme par des réparations pécuniaires

1. 593). — Chaumont, 9 juin 1858 (S., 58. 2. 543). — Alger, 26 mai 1879 (D., 79. 2. 281. — S., 80. 2. 161).

1. *Recueil des Arrêts de Caen*, t. VII, p. 393

« res qui auraient l'inconvénient de faire passer la
« fortune d'un des époux entre les mains de l'autre
« en vertu d'un titre que ce dernier ne saurait se
« rappeler sans rougir. » Malgré cela, l'arrêt accorde
des dommages-intérêts contre le complice. Mais
d'autres Tribunaux sont allés jusqu'à refuser au mari
les dommages-intérêts même contre le complice pour
la raison qu'en fait d'honneur outragé, le dommage
moral échappe à toute appréciation pécuniaire (1).

La jurisprudence est cependant aujourd'hui fixée
en sens contraire, aussi bien en ce qui concerne l'é-
poux adultère que son complice, et nous ne pouvons
mieux faire, pour indiquer les motifs qui ont guidé
la jurisprudence, que de reproduire une note au
Sirey sous un arrêt de la Cour d'appel de Besançon,
du 10 juillet 1866 (S., 67. 2. 5) : « La femme est
« responsable de ses fautes envers le mari ; il peut
« donc y avoir lieu d'allouer une indemnité pécu-
« niaire pour réparer le préjudice moral subi. Vis-
« à-vis de la femme, comme à l'égard du complice,
« les Tribunaux qui sont appréciateurs des fautes
« respectives des époux sauront contenir ce principe
« dans de justes limites. Ce n'est pas parce que les
« époux ont, l'un envers l'autre, des obligations plus

1. Voyez notamment deux jugements du Tribunal de
Bruxelles du 13 et du 15 mars 1858 (*Belgique Judiciaire*,
1858, pp. 393 et 1540).

« étendues et plus rigoureuses qu'ils pourront échapper à la responsabilité qui incomberait à un tiers. Puisqu'ils doivent se secourir et s'assister, à plus forte raison doivent-ils s'indemniser des préjudices qu'ils se causent. Quant aux préjudices moraux, il répugne souvent d'admettre qu'ils puissent s'estimer et se convertir en argent. Mais si on admet en une hypothèse quelconque la réparation pécuniaire d'un préjudice moral, il n'y a pas de raison de ne pas l'admettre dans la nôtre, sauf aux juges à faire une application très discrète de ce principe. On craint de la part du mari des combinaisons immorales ; mais en refusant au mari qui demande la réparation, tout droit à une réparation du tort qu'il éprouve, ne craint-on pas de lui donner intérêt à commettre une immoralité bien plus grande, celle de vivre de son déshonneur ? »

La jurisprudence est donc bien établie en ce sens, et considère que « la femme est responsable de ses fautes envers son mari » ; qu'il s'agisse d'un adultère au cours du mariage ou après un jugement de séparation de corps, elle se montre aussi déterminée (1). Les décisions jurisprudentielles rendues

1 Voyez Besançon, 10 juillet 1866 (D., 66. 2. 136 ; S., 67. 2. 5). — Cour de Toulouse, 29 juin 1864 (D., 64. 3.46 ; S., 64. 2. 155).

contre les complices sont plus dures encore et allouent au mari outragé des sommes considérables (1) ; indépendamment de toute poursuite en adultère, un arrêt de la Cour d'Aix du 7 juin 1882 accorde au mari, dans ces conditions, une indemnité de 50.000 francs. L'adultère n'est, d'ailleurs, pas définitivement consommé que déjà s'ouvre l'action en dommages-intérêts (2).

Ne croyons pas que la femme seule se trouve exposée au cas de faute, aux rigueurs de son mari : les mêmes droits sont reconnus à la femme (3), victime de l'adultère de son époux.

Art. 213. — « Le mari doit protection à la femme ; la femme obéissance à son mari. »

Art. 214. — « La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider : le mari est obligé de la recevoir et de lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état. »

1. Dalloz, *Repert.* v^o *Adultère*, n^o 125.

2. Cour d'Aix, 7 juin 1882 (*Gaz. Pal.*, 83. 2. 432). — Cour de Besançon, 14 mars 1850 (S., 51. 2. 171 ; — D. 52. 2. 150). — Cour d'Amiens, 29 janvier 1891, confirmé en cassation par arrêt du 7 juin 1893 (*Gaz. Tribunaux*, 8 juin 1893). — Paris, 19 mai 1843 (*J. Palais.*, 43. 2. 101). — Cour de Caen, 9 avril 1853 (S., 54. 2. 30). — Cass., 5 février 1873 (S., 73. 1. 289). — Cass., 5 juin 1829 (S., 29. 1. 305.)

3. *Recueil des arrêts de Paris*, 1872, p. 356.

Si le mari refuse de recevoir sa femme au domicile conjugal, si la femme oppose à la demande du mari le refus d'habiter sous son toit, quel sera le recours de l'époux offensé ? Des droits, des devoirs aussi stricts de famille semblent rentrer au premier chef dans la catégorie des obligations morales reconnues par le Code. Il semble qu'une atteinte à l'un de ces droits, qu'un manquement à l'un de ces devoirs, engage pour l'auteur sa responsabilité dans les termes de l'article 1382 ; la jurisprudence, qui a ainsi reconnu le fondement de la responsabilité dans les atteintes aux droits de famille, accueillera, semble-t-il, de pareille façon, les manquements aux obligations reconnues par l'article 214 du Code civil. Il n'en est rien ; par une contradiction que rien ne justifie, la jurisprudence considère, nous allons le voir, qu'il s'agit là d'« une obligation de faire dont l'inexécution cause à l'époux créancier de cette obligation un préjudice moral qui, aux termes de l'article 1142, se résout en dommages-intérêts. »

Cet interprétation nous semble absolument erronée. La jurisprudence qui, dans la première partie du siècle dernier, déniait le principe de la réparation pécuniaire du préjudice moral, était certes, beaucoup plus logique en repoussant, de propos délibéré, la demande en dommages-intérêts basée sur l'inexécution, en cette matière, d'une obligation de faire. » On ne peut, disait en 1833 la Cour de Colmar, régler

« l'association des époux, essentiellement morale et
« intellectuelle, par les dispositions du livre III du
« Code civil sur les dommages-intérêts, qui sont
« dus, en général, pour la perte matérielle que fait
« un des contractants ou pour le gain matériel dont
« il a été privé, qui ne sont dus que pour ce qu'on a pu
« prévoir lors du contrat et qui est la suite immé-
« diate de son inexécution (1). Il suffit de lire de
« pareilles dispositions », ajoutait l'arrêt, « pour être
« convaincu qu'elles appartiennent à un ordre de
« choses bien différent, à des conventions ou négocia-
« tions stipulées librement par des parties égale-
« ment maîtresses de leurs droits, sans tutelle, ni
« dépendance l'une envers l'autre (2). »

L'arrêt de Colmar posait la question sur son véritable terrain : le Code civil, dans la partie où il établit les droits et les devoirs respectifs des individus considérés dans la famille, et les rapports entre eux des deux individus dont l'union créera cette famille, n'a certainement pas entendu faire, des dispositions qu'il édictait, la source d'obligations civiles assimilables à celles dont l'inexécution est sanctionnée par les articles 1142 et suivants : il s'agit avant tout d'obligations purement morales, manquant absolu-

1. Art. 1149 du Code civil.

2. Cour de Colmar, 10 juillet 1833 (S., 1834. 2. 128). — Voyez dans le même sens, Pau, 11 mars 1863 (S., 63.2.97).

ment de toute sanction pénale, et dont, seulement, le préjudice résultant de leur violation peut être réparé. Quoi qu'il en soit, la jurisprudence est aujourd'hui solidement établie, et nombre d'arrêts sanctionnent comme inexécution d'une obligation de faire le refus de la femme de réintégrer le domicile conjugal.

« Pour forcer la femme à revenir avec son mari », dit un arrêt de la Cour de cassation du 26 juin 1878 (1), « lorsque cette femme a quitté la maison « conjugale et refuse d'y rentrer, les juges sont libres de recourir, suivant l'occurrence, aux moyens « de contrainte qui leur paraissent les plus efficaces, « ou les mieux appropriés à la situation, et notamment à une condamnation à des dommages-intérêts. »

Le principe d'interprétation de la jurisprudence est mieux encore posé dans un jugement du Tribunal de Gray du 5 décembre 1890 (2) : « Attendu que « par son refus de réintégrer le domicile conjugal « et par sa persistance à détenir l'enfant issu de son « mariage avec le demandeur, la dame X... n'a pas « rempli une obligation de faire, et que toute inexé-

1. S., 79. 1. 176. — D., 79. 1. 80.

2. *La Loi* du 18 avril 1891. Voyez dans le même sens un arrêt de la Cour de Besançon, du 29 juill. 1890, (*La Loi*, même n°). Jurisprudence conforme : Nîmes, 20 fév. et 10 juin 1862 (S., 63.2.161). — T. C. Villefranche, 15 juin 1882. (*Monit. Judiciaire Lyon*, 16 août 1882.)

« cution de cette nature d'obligation rend son auteur
« passible de dommages-intérêts. »

Si le mariage vient à être dissous, nous avons vu, à propos de l'article 301 du Code civil, que l'on considère généralement la pension alimentaire prévue par cet article comme une application du principe général de responsabilité de l'article 1382. La jurisprudence est d'accord avec la doctrine sur ce point(1), et il n'est pas jusqu'au droit fiscal lui-même qui ne donne à cette pension le caractère d'une indemnité judiciaire (2).

Voilà pour l'époux innocent des causes du divorce. Le divorce atteindra encore d'autres victimes, plus innocentes encore, les enfants. La jurisprudence a aussi songé à réparer le préjudice qui leur est causé, et un arrêt de la Cour de Douai, du 11 mai 1887, rapporté dans le numéro du 5 juin 1887 de *La Loi*, leur accorde des dommages-intérêts en réparation de la perte d'affection maternelle et de l'abandon qui les atteint.

1. Cass., 24 nov. 1866 (S., 68. I. 443). — C. de Bordeaux, 11 mars 1892 (S., 92. 2. 276) — Cass., 3 janv. 1893 (S., 93. 1. 225.)

2. *Revue de l'Enregistrement*, 1899, p. 542.

CHAPITRE II

L'individu social.

Nous venons de voir l'individu évoluant dans un cercle restreint, dans la sphère familiale ; nous l'allons étudier maintenant dans ses rapports avec les autres hommes, non plus ses proches, mais des étrangers unis à lui seulement par les liens d'une même société.

L'homme, ici, est changé de milieu ; il évolue davantage, mais droit vers un but qui échappe à notre étude : la satisfaction et le bien-être économiques. Cependant, au cours de son chemin à travers la société, se manifestent des idées, des sentiments nés du contact permanent des individus, qui aboutissent à une série de concessions réciproques dans le domaine moral. Ici, c'est le respect de l'honneur et de la dignité d'autrui ; là, c'est le sentiment de la liberté pour soi et le souci de souffrir celle d'autrui.

Nous envisagerons l'homme dans la société privée, et dans la société publique, c'est-à-dire la nation.

Les rapports des individus entre eux s'étendent à mesure qu'ils évoluent dans une société plus nombreuse. Partis de la famille, nous arriverons à la nation.

SECTION I. — *La Société.*

Nous sommes ici dans le domaine privé des rapports entre les individus. Le clan familial s'est agrandi. Ce sont maintenant des étrangers en relations les uns avec les autres ; ces relations produisent nécessairement des conflits, qui, d'ordinaire, se règlent sur le terrain économique ; mais le préjudice s'étend parfois ; parfois il atteint les sentiments de l'homme qui se sont développés par les rapports sociaux. La considération est attaquée, la liberté individuelle est violée.

Hormis ces deux points spéciaux, que nous examinerons dans les deux premières sections, nous ferons une place, dans cette étude des rapports des hommes vivant en société, aux relations juridiques des individus au point de vue purement civil, au préjudice moral résultant de l'inexécution des promesses de mariage en particulier, où se manifeste plus spécialement l'existence d'un tort moral : cette étude fera l'objet d'un troisième paragraphe.

§ 1. — Honneur. Dignité. Considération.

Le terrain de la réparation des atteintes portées à l'honneur ou à la réputation de l'individu est certainement celui sur lequel la doctrine et la jurisprudence sont tombées le plus facilement d'accord. Au cours de notre étude, nous avons remarqué à plusieurs reprises avec quelle facilité les auteurs, qu'ils fussent modernes ou anciens, les tribunaux de l'ancien droit ou les législations modernes, acceptaient la notion du préjudice moral résultant d'une atteinte à la considération, et la nécessité de le réparer. Certains auteurs même, dont l'exclusivisme ne se démentait pas au sujet de la non-réparation du préjudice moral, allaient jusqu'à compter l'honneur et la considération au nombre des éléments du patrimoine matériel, où on ne peut cependant guère leur attribuer une place quelconque.

Si la grande généralité des auteurs et la jurisprudence ont cru devoir admettre aussi facilement l'existence du dommage moral en ces espèces particulières, cela tient, croyons-nous, à l'influence de ces facteurs dans le domaine économique. La jurisprudence, après la doctrine, a parlé souvent de « préjudice certain et immédiat », de « conséquence directe du fait dommageable » ; il semble bien que l'atteinte à la considération soit celle, dans le do-

maine moral, qui frapperait de la manière la plus certaine et la plus prompte le patrimoine économique de l'individu. Et parce que l'atteinte portée à un élément moral de cette valeur est déjà un moyen d'atteindre plus vite et plus sûrement les forces vives de l'être social, il est vraisemblable que l'on ait considéré que cette atteinte, d'abord était une sorte d'avant-coureur du préjudice matériel, ensuite méritait, de par ses conséquences particulièrement graves et tangibles, une sanction énergique et efficace.

Quoi qu'il en soit, et si nous pouvons regretter que les auteurs ne se soient pas attachés à rechercher d'un œil plus favorable les autres éléments du patrimoine moral que nous avons dégagés, nous devons constater qu'une opinion unanime, passée en force d'habitude constante, et réglementée par une loi fondamentale, la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, considère l'allocation d'une indemnité pécuniaire comme due à l'individu au cas de diffamation. L'étude des décisions concernant la diffamation nous entraînerait trop loin. Aussi bien, elle ne présenterait pas grand intérêt et ne servirait qu'à appuyer d'exemples les assertions que nous venons d'émettre. Il est plus opportun d'examiner à l'occasion d'espèces particulières qui se sont présentées, les décisions de la jurisprudence et la part par elle faite à l'élément moral dans l'appréciation du préjudice causé,

La considération de l'individu se manifeste de différentes façons. Tantôt elle affecte l'individu social lui-même, c'est-à-dire sans considération de son rang ou de sa profession ; tantôt elle l'affecte dans sa manière d'être spéciale qui, par sa situation, ou sa profession, lui assigne une place déterminée dans l'échelle sociale ; tantôt enfin, c'est la considération professionnelle, la plus susceptible souvent, qui est en jeu. Et chacune des atteintes portées à cette considération, sous quelque jour qu'elle se manifeste, donne lieu au profit de la victime, à une allocation pécuniaire à titre de dommages-intérêts pour le préjudice causé. Il faut reconnaître, au demeurant, que lorsqu'il s'agit d'une atteinte à la considération professionnelle, nous sommes sur la limite extrême du préjudice matériel, et l'allocation de dommages-intérêts, en même temps qu'elle sert à compenser la blessure d'amour-propre produite, tend à rétablir *in integrum* la situation professionnelle plus ou moins compromise par le fait dommageable.

Diverses espèces bien différentes peuvent nous donner une idée de l'atteinte portée à la considération de l'individu, en dehors de toute préoccupation professionnelle ou purement sociale. Un notaire a été condamné à des dommages-intérêts pour avoir reçu un testament authentique nul. Les héritiers légitimes du testateur ont été indemnisés « à raison

« du préjudice moral par eux souffert par le fait de
« l'exhéré⁶dation devenue publique (1). »

Le directeur du Casino Municipal de Nice refuse l'entrée du Casino à un Niçois ; celui-ci obtient des dommages-intérêts, « le seul fait d'être exclu du
« Casino de Nice, lieu de distraction et de réunion,
« emportant avec lui une sorte de suspicion du carac-
« tère le plus pénible (2). »

Un consommateur, au café, accusé à tort par le garçon de lui avoir remis une pièce fausse, et mené de ce chef chez le commissaire de police du quartier obtient pour le préjudice moral qui lui est causé de ce chef une somme de 400 francs à titre de dommages-intérêts (3).

Un desservant régulièrement nommé, se voit refuser par le maire les clefs du presbytère. Il obtient des dommages-intérêts « pour le préjudice moral que
« le maire lui a causé en se refusant, aux yeux de
« toute la population, à reconnaître son caractère de
« prêtre, alors qu'il était cependant le véritable mi-
« nistre d'un culte reconnu par l'État (4). »

Un éditeur d'un roman patriotique à Lyon ayant imprimé dans un prospectus que seul le *Lyon Répu-*

1. Cass. req., 3 avril 1900. *Gaz. du Pal.*, 1^{er} mai 1900.

2. C. d'App. d'Aix, 16 juillet 1894 (S., 95. 2. 207).

3. Seine, 22 février 1900 (*Gaz. des Trib.*, 12 juin 1900).

4. Just. de Paix de Toulouse, 11 mars 1895 (*La Loi* du 9 avril 1895).

blicain avait refusé de faire l'annonce du roman et que les Allemands lui en seraient reconnaissants, fut assigné en dommages-intérêts et condamné à 500 francs, « attendu que le *Lyon Républicain* ne justifiait d'aucun dommage matériel appréciable (diminution du nombre des abonnés, etc...) ; que l'article incriminé n'avait pu lui causer de dommage qu'au point de vue moral (1). »

L'atteinte portée à la considération d'une jeune fille par des imputations calomnieuses rejaillit sur la famille. Le père, dans ces conditions, a obtenu de ce chef des dommages-intérêts, « attendu qu'on ne peut méconnaître que l'estime et la considération qui s'attachent à la conduite honnête et irréprochable des père et mère et de leurs enfants ne soient un patrimoine commun de la famille, dont la conservation et la garde sont spécialement confiés par la morale et la loi à la surveillance et à la sollicitude paternelles (2). »

Un témoin, qu'un reproche injuste et mal fondé blesse dans sa considération a également une action en dommages-intérêts (3).

1. Voyez encore un jugement du Tribunal de la Seine du 18 janvier 1899 (*Le Droit* du 17 mars 1899. — La Loi du 10 avril 1899) sur l'abus d'un nom malgré le titulaire de ce nom.

2. Montpellier, 12 novembre 1855 (D. 56. 2. 141).

3. Dalloz, v^o *Responsabilité*, 157. V^o *Enquête*, n^o 544. V^o *Dénonciation calomnieuse*, n^o 124.

On peut voir par ces quelques exemples que les atteintes à la considération doivent présenter avant tout un caractère de publicité très accentué. C'est ce caractère qui donne au fait dommageable toute son importance ; c'est lui qui détermine l'appréciation du juge dans l'allocation des dommages-intérêts.

Le dommage moral causé est aussi en rapport avec la situation de celui qui l'a subi, dit la jurisprudence. Ce n'est pas violer le principe que tous les Français sont égaux devant la loi, a décidé la Cour de cassation, que de déclarer, en renvoyant un haut fonctionnaire des fins d'une plainte vexatoire portée contre lui et en lui adjugeant des dommages-intérêts « que le préjudice résultant d'une pareille plainte « reçoit des fonctions éminentes dont est revêtu « l'inculpé, une aggravation qui doit influencer sur la « quotité de ces dommages-intérêts (1). »

Les atteintes à l'honneur, sont, on le voit, réparées dans une large mesure par la jurisprudence ; toutefois, il n'est pas toujours admis qu'une réparation pécuniaire puisse équitablement être prononcée, et, en cette matière, la réparation morale, telle que la concédait l'ancien droit, est parfois considérée comme la seule ou la plus efficace possible.

La jurisprudence belge considère, dans cet ordre d'idées, que du principe que le dommage moral donne

1. Cass., 9 déc. 1830. Dalloz, v^o *Responsabilité*, N^o 236.

lieu à une réparation. il ne résulte pas que le juge doit nécessairement allouer une réparation pécuniaire, quand aucun dommage matériel n'est justifié. Il arrivera fréquemment, disent les *Pandectes Belges* (1), en matière d'attaques par la voie de la presse notamment, que le jugement lui-même, avec condamnation aux dépens de l'auteur de l'attaque, constituera une réparation suffisante, surtout si le Tribunal ordonne la publication, au frais du condamné, du jugement qui déclare diffamatoires les articles incriminés.

Dans la jurisprudence française, nous pouvons citer une série d'arrêts rendus par la Cour d'appel d'Amiens le 28 juin 1906, confirmant deux jugements du Tribunal correctionnel de Beauvais des 5 janvier et 23 mars 1906, contre plusieurs journaux au profit d'un candidat diffamé au cours des dernières élections, arrêts qui estiment que la réparation la plus efficace du dommage causé par l'atteinte portée à l'honneur et à la considération du candidat consiste dans la publicité immédiatement donnée, notamment sous la forme d'affiches, aux condamnations par défaut portées contre les diffamateurs, cette publicité constituant « une contradiction immédiate » et autorisée, qui permettait à l'opinion d'être immédiatement éclairée sur la valeur des accusations

1. V° *Domages-intérêts*, N° 306.

« portées contre le candidat .» La Cour d'appel d'Amiens réduisait en conséquence les dommages-intérêts alloués par le Tribunal correctionnel (1).

Citons en terminant le jugement original qui a été récemment rendu par le juge de paix de Puteaux (Seine) sur une demande de 500 francs de dommages-intérêts, formée par les époux X... contre une demoiselle Z..., pour cause d'imputations diffamatoires émises en public par cette demoiselle. Le juge de paix estimait qu'un dommage moral appelait logiquement une réparation morale, et rendit un jugement déclarant que les époux étaient bien fondés en leur demande, mais qu'il n'y avait lieu à la réparation pécuniaire de ce préjudice moral. Il ordonnait donc, à titre de réparation civile, l'impression et l'affichage du jugement aux frais de la demoiselle Z..., ajoutant qu'il pourrait être affiché dans les communes de Nanterre et de Puteaux en autant d'exemplaires et de lieux qu'il conviendrait aux demandeurs. Réparation purement morale : pour la justifier, le juge de paix s'exprimait en ces termes :

« Attendu qu'il est certain que l'attribution d'une somme d'argent, aussi forte que soit cette somme, ne saurait réparer un dommage moral, dans l'espèce une atteinte portée à l'honneur, et qu'en tout cas, une personne qui accepterait ce mode de réparation

1. *La Loi*, N° du 17 juillet 1906.

donnerait une piteuse opinion de la conception qu'elle a de l'honneur, et se déshonorerait ;

« Attendu que la loi n'autorise pas le juge à fixer l'emploi de la somme allouée à titre de dommages-intérêts, ce qui permettrait de frapper pécuniairement l'auteur du dommage tout en évitant le danger qu'il y a à ce que cette somme soit considérée par l'opinion publique comme étant l'équivalent exact d'une valeur morale.

« Attendu, en outre, qu'il nous serait vraiment impossible d'évaluer, même approximativement, l'indemnité pécuniaire due aux époux X... à titre de réparation du dommage moral qui leur a été causé par les imputations diffamatoires dont s'est rendue coupable la demoiselle Z... ; qu'il n'existe pas d'étalon des valeurs morales comme il en existe des valeurs pécuniaires et que, en existât-il, il serait encore impossible d'exprimer une de ces valeurs morales en son équivalent pécuniaire, puisqu'il n'y aurait pas d'étalon commun aux deux séries de valeurs ; que donc, même en ce cas, toute évaluation serait nécessairement arbitraire, et que l'idée d'arbitraire est inconciliable avec l'idée de justice ;

« Attendu que l'offense ayant été rendue publique, la réparation de cette offense doit être également publique, et que la publicité de cette audience ne saurait être considérée comme suffisante. »

Certes, voilà un jugement consciencieux, dont

l'équité du juge a dû être satisfaite. Le juge de paix a estimé qu'il n'était pas possible de réparer en argent une atteinte portée à l'honneur ; il n'a pas considéré la valeur compensatoire de l'argent, et dans un esprit que l'on ne saurait trop louer, a mis en garde l'offensé lui-même contre les appréciations sévères du public. Soit. Mais en revanche, du principe qu'il reconnaît juste et qu'en toute justice il doit appliquer, il se sert pour assurer aux victimes de l'offense la réparation qu'il juge de nature à satisfaire leur honneur attaqué.

Examinons maintenant les atteintes portées à la considération professionnelle. Il en est ici de même que pour les atteintes à la considération générale que nous venons d'étudier. Des exemples pris parmi la jurisprudence feront ressortir encore ici l'importance de l'élément moral dans le préjudice causé de ce chef.

Le Tribunal de la Seine, dans un jugement du 7 avril 1894 avait à examiner le préjudice moral découlant, pour un artiste dont une série de dessins devaient paraître dans un journal, de la suppression de certaines parties de l'œuvre par l'éditeur. Il accorda à l'auteur des dommages-intérêts pour cette suppression (1).

Le même tribunal a décidé que lorsque certaines

1. Muteau, *Responsabilité civile*, p. 615.

fautes d'imprimerie sont de nature à nuire à la considération professionnelle de l'auteur, celui-ci a droit à des dommages-intérêts pour le préjudice moral causé. Il s'agissait, en l'espèce, d'une édition dans laquelle l'éditeur faisait attribuer par l'auteur la tragédie du Cid à Racine (jugement du 23 août 1828).

Un membre d'un syndicat pour la vente d'eaux minérales s'était rendu coupable de fraude. Le syndicat s'est porté partie civile, et a obtenu des dommages-intérêts « attendu que toute tromperie sur la nature de la chose vendue, toute fraude, tout acte illicite, modifiant les conditions normales de la concurrence dans l'industrie des eaux minérales, cause un préjudice moral provenant de la déconsidération que de semblables pratiques jettent sur l'industrie(1). »

Les médecins et les pharmaciens sont d'ailleurs admis à invoquer l'atteinte causée à la considération professionnelle par l'exercice illégal de leur science. La question a été résolue dès 1833 pour les pharmaciens, sur les conclusions conformes de l'avocat général Dupuis. Après avoir démontré que chaque pharmacien était intéressé à l'exercice honorable de la profession, il constatait que l'action des membres de la Société pharmaceutique de Paris contre les débitants de remèdes secrets, non autorisés, poursuivait la réparation d'un préjudice tout moral, la con-

1. C. app. Bourges, 1^{er} août 1894. D. 98. 2. 129.

servation de l'honneur et de l'exercice consciencieux de la profession. « L'erreur capitale, ajoutait-il, c'est de croire qu'il n'y a qu'un préjudice matériel et d'argent qui puisse donner lieu à une action en dommages-intérêts » (1). En ce qui concerne les médecins, deux arrêts notamment ont résolu la question dans le même esprit que pour les pharmaciens. Un arrêt de la Cour de Lyon, du 27 août 1860 (2), a admis les médecins, dans une telle poursuite, à n'invoquer que l'intérêt moral, suffisamment justifié. Un autre arrêt de la Cour d'Amiens, du 16 janvier 1863 a décidé que « l'action en dommages-intérêts intentée par les « hommes de l'art contre les empiriques est justifiée « par la déconsidération que des pratiques et de pré- « tendues guérisons jettent sur le corps médical par « les comparaisons blessantes et injustes qui en résultent (3). »

Et la jurisprudence considère tellement le préjudice moral causé comme frappant les médecins eu égard à leur considération professionnelle, qu'elle les admet à se porter parties civiles contre un individu poursuivi pour exercice illégal de la médecine, alors même qu'ils n'habiteraient pas la commune où

1. S. 33. 1. 458. — Voyez dans le même sens : Lyon, 8 mars 1888 (D. 89. 2. 297). — Grenoble, 7 juillet 1892 (D. 92. 2. 582).

2. *Recueil des arrêts de Lyon*, 1860, page 360.

3. S. 63. 2. 115. — D. 63. 5. 30.

a eu lieu le délit, et que les médecins habitant cette commune ne se plaindraient pas (1).

Enfin, en matière théâtrale, nous retrouvons encore l'atteinte à la considération comme source d'un préjudice moral exigeant réparation. Par exemple « le directeur qui ferait soutenir par la claque ses « autres acteurs pourrait être, selon les circonstances, « condamné à des dommages-intérêts envers l'artiste « qu'il aurait recommandé à l'entrepreneur de suc- « cès de ne pas applaudir (2). »

Un artiste expulsé violemment en présence du public par son directeur obtient des dommages-intérêts pour cette atteinte à sa considération professionnelle (3).

Enfin, un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 25 mars 1850 (4) a statué sur une espèce que les motifs des jugements exposeront de manière suffisante : « Attendu que Ronconi dûment prévenu « de l'impossibilité où se trouvait Morelli de chan- « ter ce jour-là n'en a pas moins fait ouvrir les por- « tes du théâtres et n'a prévenu le public de l'indis- « position de Morelli que trois quarts d'heure après « l'heure ordinaire du lever du rideau. Qu'en agis-

1. Cour de Paris, 17 mars 1864. *Bull. des arrêts de Paris*, 1864, p. 650.

2. *Pandectes franç.*, v^o Acteurs, n^o 466.

3. Seine, 11 déc. 1885. *Pand. franç.*, 86. 2. 49.

4. *Le Droit* du 26 mars 1850.

« sant ainsi, non seulement Ronconi a nui d'une
« manière générale aux intérêts de Morelli, mais
« encore a porté atteinte à sa considération, en lui
« attribuant une inconvenance, vis-à-vis du public,
« dont il n'était nullement coupable ; qu'il y a là une
« atteinte au caractère de Morelli. » Le directeur
(Ronconi) fut de ce chef condamné à 2.000 francs de
dommages-intérêts envers Morelli.

Nous avons ainsi terminé l'exposé des décisions
concernant la considération. Un autre point est à
examiner dans les rapports des hommes entre eux,
c'est le sentiment du respect réciproque de la liberté
individuelle, et la réparation des atteintes portées à
ce sentiment.

§ 2. — Liberté individuelle.

Nous avons vu, en étudiant les fondements légaux
de la réparation du préjudice moral, que les arti-
cles 114 et 117 du Code pénal prévoyaient l'arresta-
tion arbitraire et les actes vexatoires pour la liberté
individuelle ou les droits civiques des citoyens. La
liberté individuelle, de même que toutes les autres
libertés, bases naturelles et nécessaires du civisme
de l'individu, manquent, au point de vue légal, de la
protection qui devrait leur être assurée. Toutefois la
jurisprudence s'est efforcée de suppléer à l'insuffi-

sance de la loi en appliquant, ici encore, les principes de l'article 1382.

Ainsi, la Cour de Nancy avait à se prononcer sur une demande en dommages-intérêts formée par un individu contre un agent de police qui, faute de se conformer aux énonciations du mandat d'amener, l'avait arrêté le prenant pour un autre. Le préjudice moral était bien établi; l'homme, pour se rendre chez le juge d'instruction où la méprise fut reconnue, dut traverser la ville entre deux gendarmes, précédé d'un huissier. La Cour de Nancy accorda les dommages-intérêts (1).

La jurisprudence est allée plus loin. Un individu, nommé Gaillardon, fut arrêté injustement et incarcéré sur l'ordre du préfet de Marseille; de désespoir il se suicida. Sa veuve obtint des dommages-intérêts, non seulement pour le préjudice d'affection que lui causait la mort de son mari, mais encore pour « l'émotion naturellement produite par l'emprisonnement de son mari, les alarmes naissant de la prolongation de cette incarcération, les angoisses qu'elle éprouvait à raison des souffrances que cette situation imposait à un être qui lui tenait de si près (2). »

1. Nancy, 12 mai 1846 (D. 46. 2. 121).

2. Marseille, 19 déc. 1874. D. 76. 1. 289. Sur la lacération des affiches apposées par autrui, voy. Cass. req., 19 mars 1900 (S., 1904. 1. 511).

§ 3. — Inexécution des contrats.

En dehors des sanctions civiles établies par la loi pour assurer l'exécution des contrats dans le cas où l'inexécution causerait pour le créancier d'une obligation un dommage économique, il se trouve aussi parfois que le débiteur d'une obligation qui ne l'exécute pas cause au créancier un préjudice moral dont nous ne pouvons pas ne pas tenir compte. Nous allons donc, avant de quitter l'étude du préjudice moral atteignant l'homme vivant en société, rechercher les éléments de ce préjudice dans le commerce journalier des individus entre eux.

Le principal point sur lequel nous devons nous arrêter le plus longuement est le point relatif à l'inexécution d'une promesse de mariage. Aussi bien, en dehors des obligations de famille, que nous avons rencontré à propos de l'homme privé, c'est le cas qui se rapproche le plus des rapports de famille puisque déjà c'est la formation d'une famille qui est en jeu. C'est, pour ainsi dire, la base morale de la future famille, c'est sur l'exécution de la promesse réciproque de mariage qu'elle se créera un peu plus tard. Cette situation spéciale diffère donc des contrats ordinaires, dont la plupart ont avant tout un intérêt économique, et dont par exception, il faut

bien le dire, l'inexécution peut entraîner un dommage moral pour le créancier de l'obligation.

Toutefois, avant d'aborder l'étude de ce point spécial, nous examinerons rapidement quelques espèces dans lesquelles les éléments d'un préjudice moral sont aisément reconnaissables.

Nous avons vu plus haut, à l'occasion des atteintes au sentiment de piété envers les morts, le préjudice moral causé par le retrait d'une concession de sépulture. Nous n'y reviendrons donc pas. Mais nous signalerons l'intéressant procès qui eut lieu en 1864-1865, entre Rosa Bonheur et un M. Pourchet, à l'occasion d'un tableau que l'excellente artiste devait lui livrer. La Cour de Paris admit pour Pourchet l'existence d'un préjudice moral et lui alloua des dommages-intérêts « considérant que la non-exécution par « le débiteur d'une obligation de faire se résout en « dommages-intérêts ; en ce qui touche lesdits dommages-intérêts, considérant qu'en dehors du préjudice moral que subit Pourchet par la privation du « tableau que depuis 1860 Rosa Bonheur s'était engagée à lui livrer, la non-exécution de sa convention lui cause... etc. (1). »

La même solution a été consacrée par la Cour de Paris dans une affaire à peu près analogue. Lord Eden avait commandé le portrait de Lady Eden au pein-

1. Cour de Paris, 4 juillet 1865 (S. 65. 2. 233).

tre Whistler, et lui avait payé une somme considérable. Le portrait terminé Whistler refusa de le livrer, et offrit restitution du prix. Lord Eden prétendit qu'un contrat de vente était intervenu qui l'avait rendu propriétaire du tableau, et il en exigea la livraison. Cette prétention fut admise par le Tribunal de la Seine, mais la Cour d'appel cassa le jugement et décida que l'engagement pris par un artiste d'exécuter un portrait constitue une obligation de faire et non une vente. Mais considérant que, de la privation subie par Lord Eden, il était résulté pour lui un préjudice moral, la Cour condamna le peintre Whistler, outre la restitution du prix, à 1.000 francs de dommages-intérêts (1).

Nous citerons encore le cas d'un directeur de théâtre qui, par ses propres inspirations, par sa seule volonté, avait retiré son rôle à un artiste. Or, par cela seul qu'un directeur confie un rôle à un artiste il s'engage à ne pas le retirer si l'artiste le joue convenablement. Le directeur fut donc condamné à des dommages-intérêts pour le préjudice moral résultant de la violation de ce quasi-contrat (2).]

Arrivons maintenant au cas de rupture d'une promesse de mariage. Le caractère de ce dommage est tellement voisin du caractère du dommage causé par

1. Cour de Paris, 2 déc. 1897 (D. 98. 2. 465).

2. Cour de Paris, 10 janv. 1863 (*Pand. franç.*, v^o Acteurs, n^{os} 387-388).

la violation d'une obligation de famille, que de très bonne heure la jurisprudence a délibérément admis pour la responsabilité de ce dommage les principes de l'article 1382. C'est pour la première fois en 1838, qu'un arrêt de la Cour de cassation décida que « l'ac-
« tion en dommages-intérêts ne prend pas sa source
« dans la validité de la promesse de mariage, mais
« dans le fait du préjudice causé, et dans l'obligation
« imposée par la loi à celui qui en est l'auteur, de
« le réparer (1). » Jusqu'à cette époque, c'était l'article 1142 qui était applicable, et c'est sur ses bases que l'on considérait la promesse de mariage comme un véritable contrat. Les auteurs et la jurisprudence (2) s'accordaient pour reconnaître ce caractère aux fiançailles, pseudo-contrat assez peu en rapport avec la liberté du consentement imposé par l'article 180 du Code civil aux époux lors du mariage. Depuis lors et sous l'influence de cet arrêt de Cassation, c'est l'opinion contraire qui a prévalu et qui

1. Cass., 30 mai 1838. Voy. dans le même sens, C. de Bourges, 7 nov. 1900 (*Gaz. des Trib.*, 29 nov. 1900). — Sur la jurisprudence en matière de rupture de promesse de mariage, voy. Jean Bosc, *Les éléments constitutifs du délit civil*, Thèse Montpellier, 1901, p. 22 sq.

2. Doctrine : Merlin, *Répertoire*, v^o *Fiançailles*. — Toul-
lier, *Droit civil*, t. VI, p. 307, sq. — *Jurisprudence* : C.
Trèves, 5 fév. 1808. Dalloz, *Rép.*, v^o *Mariage*, p. 179. — C.
Colmar, 28 janv. 1812. — C. Toulouse, 16 fév. 1813. — Dal-
loz, *id.* p. 178. — C. Colmar, 23 janv. 1833. Dalloz, *id.* p. 182.

est définitivement établie maintenant. Il était difficile de concevoir, au point de vue du droit civil, qu'une promesse antérieure au mariage tel qu'il apparaissait, — contrat purement civil, et non plus religieux, — fût possible avant la conclusion légale de ce contrat. Mais le fait subsistait. Ce que la jurisprudence avait reconnu avant comme créant un préjudice moral ne disparaissait pas avec la nouvelle orientation des esprits. Ce que le Code civil ne reconnaissait pas, ce que la jurisprudence refusait désormais d'admettre comme contrat, elle le maintint comme source de délit civil.

Et c'est ainsi que nous en sommes arrivés à une conception très nette, appuyée sur l'article 1382 qui n'envisage plus dans la rupture de promesse de mariage qu'une source de préjudice pour l'époux qui en est la victime.

Nous rencontrons dans presque tous les arrêts la préoccupation d'établir l'existence d'un préjudice matériel à côté du préjudice moral ; certains même considèrent que des dommages-intérêts alloués sans qu'il soit justifié de préjudice matériel constitueraient un « *pretium stupri* » et doivent être impitoyablement refusés (1) ; ils n'admettent, seulement, que le

1. Voyez Riom, 11 août 1846 (D. 46. 2. 179). — Cass., 24 mars 1845 (D. 45. 1. 177). — Toulouse, 13 mai 1842 (D., 43. 2. 31).

préjudice qui serait « la conséquence nécessaire du tort fait à la réputation, et notamment de la grossesse et de l'accouchement de la fille délaissée, telle que l'impossibilité de se procurer un établissement ou d'exercer un état à l'aide duquel on aurait pu pourvoir à ses besoins (1). » On sent dans ces arrêts le souci qu'avait encore la jurisprudence, vers le milieu du siècle dernier, de ne pas tomber dans l'exagération en allouant des sommes d'argent pour la réparation d'un préjudice qui n'était pas pécuniairement estimable ; les juges s'avançaient sur ce terrain avec une excessive prudence, et restaient trop souvent en deçà de la limite à laquelle aurait dû atteindre leur équité en matière de réparation du préjudice moral. Plus récemment, on est allé plus loin dans cette voie, mais il reste encore fort à faire, car la jurisprudence ne peut se résoudre, en matière de séduction, à admettre la réparation du préjudice moral causé, quand cette séduction n'a pas été la résultante d'une promesse de mariage bien déterminée (2). Il est vrai qu'en somme le résultat pratique se trouve le même, car les atteintes à l'honneur et à

1. Caen, 6 juin 1850 (D., 55. 2. 178). — En ce sens : Caen, 24 avril 1850 (D., 55. 2. 177). — Nîmes, 2 janv. 1855 (D., 55. 2. 161).

2. Voyez Cour de Rouen, 12 avril 1906. *Gaz. Pal.*, du 20 juillet 1906. — Toulouse, 21 mars 1888 (*La Loi* du 8 mai 1888). — Cass., 17 mai 1870 (S., 70. 1. 364).

la réputation sont réparées par la jurisprudence généralement dans une assez large mesure, et les conséquences désastreuses, au point de vue matériel, d'une rupture de promesse de mariage, au cas de séduction, sont si fréquentes que la réparation du préjudice se trouve assez bien assurée. Mais ce n'est cependant pas tout : le juge ne se montre pas assez soucieux du préjudice moral proprement dit. « La
« réparation ne saurait s'étendre, dit un arrêt de la
« Cour de Caen du 6 juin 1850, à ce préjudice moral
« qui consiste dans les blessures faites à l'amour-
« propre ou au cœur du futur délaissé, dans les at-
« teintes portées à son bonheur intime, et autres pré-
« judices de ce genre... ». Ce sont justement les préjudices de ce genre que nous regrettons de ne pas voir pris en considération.

Nous trouvons dans le *Recueil de Des Essarts* (1) le cas d'une jeune protestante, la Bégout, ayant épousé un protestant, Bermond, selon le rite protestant, ce qui rendait le mariage illégitime, se défendant contre la demande formée par Bermond en nullité du mariage. Elle demandait, soit la régularisation du mariage, soit une somme de douze cents livres à titre de dommages-intérêts. L'avocat de la demanderesse soutint en ces termes la prétention de sa cliente : « Un homme et une femme qui se pro-

1. Des Essarts, t. VII, p. 415.

« mettent formellement de vivre dans l'union du
« mariage forment un contrat légitime en lui-même.
« Si Bermond ne veut exécuter ce contrat, quoique
« légitime en lui-même, il doit rendre à la Bégout
« l'équivalent des avantages qu'elle en aurait retirés.
« Or, je demande quel est cet équivalent. Les avan-
« tages du contrat que cette femme avait formé
« étaient : un époux, un protecteur, un état, un
« asile pour sa vie entière, des plaisirs avec inno-
« cence, l'intégrité de son honneur, en un mot l'u-
« nion la plus douce et la plus durable. »

« Quel est l'équivalent de tous ces biens qu'on lui
« ravit ? Sont-ce les 300 livres qui lui sont offer-
« tes ? Sont-ce les 1200 livres qu'elle demande ? Si
« on laisse à l'injustice apprécier l'honneur et le
« repos, c'est à peine si elle offre un peu d'argent
« pour tout cela. Louons la modération de la Bégout
« ou plutôt plaignons sa timidité qui a mis à si bas
« prix des biens inestimables. »

Le Parlement de Grenoble rendit le 25 février 1777 un arrêt dans les termes de la demande de la Bégout. Les éléments constitutifs du préjudice moral ont-ils donc changé aujourd'hui, que la jurisprudence ne puisse les apprécier comme le fit le Parlement ?

SECTION II. — *La Nation.*

Les droits des citoyens sont fondés sur une tolérance mutuelle et des concessions réciproques. Votre respect des libertés d'autrui est le corollaire et la condition nécessaire du respect par autrui de vos libertés. Les atteintes aux libertés du citoyen, libertés qu'il tient de l'État, sont protégées par l'État. Il arrive cependant que des entraves y sont apportées par les particuliers ; ces entraves qui atteignent la vie publique des citoyens, causent dans certains cas un préjudice moral qui, en dehors de toute suite pénale, exige une réparation. Nous allons examiner rapidement quelques espèces dans lesquelles le préjudice moral a été réparé par la jurisprudence.

§ 1. — Liberté de croyances.

En 1872, un israélite algérien, ayant épousé selon le rite hébraïque une jeune israélite, lui avait promis de régulariser l'union par un mariage civil dès qu'elle aurait atteint l'âge de 15 ans ; cette échéance arrivée, il renvoya son épouse sans motifs, refusant même de la répudier. La jeune algérienne attaqua en dommages-intérêts son séducteur qui dut lui payer des dommages-intérêts, le Tribunal ayant estimé que

« la loi doit réprimer les entreprises dirigées contre
« les intérêts moraux et religieux des citoyens plus
« encore que les attaques contre les intérêts maté-
« riels. » Le Tribunal ajoutait que si le mariage reli-
gieux était inhabile à créer un lien conjugal, et s'il
n'avait pas la valeur légale d'un contrat, il était du
moins un fait qui pouvait, dans certains cas, deve-
nir la source d'un préjudice et d'un quasi-délit pas-
sible de dommages-intérêts ; que le mépris d'un tel
engagement était au plus haut degré dommageable
et frauduleux envers la victime de cette atteinte,
« privée de la liberté du mariage et froissée dans sa
« liberté de conscience (1). »

En 1895, un journaliste de Lyon fit révoquer l'or-
ganiste de la cathédrale, à la suite d'une campagne
de presse où il soutenait que cet organiste était franc-
maçon. Celui-ci obtint du Tribunal, puis de la Cour
de Lyon, 3.000 francs de dommages-intérêts en rai-
son de « l'atteinte portée au libre exercice d'une
profession », et « en représentation du préjudice
« moral et de l'atteinte portée au droit de professer
« une croyance et de la propager. »

§ 2 — Libertés politiques.

Les atteintes à la liberté d'opinion sont de celles
qui, se manifestant sous une forme subjective, sont le

1. Cass., 28 fév. 1876, sous Alger, 29 juillet 1872 (S., 77.
1. 27).

plus de nature à éluder la protection établie par l'État et à échapper à ses sanctions. Le préjudice est commis, et la victime ne peut que s'adresser aux Tribunaux.

Ici, nous sommes dans la nation, c'est-à-dire dans un groupement dont tous les membres sont participants du pouvoir et de l'autorité sociale, mais aussi subissent en une certaine mesure et pour leur part respective les atteintes portées à la liberté de chacun d'eux. C'est par ce raisonnement que l'on peut s'expliquer un arrêt de la Cour de Montpellier du 10 novembre 1894 qui accorda 200 francs de dommages-intérêts à un électeur, en raison de ce que les membres d'un bureau électoral avaient ajouté frauduleusement des bulletins dans l'urne. Cet électeur se plaignit, forma une demande en dommages-intérêts ; le préjudice causé à l'entité, il le subissait comme élément de cette entité : il eut gain de cause. La Cour de Montpellier estima « que toute atteinte à la sincérité d'un vote et à la dignité du suffrage universel est de nature à léser tout électeur et à justifier de sa part une action en dommages-intérêts (1). »

C'est porter préjudice à un citoyen que de l'entraîner dans l'exercice régulier d'un droit qui lui est

1. C. Montpellier, 10 nov. 1894 (S., 96. 2. 20) (Note de Villey). — En ce sens, Cass., 16 mars 1878 (S., 78.1. 433). — *Contra*, Montpellier, 21 nov. 1877 (S., 77.2.327).

garanti par la loi, dit M. Labbé dans son commentaire d'un arrêt de la Cour d'Amiens, du 16 août 1878 (1). Cet arrêt condamnait à des dommages-intérêts envers un candidat un maire qui avait fait lacérer ses affiches par le garde champêtre. Le candidat avait obtenu la majorité dans le pays même où les affiches avaient été arrachées. Il avait même été élu. Donc pas de préjudice matériel ; un préjudice moral, à la vérité bien établi : « Comment analyser ce tort, « disait M. Labbé : un droit a été violé en ma per-
« sonne. Un retranchement sur ma liberté est, sous
« ce rapport, analogue à un retranchement sur mon
« domaine. J'ai éprouvé une contrariété pour le
« passé, une inquiétude pour l'avenir, un froissement
« sous l'injustice qui est un mal. La loi, qui interdit
« toute vengeance ou querelle par voie de fait, qui
« m'arrêterait si j'allais par représailles lacérer les
« affiches de mon concurrent, me doit assurer une
« réparation, indemnité pécuniaire puisqu'elle ne
« peut pas m'en donner une autre...

« Évaluer la blessure faite à l'homme par une dif-
« famation, à la sensibilité par un outrage, est-ce
« plus facile ? Non. L'arbitraire du juge est inévitable,
« mais le refus d'indemnité serait une injustice. Le
« juge est maître du chiffre, mais il nous semble que
« s'il n'est pas en état d'affirmer l'absence du préju-

1. S., 79. 2. 193.

« dice, il ne doit pas aboutir à l'absence d'une indemnité quelconque. »

Les atteintes à la liberté d'opinion se manifestent encore au cas d'inscription de noms de citoyens sur une liste de candidats sans l'autorisation de ces citoyens. Un arrêt de la Cour de Nancy estime qu'en pareille matière les candidats doivent avoir une liberté absolue d'où dérive un droit que nul ne peut avoir le pouvoir de leur enlever (1). « Ce sont des « sentiments et des résolutions du domaine de la « conscience où la volonté de chacun doit demeurer « souveraine », dit la Cour de Rouen (2) ; rapprocher certains noms sur une même liste est faire violence à des convenances de discipline électorale, ajoute le Tribunal de Chinon (3). Tous accordent les dommages-intérêts.

Enfin, il n'est pas jusqu'au fait de protester d'une manière abusive contre l'inscription d'un citoyen sur une liste électorale ou contre son élection qui ne puisse donner lieu à des dommages-intérêts (4).

1. C. de Nancy du 8 mars 1893 (Dall. 93.2.278), confirmé par arrêt de Cassation du 24 mars 1896 (Dall., 96.1.321).

2. C. de Rouen, 27 décembre 1878 (S., 79.2.151).

3. Chinon, 21 juin 1892 (Dall., 93.2.15).

4. Cass., 30 janvier 1882 C. Bordeaux, 16 avril 1886 (Muteau, *Re sponsabilité civile*, p. 568).

CHAPITRE III

Décisions qui repoussent notre principe.

Nous avons parcouru le cycle des décisions de jurisprudence qui, dans les diverses manifestations de l'individu, admettent le préjudice moral et en tentent la réparation par les moyens qui sont en leur pouvoir. Certaines décisions, toutefois, ont repoussé de parti pris la réparation du préjudice moral, et nous allons voir, en les examinant, que c'est, en général, pour la même raison que celle que nous avons déjà rencontrée en étudiant la doctrine : la difficulté d'évaluer en argent le préjudice moral. Dans les autres cas, les Tribunaux trouvent à côté du préjudice moral un dommage économique certain ; ils s'attachent à en représenter l'exacte valeur par l'allocation d'une somme d'argent qu'ils jugent représenter intégralement le tort subi. Si ce dommage économique n'existe pas, ils repoussent le principe de toute indemnité.

C'est d'abord le cas d'une femme vivant de la cha-

rité publique, qui, en 1818, meurt en prison à la suite d'une arrestation arbitraire et illégale. Le fils forme une demande en dommages-intérêts, et la Cour d'assises de Metz, le 17 février 1819, refuse de faire droit à cette demande en prétendant qu'en raison de la situation précaire de sa mère, la perte morale éprouvée par le fils ne pouvait, ni en fait, ni en droit, justifier une réparation. La jurisprudence se formait à ce moment ; des décisions semblables ne se reproduisirent pas durant un certain nombre d'années, quoique la doctrine vint se ranger à l'opinion de l'arrêt de 1819 (1). Il faut aller jusqu'en 1872 pour rencontrer un arrêt de la Cour de Chambéry qui reprend la thèse soutenue en 1819 par la Cour de Metz. Il s'agit alors d'un mari trompé qui poursuit contre sa femme et son complice une demande en dommages-intérêts. La Cour estime que « le principal dommage résultant de l'adultère et de la séparation de corps qui en résulte consiste dans des douleurs morales qui ne sont susceptibles d'aucune réparation pécuniaire » (2).

Puis, en 1892, en deux arrêts successifs, la Cour de Douai semble décidée à suivre cet exemple (3).

1. En ce sens (Haus, t. I, n°1373. — Trébutien, tome II, p. 29. — Garraud, p 452. — Villey, p. 196. — Conf. note Giboulot sous Aix 14 juin 1870. D. 72.2.97.

2. C. Chambéry, 4 mai 1872 (S., 73.2.217. — D., 72. 2. 97.

3. C. Douai, 6 juill. 1892 (S., 94. 2. 21) 28 déc. 1892 (S., 94.2. 22).

Elle soutient la même théorie en 1899, en termes assez peu clairs, d'ailleurs.

La Cour de Rouen, par contre, se montre plus résolue à repousser le principe de réparation du préjudice moral : statuant en matière de préjudice d'affection, elle estime qu'aucune indemnité pécuniaire ne saurait atténuer le préjudice moral résultant de la douleur (1).

Que nous voilà loin du système suivant lequel l'argent peut compenser, en provoquant des sensations et des impressions agréables, la douleur résultant du préjudice d'affection !

Nous nous en éloignons davantage encore en 1895, où le juge de paix d'Oran, ayant à statuer sur les dommages-intérêts que réclamaient, à leur propriétaire, les parents d'un enfant mort de dyphtérie, à raison de l'insuffisance d'une désinfection antérieure, refuse de faire droit à la demande des parents, fondée sur le préjudice moral, prétendant « qu'aucune « indemnité pécuniaire ne peut compenser la perte « d'un enfant (2). »

Tout récemment encore, depuis cinq ou six ans, quelques décisions, trop nombreuses à la vérité, sont venues restreindre encore la réparation du

1. C. Rouen, 14 février 1894 (S., 97. 2. 25.)

2. Tribunal de paix d'Oran, 4 fév. 1895. *La Loi* des 17 et 18 février 1895.

dommage causé dans les limites strictes du préjudice matériel.

Le 5 novembre 1900, le Tribunal de Commerce de la Seine (1) rend un jugement ainsi conçu : « At-
« tendu que le préjudice moral, quelque respectable
« qu'il puisse être, ne suffit pas pour servir de base
« à une action pécuniaire en dommages-intérêts.
« En conséquence, la veuve et le fils d'un voyageur
« tué dans un accident de chemin de fer sont mal
« fondés à réclamer des dommages-intérêts pour le
« préjudice causé par la mort de leur mari et père,
« lorsque les circonstances de la cause démontrent
« que le *de cujus* ne leur fournissait aucune assis-
« tance et n'était même pas en état de le faire ».

Un arrêt de la Cour d'Appel de Besançon du 27 décembre 1901 (2) recherche, lui aussi, un préjudice matériel, même très éventuel, pour en faire la base d'une indemnité, comme le droit à l'aide et à l'assistance, derrière lequel se cache un intérêt économique évident. Le Tribunal de Limoges, continuant à soutenir la même théorie, décide que des dommages-intérêts ne peuvent être alloués que lorsque le préjudice souffert peut être apprécié en argent ; que dans le cas actuel (enfant écrasé par un tramway) il serait impossible de trouver une mesure pour fixer une

1. *Le Droit*, 4 janvier 1901.

2. D. 1903. 2. 155.

indemnité quelconque, et que toute évaluation qui pourrait être faite serait purement arbitraire (1).

Les fils d'une personne, morte des suites d'un accident, qui avaient de quoi vivre, se sont vus débouter également, par le Tribunal de la Seine, le 23 novembre 1904, de leur demande en dommages-intérêts (2).

De même, le 16 août 1905, le Tribunal de commerce de la Seine (3) décidait : « Ne peut être accueillie la
« demande de dommages-intérêts à la suite d'un
« accident, dès lors, d'une part, que le demandeur ne
« reçoit ni secours ni assistance des victimes, aux-
« quelles, d'ailleurs, soit à raison de leur âge, soit en
« raison de leur situation pécuniaire, il aurait dû
« plutôt venir en aide, et que, d'autre part, le mal-
« heur dont s'agit et la douleur filiale ne sauraient
« être évalués en argent ni être l'objet d'une com-
« pensation pécuniaire. »

1. T. C. de Limoges, 18 mars 1904 (*G. Pal.*, 1904. 2. 314).

2. *Le Droit*, 12 mars 1905.

3. Trib. Com. Seine, 16 août 1905 (*La Loi* du 25 octobre 1905 (*Gaz. du Palais*, n° du 20 oct. 1905).

CONCLUSION

Nous avons terminé, en un trop rapide aperçu, l'étude d'une question qui, à notre sens, doit aujourd'hui prendre une importance toute particulière, en raison du degré d'affinement auquel a atteint la civilisation de notre société. La jurisprudence a dû, interprétant quelques mots d'un texte imprécis, et quelques indications de l'esprit du législateur, éparpillées dans de rares documents, créer une sorte de droit prétorien dont la diffusion doit se produire de plus en plus.

La jurisprudence a-t-elle convenablement rempli le rôle qui, en raison de l'insuffisance des textes, lui incombait sans conteste ? Il semble bien que non. Les juges français se sont toujours montrés trop réservés dans la fixation des dommages-intérêts. Pre-

nons, par exemple, les atteintes à l'honneur, prototype admis presque généralement du préjudice moral. En cette matière même, ils semblent craindre toujours d'aller au delà de ce qu'exige la réparation du tort matériel causé par une atteinte de ce genre.

Une réparation pécuniaire ne s'applique proprement et directement qu'au préjudice matériel, c'est entendu. Le préjudice moral et le préjudice matériel sont même d'ordre si différent, concédons-le, qu'on semble montrer trop peu de souci du premier quand on réclame la réparation du second. Beaucoup de plaignants en diffamation, les plus honorables, d'ailleurs, affectent de ne pas demander de dommages-intérêts ou de ne demander qu'un chiffre insignifiant. Mais il est bien probable qu'ils obéissent aussi à un autre mobile que le sentiment désintéressé de leur honneur ; ils peuvent craindre, s'ils demandaient un chiffre trop élevé, de subir de la part du Tribunal, un rabais qui, en pareille matière, semblerait une diminution de cet honneur. Un tel rabais est en effet dans les habitudes de la magistrature française, et il est vrai de dire qu'il est quelquefois justifié par des prétentions exorbitantes. Il n'en est pas moins très regrettable en lui-même, s'il a pour effet d'arrêter chez les plus dignes, par un sentiment de fierté bien excusable en somme, les réclamations les plus légitimes. Il faudrait, pour éviter d'y donner lieu, que le plaignant n'eût à formuler aucune demande,

et qu'il se bornât à soumettre aux juges le tort fait à son honneur, sans distinguer entre le tort matériel et le tort moral.

Cette fâcheuse tendance de la jurisprudence a une autre conséquence pratique aussi, c'est d'encourager les injustices privées, par la presque certitude que la victime ne s'exposera pas, en plaçant, à des ennuis, à des débours irrecouvrables, pour arriver à une réparation insuffisante (1).

Mais si la jurisprudence montre une pareille hésitation, ne peut-on pas lui trouver une excuse dans l'apathie du législateur à maintenir le droit strict au courant des évolutions sociales ? Les Tribunaux sont, depuis longtemps, livrés à eux-mêmes, et, ne sentant plus la direction du législateur, ne s'apercevant plus de son impulsion, ils appréhendent, naturellement, de se lancer les premiers dans une voie nouvelle, où le législateur ne les a pas devancés. Les réformes législatives sont généralement dictées par la jurisprudence ; c'est elle qui, la première, par les questions d'espèce qu'elle est appelée à résoudre, indique au Parlement l'orientation nouvelle vers laquelle le droit spécial à ces questions est appelé à évoluer. Le Parlement tient-il compte de ces indications ?

Actuellement, et depuis un certain temps déjà, le

1. Conf. Ihering, *du Combat pour le droit*, traduction Meydieu, p. 44 sq., notamment p. 50.

législateur semble se désintéresser de la partie purement juridique de sa mission, pour ne consacrer la plus grande partie de son temps qu'aux questions politiques ou sociales. Certes, loin de nous la pensée de ne pas reconnaître l'importance de l'œuvre parlementaire de ces dernières années ; mais il semble qu'à côté des réformes économiques, des lois sociales, parfois insuffisamment étudiées, à vrai dire, des luttes de partis de plus en plus âpres et ardentes, la partie purement juridique, celle qui s'adresse aux citoyens, non dans leur activité sociale, mais dans leurs rapports privés, disparaisse presque complètement. Des auteurs éminents ont reconnu depuis plusieurs années déjà la nécessité de refaire le Code pénal, vieux d'un siècle, de refondre en une nouvelle codification, adaptée à la vie actuelle et aux progrès de la civilisation et de la sociologie, les lois diverses qui ont été élaborées sous l'influence de nécessités actuelles. Le Code civil, lui aussi, est vieux, et une refonte serait utile. En ce qui concerne un point spécial des questions relatives à la responsabilité, M. Boistel dit : « Les grandes discussions engagées
« depuis trente ans sur ces questions appelleraient
« une modification de la formule pour la mettre en
« harmonie avec les solutions consacrées par la loi
« sur les accidents survenus aux ouvriers (1). » Le

1. *Philosophie du droit*, I, 465, note 2.

législateur trouvera-t-il le temps de refaire ce Code civil, et d'examiner, avec toute l'attention qu'il mérite, le projet de remaniement d'une œuvre aussi considérable, qu'il a confié à une commission éclairée et compétente ?

Dans ces conditions, l'étude de la jurisprudence, cette « clinique du droit », s'impose davantage à mesure que nous nous éloignons de l'époque de la rédaction du Code civil, et, en présence des questions nouvelles soumises aujourd'hui aux Tribunaux et ignorées du législateur de 1804, nous sommes nécessairement amenés à rechercher, non comment il les a résolues, mais comment il aurait pu les résoudre s'il les avait examinées. C'est ainsi que nous sommes conduits, par la force des choses et le mouvement de la vie, vers un droit coutumier nouveau, qui n'emprunte plus guère au Code civil qu'une direction générale, suffisante toutefois pour assurer son unité. Mais c'est pourquoi, si nous ne pouvons compter sur le législateur pour introduire au plus tôt dans nos lois ce principe de la réparation nécessaire, autant que faire se peut, du préjudice moral, la jurisprudence doit suppléer à l'inaction du Parlement et à imposer, quand le moment sera venu, au législateur, la force acquise d'un mouvement nettement déterminé en faveur d'une idée qui, sortie de la civilisation et de l'affinement des sentiments de l'individu privé et

social, doit avoir sa place dans l'appréciation des éléments qui concourent au bien suprême de l'homme : la vie.

Vu : le Président de la thèse,

PIÉDELIEVRE

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-recteur de l'Académie,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- AHRENS. — Cours de droit naturel.
- AUSTIN. — Philosophie du droit positif (trad. Henry).
- AUBRY ET RAU. — Cours de droit civil.
- BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE. — Traité des obligations
- BEAUSSIRE. — Principes de droit.
- BEDEL. — Traité de l'adultère.
- BELIME. — Philosophie du droit.
- BEUDANT. — Cours de droit civil français.
- BOILEUX. — Commentaire sur le Code civil.
- BOISTEL. — Philosophie du droit.
- BOSC (Jean). — Les Éléments constitutifs du délit civil.
Thèse Montpellier, 1901.
- BUFNOIR. — Propriété et Contrats.
- CAPITANT. — Introduction à l'étude du droit.
- CHASSAN (avocat général). — Conclusions au D. 1843.2.140.
— Traité des délits et contraventions de la parole,
de l'écriture et de la presse.
- CHAUSSÉ. — Revue critique, 1895.
- COLIN. — Des promesses de mariage.
- DEMOGUE. — De la réparation civile des délits.
- DEMOLOMBE. — Traité de droit civil.
- DERNBURG. — Lehrbuch des Preussen Privatrecht,

- DOMAT. — Lois civiles.
- DORVILLE. — De l'intérêt moral dans les obligations. Thèse Paris, 1901.
- DUMAS. — Appendice aux Éléments de droit civil anglais de Lehr.
- DUPIN. — Réquisitoire au S. 33.1.458.
- ENDEMANN. — Einführung in das Studium des Bürgerlichen Gesetzbuchs.
- ESSARTS (DES). — Recueil de Causes célèbres.
- FAUSTIN HÉLIE. — Traité de l'instruction criminelle.
- FROMAGEOT. — De la faute comme source de responsabilité en droit privé. Thèse Paris, 1898.
- GARRAUD. — Droit criminel.
- GÉNY. — Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif.
- GIBOULOT. — Note au D., 1872.2.98.
- GIRAUD. — *Revue critique*, 1888.
- GRASSERIE (DE LA). — *Revue critique*, 1896-1897.
- GRIVET. — *Revue judiciaire suisse*, 1887.
- GUILLOUARD. — Traité du contrat de mariage.
- GUYOT. — Répertoire universel de jurisprudence.
- HAUS. — Cours de droit criminel.
- HOFFMANN. — Questions préjudicielles.
- HUG. — Traité de droit civil.
- HUGUENEX. — L'idée de peine privée en droit contemporain. Thèse Dijon, 1904.
- IHERING. — Œuvres choisies. Trad. Meulenaere.
— Du combat pour le droit. Trad. Meydiou.
— De la faute en droit privé.
- LABBÉ. — Notes au S., 79.2.193 ; — 81.1.21 ; — 93.1.225.
- LABORDE. — *Revue critique*, 1894.
- LACOSTE. — Note au S., 97.2.26.
- LAROMBIÈRE. — Traité des obligations.
- LAURENT. — Principes de droit civil.
- LEFEBVRE. — *Revue critique*, 1886.

- LE GRAVEREND. — Traité de législation criminelle en France.
- LEHR. — Eléments de droit civil anglais.
— Eléments de droit civil espagnol.
— • Eléments de droit civil scandinave.
— Eléments de droit civil russe.
- LE SELLYER. — Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée.
- LISZT (von). — Die Deliktsobligationen in System des Bürgerlichen Gesetzbuchs.
- MANGIN. — De l'action publique et de l'action civile.
- MARCADÉ. — Explication théorique et pratique du Code civil.
- MARTIN. — Étude sur les lois fédérales et la responsabilité civile.
- MASSIGLI. — Revue critique, 1894.
- MASSIN. — De l'exécution forcée des obligations de faire ou de ne pas faire. Thèse Paris, 1893.
- MEYNIAL. — De la sanction des obligations de faire ou de ne pas faire. Revue pratique, 1884.
- MERLIN. — Répertoire.
- MINOZZI. — Studio del danno non patrimoniale (danno morale).
- Motive zu dem Entwurfe eines Bürgerlichen Gesetzbuchs für das deutsche Recht.
- MUTEAU. — De la responsabilité civile.
- PERNICE. — Labeo.
- PICARD. — Le Droit pur.
- PLANCK. — Bürgerliches Gesetzbuch.
- PLANIOL. — Traité de droit civil.
- POLLOCK. — Law of Torts.
- POTHIER. — Traité des obligations.
- POTHIER. — Traité des successions.
- POTHIER. — Introduction à la Coutume d'Orléans.
- POTHIER. — Traité du contrat de mariage.

PRÉLAZ. — De la réparation du tort moral. Thèse Lausanne, 1893.

Protokolle der Kommission für die zweite Lesung des Bürgerlichen Gesetzbuchs.

RAUTER. — Traité de droit criminel.

ROBIN. — De la responsabilité. Thèse, Paris, 1887.

ROSSEL. — Manuel des obligations fédérales.

SAINCTELETTE. — De la responsabilité et de la garantie.

SALEILLES. — Étude générale du deuxième projet de Code civil allemand.

— Théorie de l'obligation dans le projet de Code civil allemand.

SAVIGNY. — System.

— Traité de droit romain.

SOURDAT. — Traité de la responsabilité.

STOOS. — Bulletin de la Société suisse des Juristes, 1886.

TABOURIECH. — De la responsabilité délictuelle et contractuelle en droit romain. Thèse, Paris, 1889.

THIRY. — Cours de droit civil.

TOULLIER. — Droit civil.

TOURNIER. — De la condamnation avec dommages-intérêts. Thèse, Montpellier, 1896.

TRÉBUTIEN. — Cours de droit criminel.

VICAT. — Traité du droit naturel.

VILLEY. — Notes au S., 1877.2.327, et 1896.2.201.

— Précis d'un cours de droit criminel.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	5
I. — Le patrimoine moral. Ses éléments. La notion du patrimoine moral chez les auteurs. Attein- tes au patrimoine moral	5
II. — Modes de réparation des atteintes au patri- moine moral. La réparation pécuniaire . . .	14

PREMIÈRE PARTIE

La réparation du préjudice moral dans la doctrine et dans l'histoire.

CHAPITRE I. — <i>La doctrine.</i>	17
1. — Systèmes exclusifs de toute réparation : Savigny, M. Massin, M. Laborde, etc. . . .	17
2. — Systèmes favorables à la réparation du pré- judice moral : Vicat, Austin, Aubry et Rau, Demolombe, Sourdat, etc.	23
3. — Le fondement de la réparation pécuniaire du préjudice moral	27

CHAPITRE II. — <i>L'Histoire.</i>	30
1. — Évolution de la notion du préjudice moral chez les premiers peuples	30
2. — Droit romain.	32
3. — Ancien droit	36

DEUXIÈME PARTIE

Le droit moderne.

CHAPITRE I. — <i>Législation française</i>	47
SECTION I. — Le droit intermédiaire et les codes . .	48
I. — Décret des 29 septembre, 21 octobre 1791. Code civil : articles 1382 ; 52, 68, 179 et 301.	48
II. — Code de procédure civile : articles 246, 314, 360, 361, 390, 494, 500, 503, 513, 516.	57
III. — Code pénal : articles 430, 433 ; 114, 117	58
VI. — Le Code d'instruction criminelle et la loi du 8 juin 1895	60
V. — Autre textes.	68
CHAPITRE II. — <i>Législations étrangères</i>	69
1. — Allemagne.	69
2. — Suisse	75
3. — Angleterre.	83
4. — Espagne	87
5. — Autriche	87
6. — Suède, Norwège, Danemark	88
7. — Amérique du Sud	88
8. — Monténégro	90
9. — Russie.	91
10. — Italie	92
11. — Portugal	93

TROISIÈME PARTIE

La jurisprudence.

INTRODUCTION. — <i>Le rôle du juge.</i>	94
CHAPITRE I. — <i>L'individu privé.</i>	101
SECTION I. — La personne.	101
§ 1. — Tranquillité	102
§ 2. — Douleur physique	106
§ 3. — Piété envers les morts.	107
§ 4. — Droits spéciaux	109
SECTION II. — La famille.	111
§ 1. — Dignité familiale	112
§ 2. — Affection. Aperçu sur la jurispru- dence belge en cette matière.	116
§ 3. — Droits de famille	136
CHAPITRE II. — <i>L'individu social.</i>	146
SECTION I. — La société.	147
§ 1. — Honneur, dignité, considération.	148
§ 2. — Liberté individuelle	161
§ 3. — Inexécution des contrats.	163
SECTION II. — La Nation.	171
§ 1. — Liberté de croyances	171
§ 2. — Libertés politiques.	172
CHAPITRE III. — <i>Décisions qui repoussent notre principe.</i>	176
CONCLUSION	181
BIBLIOGRAPHIE.	187

